

Direction des Statistiques d'Entreprises

E2018/02

La situation du commerce en 2017 (éd. juin)

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Division Commerce

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

E 2018/02

La situation du commerce en 2017

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Division Commerce

Juin 2018

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

Le présent rapport est accessible sur le site de l'INSEE www.insee.fr en cliquant sur les rubriques suivantes :

- Statistiques :
 - Thèmes :
 - Secteurs d'activité : Commerce
 - Collections :
 - Documents de travail : [La situation du commerce en 2017](#)

Bibliographie

- « La situation du commerce en 2017 - Rapport établi pour la Commission des comptes commerciaux de la Nation », Documents de travail n° E2018/02, Insee, juin 2018.
- Berthier D., Debauche É., Meinzel P., « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », Insee Première n° 1697, mai 2018.
- Pradines N., Genuit H., « Médias sociaux, sites web, places de marché : des vitrines pour les sociétés », Insee Première n° 1696, mai 2018.
- Kfoury J., « Le commerce électronique », Insee Première n° 1695, mai 2018.
- A.Dembo, S. Bourdon, A. Fourniret, T. Mathé « Proximité et qualité, les deux priorités pour faire ses courses alimentaires », Consommation & Modes de Vie N° 299, mai 2018

Rapport établi pour la réunion de la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation du 29 juin 2018.

Elodie LALANDE, Mickaël LE CHAPELAIN, Sonia LE FAUCHEUR, Jacqueline PERRIN-HAYNES et Arnaud ROUSSET à la division « commerce » de l'Insee ont rédigé ce rapport, sous la direction de Corinne DARMAILLACQ, rapporteur de la commission.

La situation du commerce en 2017

Résumé :

En 2017, les secteurs commerciaux conservent une activité dynamique. Dans le commerce de gros, l'activité progresse dans la quasi-totalité des secteurs et les prix repartent à la hausse pour la première fois depuis cinq ans. Les ventes du commerce de détail continuent d'augmenter en volume, mais à un rythme un peu moins rapide qu'en 2016. La vente à distance se développe rapidement et gagne des parts de marché. La vitalité du commerce et de la réparation d'automobiles se maintient. En effet, la reprise des ventes de voitures neuves engagée en 2015 se poursuit en 2017. Pour la première fois depuis 2012, les prix progressent dans les trois grands secteurs du commerce.

Mots-clés :

Commerce, commerce de détail, commerce de gros, commerce et réparation automobile, consommation des ménages, emploi, démographie des entreprises.

The economic situation of trade in 2017

Abstract :

Trade activity continue to improve in 2017. In wholesale trade, activity increased in most sectors and prices raised for the first time in five years. Retail sales increased in volume terms once again, but at a slightly slower pace than in 2016.

Distance selling improves and wins market shares. Motor trade sales increased. The recovery in new car sales observed since 2015, continued in 2017. Prices increased in the three main trade sectors, for the first time since 2012.

Keywords :

Trade, retail trade, wholesale trade, motor trade, distributive trades, household consumption, business demography, employment.

LE COMMERCE EN 2017

RAPPORT SUR LES COMPTES

SOMMAIRE

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE	11
VUE D'ENSEMBLE	13
1 - Les ventes accélèrent en valeur dans les secteurs commerciaux, tirées par des prix en hausse.....	14
1.1 - Commerce de gros : une nouvelle hausse des volumes de ventes cumulée à une hausse des prix... 14	
1.2 - Commerce de détail : les ventes ralentissent légèrement en volume dans un contexte de hausse des prix.....	16
1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : l'activité reste très dynamique	18
2 - L'emploi salarié continue de progresser dans les secteurs commerciaux.....	19
3 - Reprise des créations d'entreprises dans le commerce.....	20
CHAPITRE I : LE COMMERCE DE GROS.....	21
1 - Produits agricoles bruts : des remontées de prix qui ne compensent pas la baisse des ventes en volume... 22	
2 - Produits alimentaires : progression des ventes en volume et remontée des prix	23
3 - Biens domestiques : ralentissement des ventes.....	24
4 - Équipements de l'information et de la communication : des ventes toujours très dynamiques	25
5 - Autres équipements industriels : augmentation marquée des ventes.....	26
6 - Commerce de gros spécialisé : reprise confirmée.....	27
7 - Intermédiaires : le prix du pétrole soutient les ventes en valeur	28
CHAPITRE II : LE COMMERCE DE DÉTAIL.....	30
1 - Petit commerce alimentaire : des ventes en hausse	31
2 - Baisse des ventes pour les grandes surfaces alimentaires (GSA)	31
3 - Regain d'activité pour les grands magasins	32
4 - L'activité poursuit sa progression dans le commerce non alimentaire spécialisé	32
5 - La vente à distance reste dynamique	33
6 - Les parts de marché par forme de ventes.....	34
6.1 - Produits alimentaires	35
6.2 - Produits non alimentaires	35
7 - L'activité du grand commerce non alimentaire spécialisé tient la cadence	39
8 - L'implantation des grandes surfaces en 2017.....	44
CHAPITRE III : LE COMMERCE ET LA REPARATION D'AUTOMOBILES	48
1 - La reprise du commerce de véhicules automobiles se confirme.....	48
2 - Bilan toujours positif dans l'entretien-réparation et dans l'équipement automobile de détail	48
3 - Les ventes de motocycles continuent de progresser	49
CHAPITRE IV : DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES.....	50
1 - Hausse timide des créations d'entreprises dans le commerce.....	51
1.1 - Les créations d'entreprises commerciales restent à la traîne	51
1.2 - Les immatriculations de micro-entrepreneurs ne chutent plus.....	51
1.3 - Des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs en faible croissance	52
2 - Les défaillances d'entreprises à nouveau moins fréquentes en 2017	53
CHAPITRE V : EMPLOI ET SALAIRES.....	55
1 - La croissance de l'emploi salarié du commerce se poursuit en 2017	56
2 - L'intérim progresse moins rapidement en 2017.....	57
3 - L'emploi non salarié se contracte à nouveau en 2015	59
3.1 - Le commerce perd 8 600 non-salariés	59
3.2 - La progression du nombre de micro-entrepreneurs continue à s'effriter en 2015	59
4 - Une structure d'emploi très contrastée selon le secteur.....	60
4.1 - 14 % des actifs occupés du commerce sont non-salariés	60
4.2 - De fortes disparités sectorielles dans la répartition des actifs occupés	61
4.3 - Neuf salariés du commerce sur dix en CDI	64
4.4 - Les jeunes et les femmes plus souvent salariés, en CDD et à temps partiel	64
4.5 - Les actifs de l'artisanat commercial et du commerce de détail travaillent souvent le samedi et le dimanche	65
4.6 - 6 % des actifs du commerce sont en situation de sous-emploi.....	66
5 - Des salaires plus élevés dans le commerce de gros	67

TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE	11
VUE D'ENSEMBLE	13
Graphique 1 : Ventes du commerce, évolutions en 2016 et 2017	13
Graphique 2 : Ventes du commerce en volume et en valeur	14
Graphique 3 : Ventes du commerce de gros, évolutions en 2016 et 2017	15
Graphique 4 : Ventes du commerce de gros, contributions à l'évolution en volume	15
Graphique 5 : Ventes du commerce de détail, évolutions en 2016 et 2017	17
Graphique 6 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume	17
Graphique 7 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles, évolutions en 2016 et 2017	18
Graphique 8 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume	19
Graphique 9 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce	19
Graphique 10 : Évolution des créations de sociétés et d'entreprises individuelles	20
CHAPITRE I : LE COMMERCE DE GROS	21
Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T.	21
Encadré : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros	29
CHAPITRE II : LE COMMERCE DE DÉTAIL	30
Tableau 1 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial	30
Graphique 1 : Parts de marché en 2012 et 2017 - Ensemble des produits commercialisable hors véhicules automobiles	34
Graphique 2 : Parts de marché en 2012 et 2017 - Produits alimentaires hors tabac	35
Encadré 1 : Passage du chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation automobile à la consommation commercialisable des ménages en 2017	37
Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail	38
Graphique 4 : Part du chiffre d'affaires H.T. du « grand commerce au sens large » dans l'ensemble du commerce non alimentaire	39
Encadré 3 : Définition du grand commerce non alimentaire spécialisé	40
Tableau 2 : Chiffre d'affaires hors taxes du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé	40
Graphique 5 : Répartition des grandes surfaces alimentaires	44
Graphique 6 : Répartition des grandes surfaces non alimentaires	44
Graphique 7 : Evolution du nombre de grandes surfaces alimentaires entre début 2012 et début 2017	44
Graphique 8 : Nombre des grandes surfaces alimentaires et non alimentaires en 2012 et 2017	45
Graphique 9 : Densité de grandes surfaces alimentaires et non alimentaires par département	45
Encadré 4 : Estimation du nombre de grandes surfaces	46
Tableau 3 : Nombre de grandes surfaces alimentaires par région	47
Tableau 4 : Nombre de grandes surfaces non alimentaires par région	47
CHAPITRE III : LE COMMERCE ET LA REPARATION D'AUTOMOBILES	48
Encadré : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation automobile	49
Tableau 1 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles T.T.C.	49
CHAPITRE IV : DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES	50
Graphique 1 : Créations d'entreprises de 2000 à 2017	50
Tableau 1 : Créations d'entreprises y compris micro-entrepreneurs	51
Tableau 2 : Immatriculations des micro-entrepreneurs	51
Tableau 3 : Créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	52
Graphique 2 : Variations du nombre de créations d'entreprises selon la catégorie juridique entre 2016 et 2017	53
Encadré 1 : Définition des défaillances	53
Tableau 4 : Défaillances d'entreprises en date de jugement	53
Graphique 3 : Défaillances d'entreprises de 2007 à 2017	54
CHAPITRE V : EMPLOI ET SALAIRES	55
Graphique 1 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce	56
Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim au 31/12	57
Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel au 31/12	57
Tableau 3 : Nombre d'intérimaires au 31/12	57
Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel au 31/12	58
Graphique 2 : Effectif intérimaire trimestriel	58
Tableau 5 : Effectifs non salariés au 31/12	59
Tableau 6 : Effectifs non salariés micro-entrepreneurs actifs au 31/12	60
Tableau 7 : Part des micro-entrepreneurs actifs au sein des non-salariés	60
Tableau 8 : Part des salariés et non-salariés dans le commerce et l'artisanat commercial	60
Tableau 9 : Répartition des actifs occupés par sexe et âge	61
Tableau 10 : Répartition des actifs occupés par catégorie socio-professionnelle et temps de travail	61
Encadré : Les métiers spécifiques au commerce	62
Graphique 3 : Part des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier spécifique au commerce	62
Tableau 11 : Répartition par profession des actifs du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier spécifique au commerce	63
Graphique 4 : Répartition par secteur et profession des actifs du commerce et de l'artisanat commercial	63
Tableau 12 : Répartition des salariés par formes d'emploi	64
Tableau 13 : Répartition par sexe et âge des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial par formes d'emploi	64
Tableau 14 : Part des actifs occupés à temps partiel selon leur sexe et leur âge	65
Tableau 15 : Part des actifs occupés ayant travaillé le samedi et le dimanche	65
Tableau 16 : Part des actifs occupés en sous-emploi selon leur sexe et leur âge	66
Tableau 17 : Part des actifs occupés en temps partiel subi selon leur sexe et leur âge	67
Tableau 18 : Salaires bruts horaires moyens dans le commerce, l'industrie, la construction et les services en 2015	67
Tableau 19 : Salaires bruts horaires moyens des salariés du commerce selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015	67

Avertissement

Le compte spécialisé du commerce est présenté deux fois par an à la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation (CCCN). Il s'insère dans le dispositif d'ensemble des comptes nationaux français, grâce à des concepts et des définitions similaires et en s'articulant sur ses agrégats.

Les comptes nationaux de l'insee publient pour la première fois en mai 2018 les comptes en base 2014. À cette occasion, les comptes du commerce ont été révisés :

- Le principal changement lié au passage en base 2014 est l'intégration des stupéfiants. Ceux-ci sont désormais comptabilisés dans le commerce de gros de produits pharmaceutiques en ce qui concerne le commerce de gros, et réhaussent de 4 % le niveau des ventes de ce secteur. Les ventes aux consommateurs sont comptabilisées dans la « Vente à distance et autres formes de commerce », elles réhaussent le niveau de ventes de cette forme de vente d'environ 10 % sur l'ensemble de la série.

- À cette occasion, les formes de ventes ont été actualisées, en prenant en compte les informations collectées dans les Enquêtes sectorielles annuelles (Esa) 2013 à 2015. La vente à distance est ainsi mieux prise en compte.

- Les indices de prix du commerce de gros ont été entièrement révisés pour mieux prendre en compte les séries disponibles sur le site insee.fr. Ce changement engendre des révisions des volumes de vente dans le commerce de gros sur l'ensemble de la série.

Les résultats jusqu'à l'année 2015 sont désormais définitifs, ils sont issus des statistiques structurelles d'entreprises. Les résultats de 2016 et 2017 sont encore susceptibles d'être révisés et ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires calculés par l'Insee.

En régime permanent, le calendrier de publication des comptes commerciaux est tributaire de la mise à disposition des différentes sources d'informations, notamment des données statistiques d'entreprises, sur lesquelles les comptes s'appuient.

Pour les **comptes relatifs à l'année n , le calendrier est le suivant** :

- Les ventes des secteurs commerciaux, présentées à la commission de **juin de l'année $n+1$** fournissent les premières informations sur les comptes sectoriels de l'année n . Ces données sont dites **provisoires**, car les ventes de n sont élaborées en faisant évoluer celles de $n-1$ à partir des indices de chiffres d'affaires mensuels calculés par l'INSEE (déclarations mensuelles CA3 pour le paiement de la TVA), et en utilisant les premières estimations de la consommation finale des ménages évaluées par les comptables nationaux.
- En **décembre $n+1$** , ces résultats provisoires sont susceptibles d'être révisés, en fonction des informations statistiques collectées entre juin et décembre ; en particulier, les comptes sectoriels de l'année $n-1$ sont en principe arrêtés en décembre $n+1$ (cf infra), de sorte que l'évolution « provisoire » fondée sur les CA3 et appliquée au niveau $n-1$, peut être affinée par la prise en compte du niveau $n-1$ définitif.
- En **juin $n+2$** , les évaluations des ventes de l'année n sont légèrement révisées et deviennent semi-définitives.
- En **décembre $n+2$** sont arrêtés les comptes **définitifs** ; ceux-ci s'appuient sur une exploitation d'Ésane et des données fiscales, permettant d'affiner les premiers résultats fournis en juin.

L'édition de **juin 2018** présente les premières estimations de l'année 2017. En outre, ce rapport comprend des parties qui ne seront pas reprises dans l'édition de décembre :

- la répartition des parts de marché par forme de ventes (pages 34 à 36)
- un éclairage sur l'équipement commercial en grandes surfaces (pages 44 à 47)
- un chapitre sur la démographie des entreprises (pages 50 à 54).
- une exploitation de l'enquête emploi et des données sur les salaires dans le commerce (pages 55 à 67)

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE

Sauf mention contraire, l'artisanat commercial est compté avec le commerce

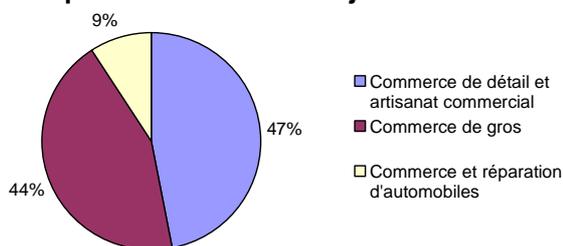
Valeur ajoutée en 2015

	en milliards d'euros	
	Commerce	Part dans l'économie (1)
Valeur ajoutée	205,7	10,5 %

(1) La part dans l'économie correspond ici à la part dans la VA totale. Les données 2015 sont définitives

Source : Insee, comptes nationaux, comptes du commerce

Répartition de la valeur ajoutée en 2015



Source : Insee, comptes du commerce

Chiffre d'affaires H.T. des secteurs commerciaux

	en milliards d'euros		
	2015	2016sd	2017p
Commerce de gros	786,9	790,1	825,0
Com. détail, artis. com.	471,8	480,3	494,2
Commerce, répar. auto.	172,8	185,3	198,5
Ensemble commerce	1 431,6	1 455,7	1 517,8

sd : semi-définitif p : provisoire

Source : Insee, comptes du commerce

Dans le tableau de synthèse ci-contre, l'activité est mesurée par le chiffre d'affaires hors taxe des secteurs définis par leur activité principale (APE). Dans le reste du rapport, on mesure l'activité par les ventes de marchandises (VM), excluant la plupart des services commerciaux. Pour le commerce de gros, il s'agit de VM hors taxes. Pour le commerce de détail et automobile, les VM sont présentées par type de magasin (formes de ventes), toutes taxes comprises et intègrent une partie des ventes de services (commissions) pour assurer la cohérence avec la consommation des ménages.

Emploi au 31/12 dans les secteurs du commerce

	en milliers		
Hors artisanat commercial	2015	2016sd	2017 p
Effectif salarié	3 092	3 114	3 140
Effectif non salarié	440	nd	nd

sd : semi-définitif p : provisoire

Source : Insee - estimations d'emploi, base non-salariés

Taux de marge commerciale

(rapport entre la marge commerciale et les ventes de marchandises)

Hors artisanat commercial	2015
Commerce de gros	19,9 %
Commerce de détail	29,3 %
Commerce, répar. auto.	11,7 %

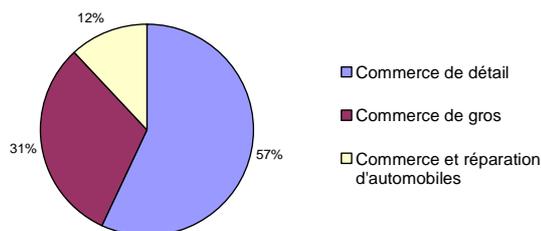
Source : Insee, comptes du commerce

Eff. salarié au 31/12 dans les secteurs du commerce

Hors artisanat commercial	2017 (p) en milliers	Part dans secteurs principalem ^t marchands
Commerce de gros	968	6,1 %
Commerce de détail	1 792	11,2 %
Commerce, répar. auto.	380	2,4 %
Ensemble commerce	3 140	19,7 %

Source : Insee - estimations d'emploi

Répartition de l'emploi salarié du commerce en 2017



Source : Insee - estimations d'emploi

Démographie des entreprises (unités légales) en 2017

	Commerce	Ensemble de l'économie (*)	Part du commerce
Nombre d'entreprises (en milliers)	893	4 495	19,9 %
Nombre de créations (en milliers)	101	591	17,1 %
Nombre de créations hors micro-entrepreneurs (en milliers)	75	349	21,6%
Taux de création (en %)	11,3 %	13,7 %	///
Taux de création hors micro-entrepreneurs (en %)	8,4 %	7,8 %	///
Nombre de défaillances hors artisanat commercial (en milliers)	12	55	22,0 %

(*) Ensemble des activités marchandes hors agriculture

Sources : Sirene, Banque de France

Les données présentées dans tout le rapport concernent les entreprises (unités légales) des secteurs du commerce. Elles portent sur la dernière année disponible dans les statistiques de l'Insee. Elles sont présentées dans la base 2014 des comptes nationaux et en nomenclature Naï rév.2 (p) = résultat provisoire, susceptible d'être révisé, (sd) = résultat semi-définitif, susceptible d'être révisé.

VUE D'ENSEMBLE

En 2017, les secteurs commerciaux conservent une activité dynamique, favorisée par l'accélération de l'investissement des entreprises (+ 4,1 % après + 3,4 % en 2016), tandis que les dépenses de consommation des ménages décélèrent nettement en volume (+ 1,0 % après + 2,1 %). Les exportations en volume accélèrent fortement (+ 4,5 % après + 1,5 %), permettant une contribution positive du commerce extérieur à la croissance, profitant aux entreprises commerciales françaises.

Dans le **commerce de gros**, l'activité progresse dans la quasi-totalité des secteurs et les prix repartent à la hausse pour la première fois depuis cinq ans. Les ventes en gros de biens d'équipement bénéficient de la hausse marquée de l'investissement des entreprises en 2017. L'activité des grossistes en biens domestiques ralentit en lien avec la baisse de la consommation en 2017. L'activité du commerce de produits agricoles est pénalisée par la baisse de la production agricole de 2016.

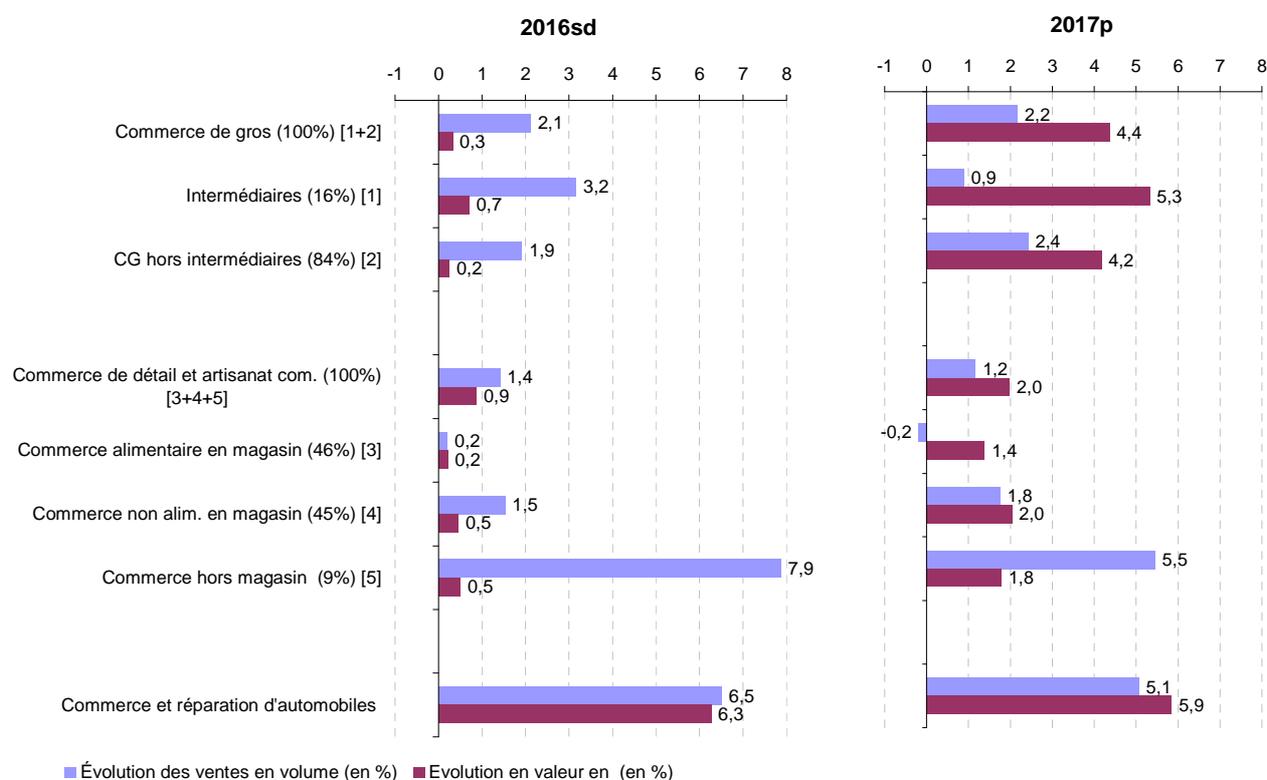
La vitalité du **commerce et de la réparation d'automobiles** se maintient. En effet, la reprise des ventes de voitures neuves engagée en 2015 se poursuit en 2017. Le commerce d'équipement automobile est également très dynamique.

En 2017, les ventes du **commerce de détail** continuent d'augmenter en volume, mais à un rythme un peu moins rapide qu'en 2016. En valeur, elles accélèrent grâce au redressement des prix. La vente à distance (notamment sur internet) se développe rapidement et gagne des parts de marché.

Dans ce contexte favorable, l'emploi salarié augmente entre fin 2016 et fin 2017 dans les secteurs du commerce, cependant toujours moins vite que dans l'ensemble des secteurs principalement marchands.

En baisse tendancielle depuis 2011, les créations d'entreprises dans le commerce augmentent en 2017. En particulier, les immatriculations de micro-entrepreneurs se redressent.

Graphique 1 : Ventes du commerce, évolutions en 2016 et 2017 (en %)



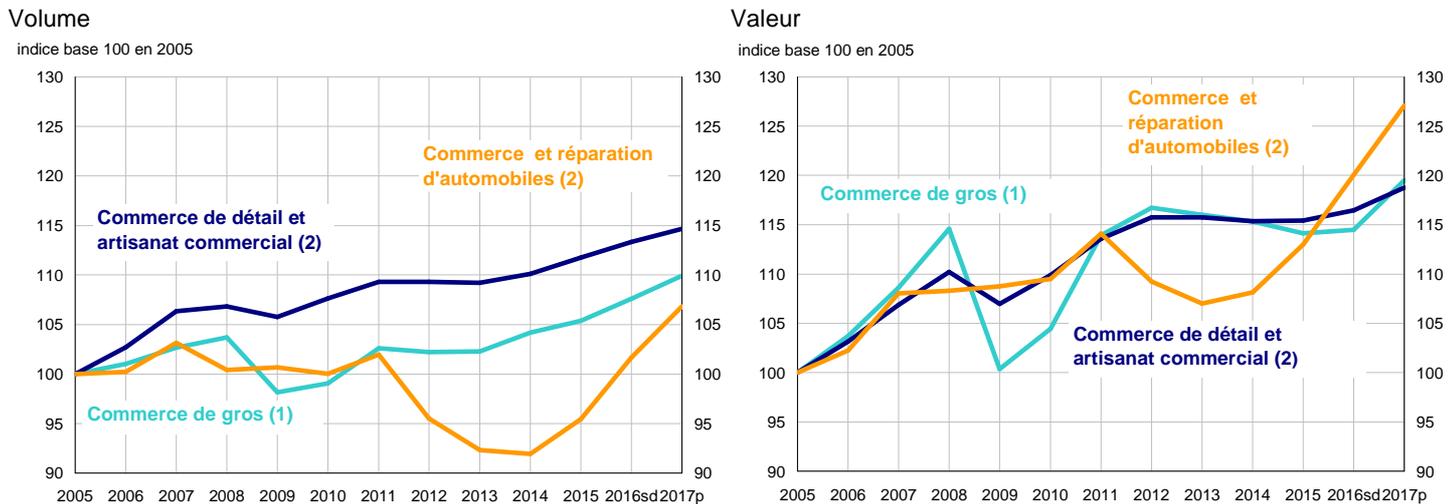
(p) provisoire (sd) semi-définitif

Source : Insee, Comptes du commerce

1 - Les ventes accélèrent en valeur dans les secteurs commerciaux, tirées par des prix en hausse

Les secteurs commerciaux ont enregistré une quatrième année de dynamisme en 2017. Les ventes ralentissent très légèrement en volume mais elles accélèrent vivement en valeur dans l'ensemble des secteurs. En effet, les prix repartent à la hausse, en particulier dans le commerce de gros (+ 2,2 %) mais aussi dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles (+ 0,8 % dans ces deux secteurs).

Graphique 2 : Ventes du commerce en volume et en valeur



(1) Ventes HT par secteur d'entreprise (2) Ventes TTC par forme de vente (secteur d'établissement) (p) provisoire (sd) semi-définitif
Source : Insee, comptes du commerce.

1.1 - Commerce de gros : une nouvelle hausse des volumes de ventes cumulée à une hausse des prix

En 2017, les ventes du commerce de gros et des intermédiaires du commerce s'élèvent à 764 milliards d'euros, dont 638 milliards pour le seul commerce de gros. Les ventes des grossistes progressent vivement en valeur (+ 4,4 %), ce qui n'était plus arrivé depuis 2012 en raison de la baisse marquée des prix. En 2017, les prix se redressent, portés notamment par ceux des carburants.

L'activité est dynamique dans la plupart des secteurs.

Premier contributeur de l'activité en 2017, le commerce de gros de biens d'équipement est stimulé par l'accélération de l'investissement des entreprises, dans un contexte de tensions croissantes sur l'appareil productif. Les ventes des grossistes en équipements de l'information et de la communication augmentent fortement (+ 6,9 %). Celles en autres équipements industriels accélèrent également (+ 4,9 %).

Comme en 2016, les ventes des négociants en produits alimentaires contribuent fortement à l'activité des grossistes. Elles accélèrent en volume (+ 3,6 % après + 2,7 %), entraînées par les ventes de boissons, mais aussi de fruits et légumes, d'œufs et de produits laitiers. Après trois années de baisse, les prix de gros alimentaires remontent en 2017. Les prix des œufs français, non contaminés au fipronil contrairement aux œufs de certains pays voisins, augmentent. Ceux des produits laitiers et des matières grasses s'accroissent vivement en raison d'une offre insuffisante. À l'inverse, les prix des fruits et des légumes vendus en gros diminuent.

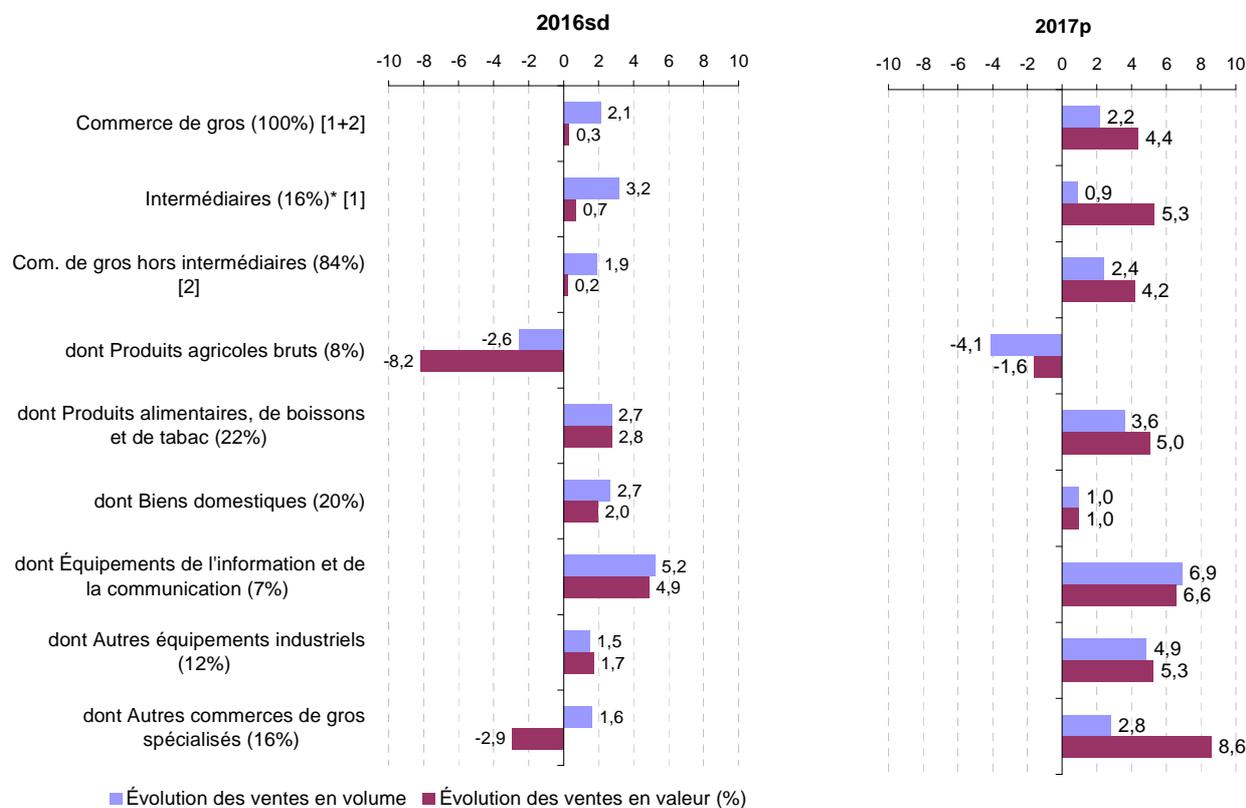
Les ventes des grossistes en produits domestiques décélèrent. Elles pâtissent du ralentissement de la consommation des ménages. En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques, d'habillement-chaussure et de bijoux restent dynamiques.

Les ventes des autres grossistes spécialisés accélèrent en volume en 2017. Celles de matériaux de construction sont favorisées par la reprise des mises en chantiers de logements neufs et celles de combustibles se redressent dans un contexte de remontée des prix du pétrole. En valeur, les ventes des seuls grossistes de combustibles contribuent à hauteur de 0,8 point à la hausse de l'ensemble du commerce de gros.

L'activité des intermédiaires ralentit (+ 0,9 %), après quatre années de hausse soutenue.

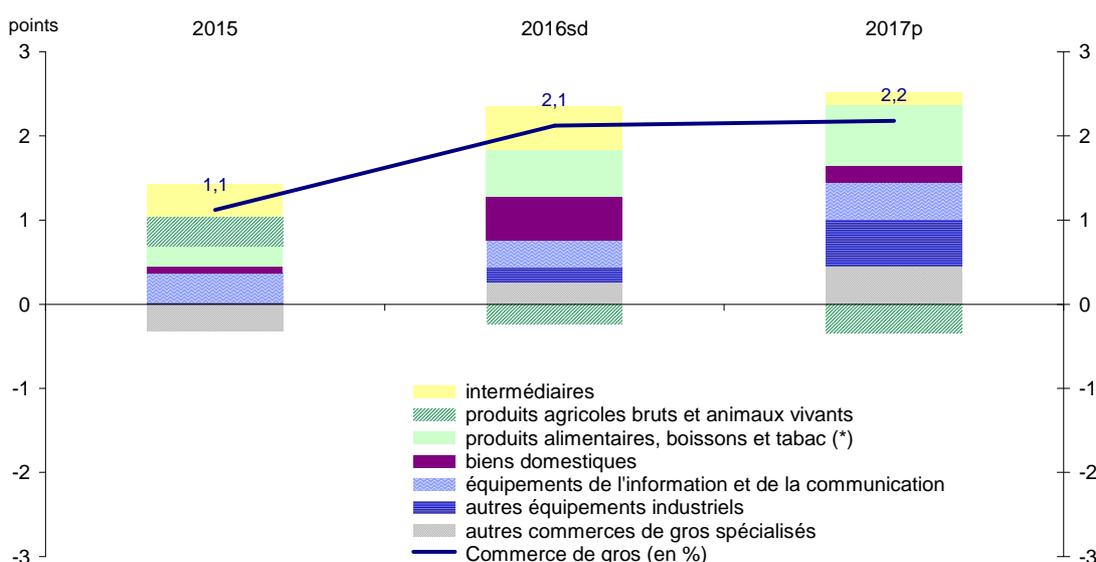
Seule l'activité des grossistes en produits agricoles bruts et animaux vivants se dégrade en 2017, et de façon plus soutenue qu'en 2016 (- 4,1 % en volume en 2017 après - 2,6 % en 2016). Les mauvaises récoltes de céréales de 2016 ont continué de perturber l'activité commerciale début 2017. En particulier, les exportations vers le Maghreb et l'Asie se sont contractées.

Graphique 3 : Ventes du commerce de gros, évolutions en 2016 et 2017



(p) provisoire (sd) semi-définitif Source : Insee, Comptes du commerce

Graphique 4 Ventes du commerce de gros, contributions à l'évolution en volume



(p) provisoire (sd) semi-définitif

Source : Insee, comptes du commerce.

1.2 - Commerce de détail : les ventes ralentissent légèrement en volume dans un contexte de hausse des prix

Les prix des marchandises vendues au détail augmentent pour la première fois depuis 2013. Les prix des produits non alimentaires sont entraînés à la hausse par ceux des carburants. Les prix alimentaires accélèrent également (+ 1,4 % contre + 0,7% en 2016). En volume, les ventes sont légèrement moins dynamiques qu'en 2016 (+ 1,2 % après + 1,4 %), en lien avec le ralentissement de la consommation des ménages. Ainsi, les ventes au détail s'élèvent à 506 milliards d'euros et augmentent de 2,0 % en valeur en 2017.

Le commerce hors magasin progresse nettement en 2017 (+ 5,5 % en volume), sous l'effet du développement de la vente à distance (notamment sur internet).

- **Commerce alimentaire** : l'alimentaire spécialisé reste dynamique

En 2017, le commerce alimentaire spécialisé reste très tonique (+ 3,9 % après + 5,1 %). En particulier, les ventes en autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé (incluant notamment la plupart des enseignes bio) continuent leur ascension (+ 6,1 % après + 13,3 % en 2016). Les ventes des petites surfaces généralistes (supérettes et alimentations générales) sont également en hausse, de près de 5 %.

À l'inverse, l'activité des grandes surfaces, qui représente les deux tiers des ventes alimentaires, est en berne (-1,7 % en volume). La situation des hypermarchés est plus défavorable que celle des supermarchés. D'après l'enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires (Emagsa), les ventes de produits alimentaires sont plus dynamiques dans les supermarchés que dans les très grandes surfaces en 2017. Pourtant, le nombre d'hypermarchés a significativement augmenté entre début 2015 et début 2017, alors que le nombre de supermarchés est relativement stable, même si les magasins de *hard discount* continuent de perdre de nombreux points de vente. En hypermarché comme en supermarché, l'érosion des ventes de produits non alimentaires se poursuit. Elle est plus marquée dans les supermarchés en 2017.

Alors que les ventes de viandes se replient pour la quatrième année consécutive, celles de fruits et de légumes marquent le pas en volume pour la première fois depuis 2011. Seul un Français sur quatre consomme au moins cinq fruits et légumes par jour, et cette proportion aurait baissé entre 2010 et 2017.¹ Toutefois, les ventes de fruits et légumes chez les primeurs restent très dynamiques, les consommateurs semblant privilégier cette forme de vente pour ces produits.

- **Commerce non alimentaire** : légère accélération

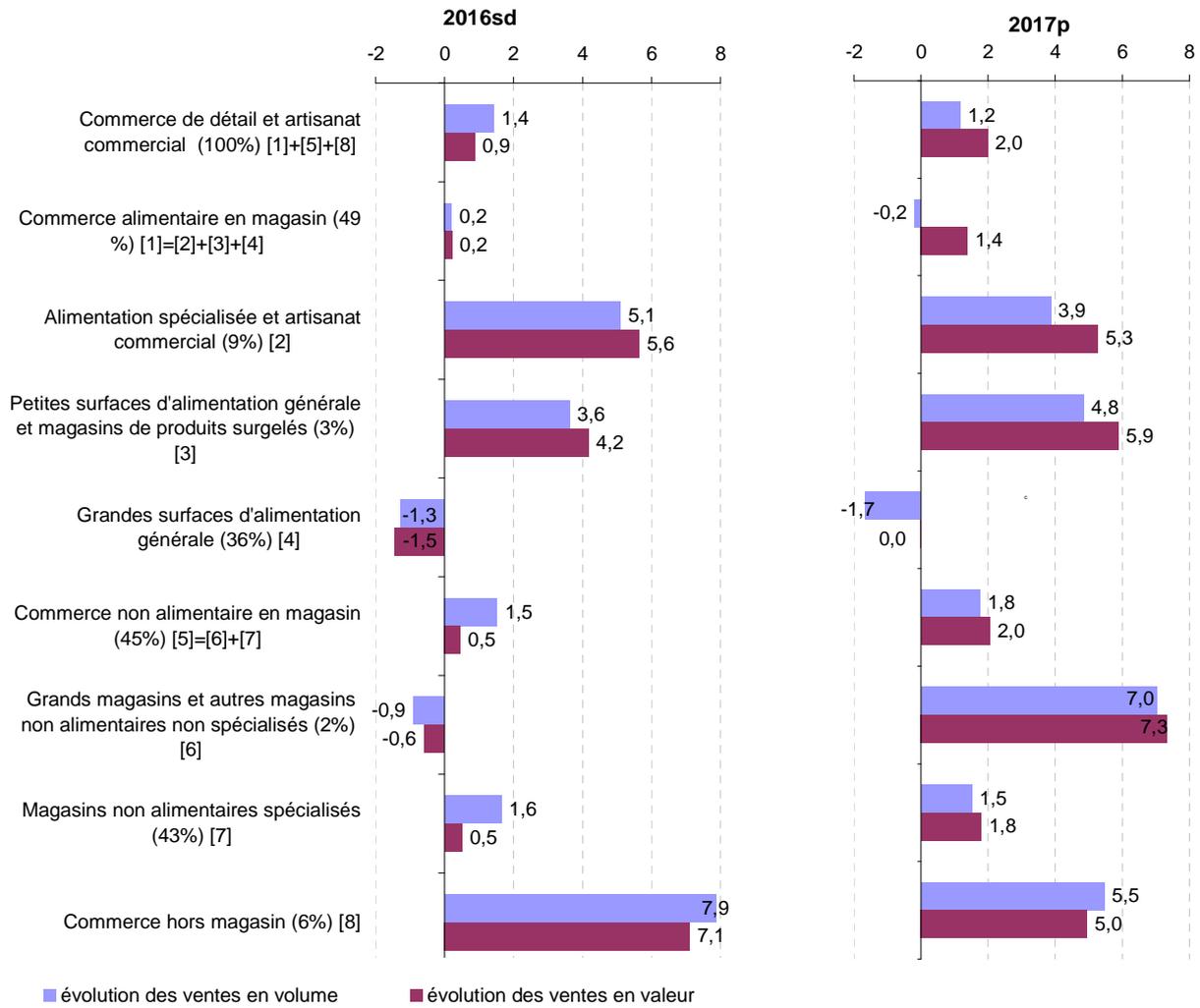
Le commerce non alimentaire accélère légèrement pour la troisième année consécutive (+ 1,8 % en volume après + 1,5 %). Les ventes en grands magasins rebondissent en 2017 (+ 7,0 % après +0,9 % en 2016), bénéficiant du retour des touristes étrangers après une année 2016 difficile. Les ventes en magasins de culture et de loisirs accélèrent essentiellement grâce aux articles de sport ; le nombre de magasins de sport a considérablement augmenté ces dernières années.

Les ventes en magasins d'équipement du foyer ralentissent : les ventes de téléviseurs diminuent beaucoup en 2017 après avoir atteint un niveau exceptionnel en 2016. Les ventes d'électroménager et de meubles résistent mieux. Les ventes en magasins spécialisés d'habillement-chaussure continuent de diminuer, alors que la consommation de ces produits augmente légèrement en 2017 ; les consommateurs privilégient un peu plus les achats sur Internet.

L'activité du grand commerce non alimentaire (définitions) croît au même rythme qu'en 2016. Elle augmente vivement dans l'équipement de la personne après une année de stagnation. En revanche, elle diminue dans les secteurs de l'habillement-chaussure, contrairement à l'activité des petites entreprises du secteur. Alors que la croissance des dépenses non alimentaires profitait surtout au grand commerce les années précédentes, c'est l'inverse en 2017. Aussi, la part de marché du grand commerce baisse en 2017, après avoir progressé continûment de 2011 à 2015. Le grand commerce non alimentaire spécialisé génère plus de la moitié de l'activité des secteurs du commerce non alimentaire. Le poids du grand commerce est important dans les grands magasins (81 % du chiffre d'affaires), les autres équipements du foyer (62 %), l'habillement-chaussure (57 %) et le hors-magasin (59 %).

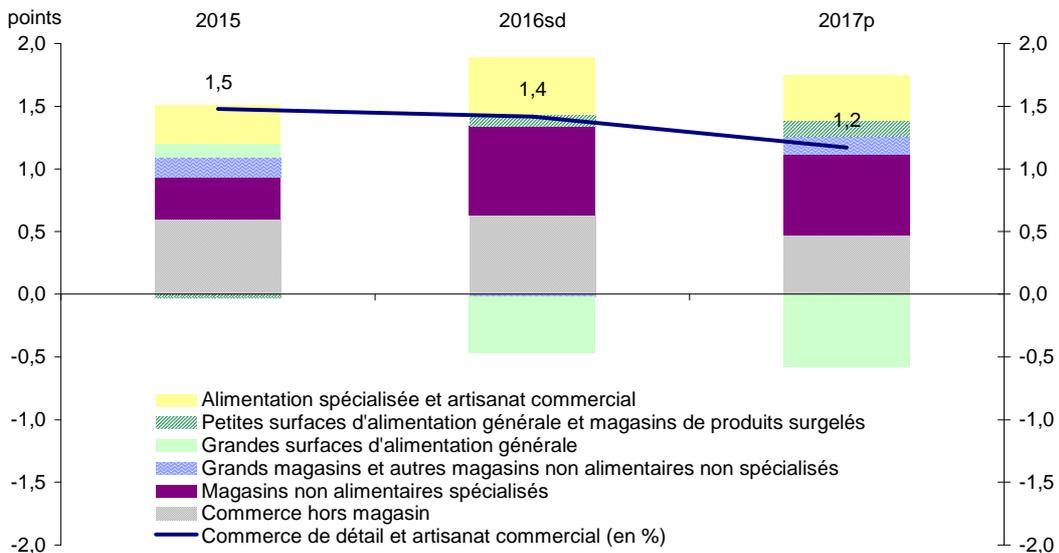
¹ CREDOC - Consommation et modes de vie - juillet 2017

Graphique 5 : Ventes du commerce de détail, évolutions en 2016 et 2017 (en %)



Source : Insee, Comptes du commerce

Graphique 6 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume



(p) provisoire (sd) semi-définitif

Source : Insee, comptes du commerce.

1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : l'activité reste très dynamique

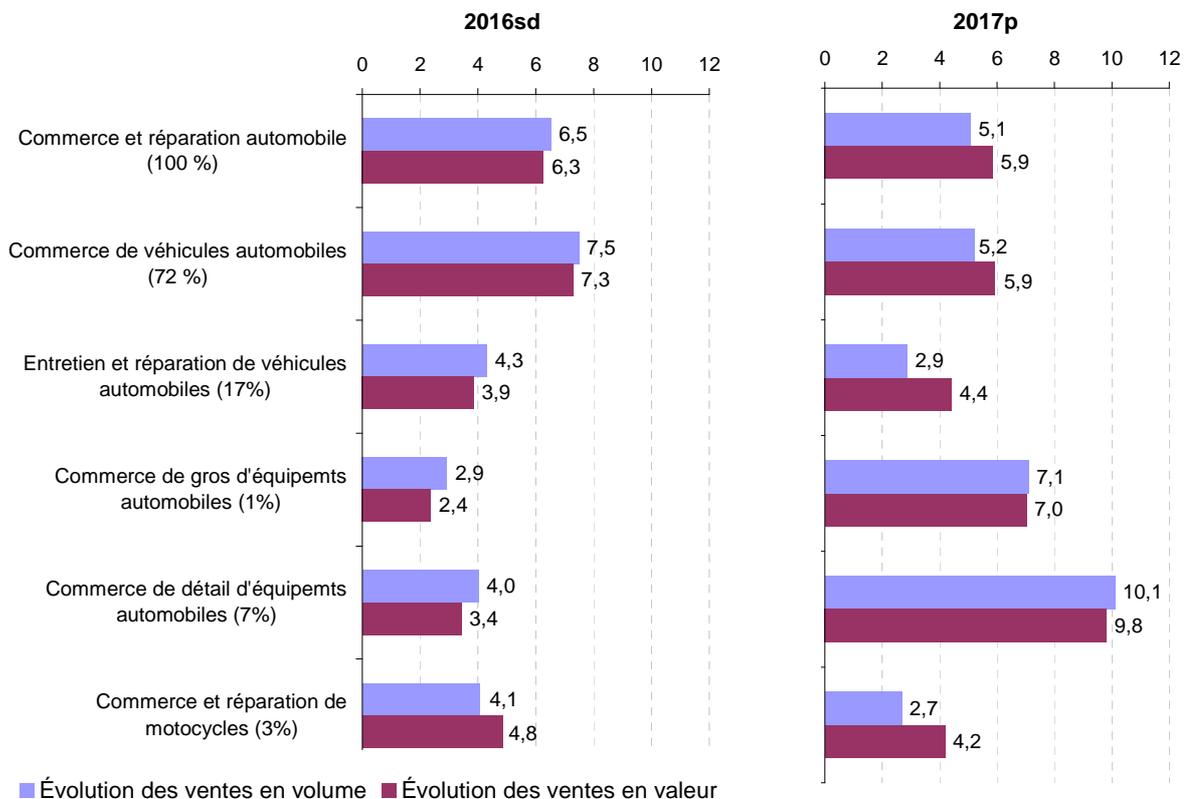
En 2017, la situation du commerce et de la réparation d'automobiles continue de s'améliorer nettement en France comme dans l'ensemble des pays européens. Les ventes augmentent en valeur de 5,9 % pour atteindre 129 milliards d'euros. Après avoir légèrement baissé en 2016, les prix remontent en 2017, tirés par ceux des automobiles et surtout ceux des motos grâce à la vente des premiers modèles à la norme Euro4. Pour les services de réparation, où le coût de la main d'œuvre est prépondérant, les prix continuent également de croître.

Le dynamisme de l'activité est imputable aux ventes du commerce de véhicules automobiles. Elles contribuent pour 3,7 points à la croissance d'ensemble du secteur. Les immatriculations de véhicules utilitaires légers bondissent à nouveau (+ 7,0 % en moyenne annuelle) ; celles de voitures particulières neuves continuent d'augmenter sensiblement (+ 4,8 %)², pour la troisième année consécutive. Les ventes sont particulièrement bien orientées sur le segment des véhicules de gamme supérieure et les véhicules de luxe³. Pour la première fois, en 2017, les véhicules diesel représentent moins de la moitié des ventes, du fait de l'alignement des fiscalités entre diesel et essence et des scandales sur les tests des voitures diesel. Contrairement aux années passées, les constructeurs de groupes français tirent davantage parti de la progression des ventes de voitures particulières neuves et gagnent un point de part de marché pour atteindre 54,5 %.

En 2017, les ventes du commerce d'équipements automobiles sont en forte hausse.

Les ventes de motos ralentissent avec le durcissement de la norme sur les émissions de CO2 des motos commercialisées après le 1^{er} janvier 2017. Elles continuent cependant d'augmenter, la vente de motos en ancienne norme étant autorisée jusque fin 2018. Les immatriculations de motos progressent de 1,0 % en moyenne annuelle après + 4,5 %, avec une baisse en fin d'année.

Graphique 7 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles, évolutions en 2016 et 2017 (en %)

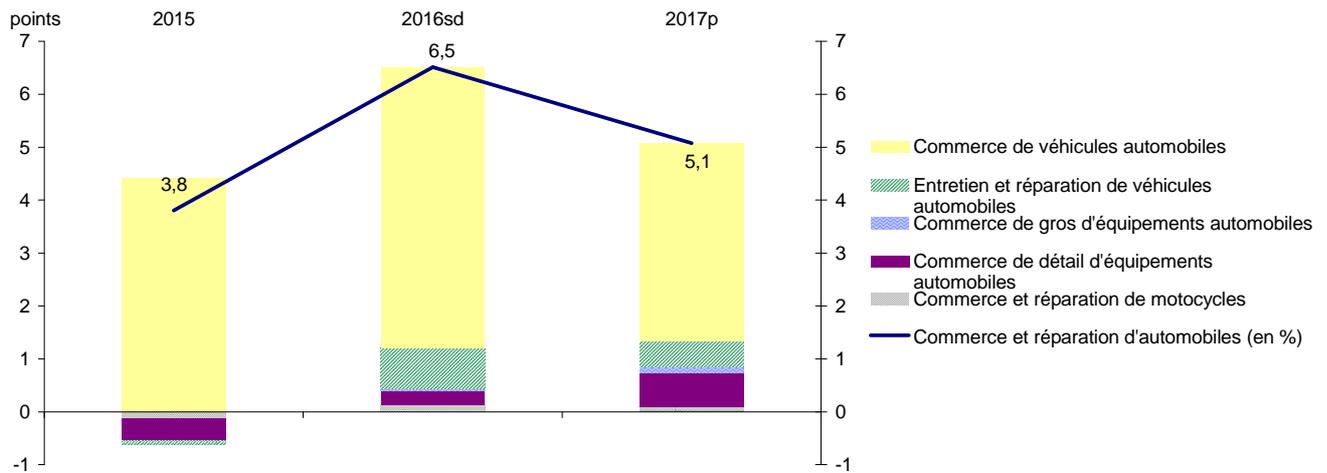


Source : Insee, Comptes du commerce

² selon le service de la donnée et des études statistiques (Sdes) du ministère de la transition écologique et solidaire

³ CCFA, comité des constructeurs français d'automobiles

Graphique 8 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume



(p) provisoire (sd) semi-définitif
 Source : Insee, comptes du commerce.

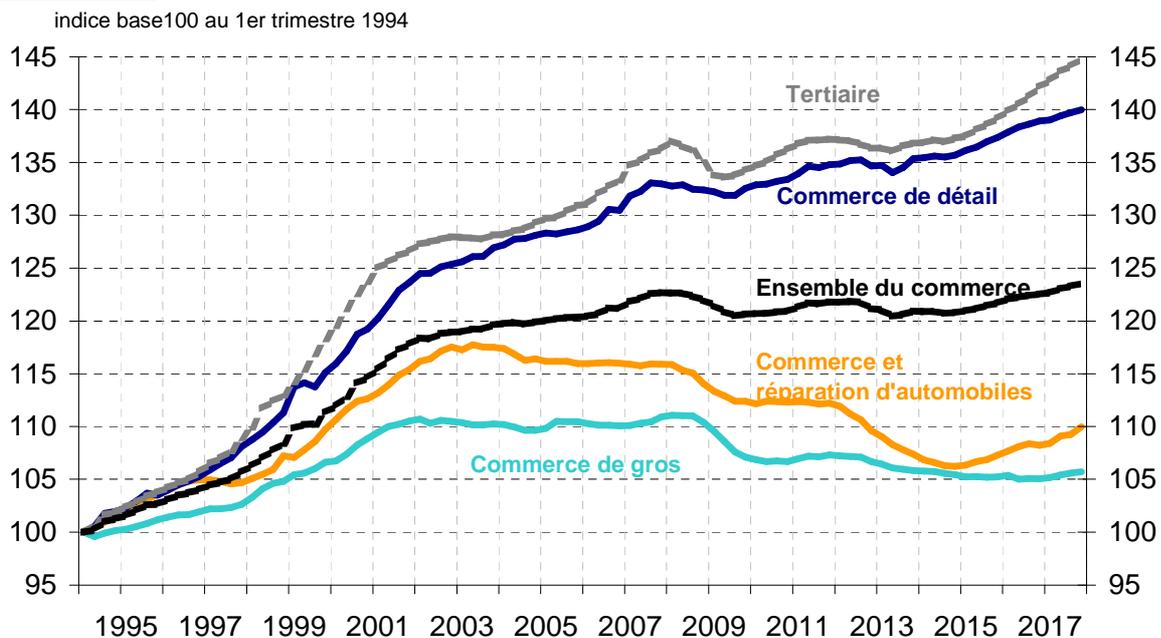
2 - L'emploi salarié continue de progresser dans les secteurs commerciaux

3,6 millions de personnes travaillent dans le commerce hors artisanat commercial, dont 86 % de salariés. Ces derniers représentent 20 % des salariés des secteurs principalement marchands. Pour la première fois depuis le début des années 2000, les effectifs salariés augmentent en 2017 dans les trois secteurs commerciaux, à un rythme cependant toujours moins soutenu que dans le tertiaire marchand dans son ensemble (+ 0,8 % contre + 1,5 %).

Au nombre de 440 milliers, les non-salariés, peu présents dans le commerce de gros, représentent 12 % de l'emploi total des secteurs commerciaux.

Le recours à l'intérim est relativement rare dans le commerce (2 % de l'emploi total) comparativement aux autres secteurs ; il se pratique essentiellement dans le commerce de gros. Il progresse moins vite en 2017, qu'en 2016, avec un total de 66 000 intérimaires recensés.

Graphique 9 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce



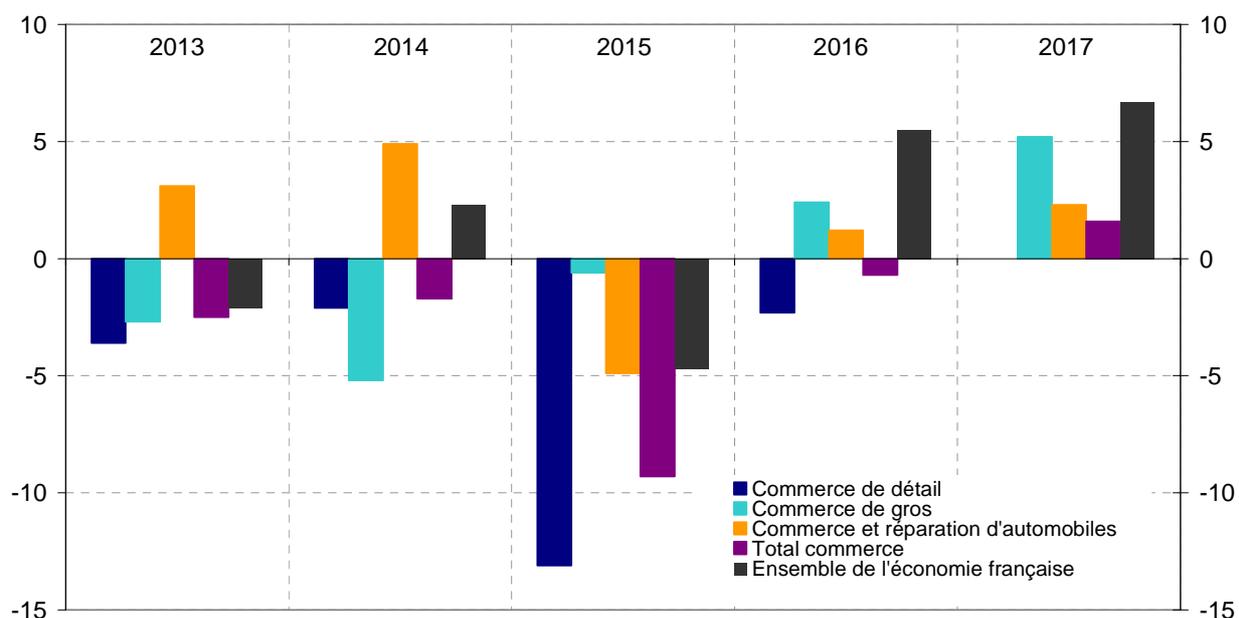
Champ : France métropolitaine
 Source : Insee, estimations d'emploi

3 - Reprise des créations d'entreprises dans le commerce

En 2017, 100 800 entreprises commerciales, y compris artisanat commercial, ont été créées en France. Ces créations représentent 17 % de celles de l'économie française. Cette part reste élevée, bien qu'elle diminue tendanciellement depuis 2011. En 2017, le nombre d'entreprises créées dans les secteurs commerciaux augmente pour la première fois depuis 2010 (+ 1,6 %).

Ce résultat s'explique par un rebond des immatriculations de micro-entrepreneurs, surreprésentés dans les secteurs commerciaux, en particulier dans le commerce de détail. Suite à la réforme de ce régime en 2014, ces immatriculations dans le commerce avaient nettement baissé en 2015 et 2016. Les créations réalisées sous d'autres régimes continuent d'augmenter en 2017, mais ralentissent et elles privilégient la forme de société par actions simplifiées.

Graphique 10 : Évolution des créations de sociétés et d'entreprises individuelles (en %)



(1) y compris micro-entrepreneurs

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

CHAPITRE I : LE COMMERCE DE GROS

Dans le commerce de gros, l'activité de l'année 2017 s'inscrit en volume dans la même vitalité que celle de 2016 (+ 2,2 % après + 2,1 %), pour une valeur des ventes de 764 milliards d'euros. Cependant, contrairement aux quatre années précédentes, les ventes du commerce de gros enregistrent une nette accélération en valeur (+ 4,4 % après + 0,3 %), portée par une hausse des prix (+ 2,1 % après - 1,9 %). Soutenu par la remontée du prix du baril de pétrole brut de la mer du Nord (Brent), le secteur du commerce de gros de combustibles est le premier contributeur de ces deux hausses.

Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T.

Secteurs	Evolution en volume (en %)			Evolution en valeur (en %)			Montant 2017p	
	2015	2016sd	2017p	2015	2016sd	2017p	en Md€	en %
C.G. de produits agricoles bruts	4,2	-2,6	-4,1	2,4	-8,2	-1,6	59,2	7,8
- céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail	3,2	-3,4	-6,2	1,6	-10,5	-3,6	43,2	5,6
- autres produits (1)	7,4	0,1	2,1	5,1	-0,8	4,3	16,1	2,1
C.G. de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1,6	2,7	3,6	1,4	2,8	5,0	142,8	18,7
- produits frais (2)	-1,0	1,7	3,7	-0,9	1,8	6,6	64,7	8,5
- boissons (alcoolisées ou non)	-2,1	1,2	4,1	-0,4	1,6	4,7	25,8	3,4
- autres produits (3)	6,9	4,8	3,2	5,5	4,5	3,3	52,3	6,8
C.G. de biens domestiques	0,5	2,7	1,0	-0,3	2,0	1,0	146,9	19,2
- produits pharmaceutiques	3,8	4,3	0,8	1,6	1,9	1,3	61,5	8,1
- autres produits (4)	-1,9	1,5	1,1	-1,7	2,0	0,8	85,4	11,2
C.G. d'équipements de l'information et de la communication	6,1	5,2	6,9	8,3	4,9	6,6	49,3	6,4
- ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	4,7	5,5	7,6	7,8	6,0	7,8	32,4	4,2
- composants et équipements électroniques et télécommunication	8,9	4,7	5,7	9,4	2,9	4,3	16,9	2,2
C.G. d'autres équipements industriels	0,3	1,5	4,9	0,6	1,7	5,3	89,1	11,7
- équipements de bureau (5)	-4,7	2,3	0,7	-5,4	2,0	0,9	3,8	0,5
- matériel électrique	1,8	1,1	3,2	2,1	0,6	3,8	18,4	2,4
- autres équipements (6)	0,1	1,6	5,6	0,5	2,0	5,9	66,9	8,8
Autres C.G. spécialisés	-1,8	1,6	2,8	-8,0	-2,9	8,6	127,5	16,7
- combustibles et produits annexes	-2,0	-0,8	1,1	-17,0	-8,4	14,0	39,9	5,2
- produits pour l'installation de l'habitat et de la construction (7)	-2,4	1,4	4,8	-2,6	1,4	5,3	50,4	6,6
- autres produits (8)	-0,8	4,5	1,9	-3,8	-2,8	7,6	37,2	4,9
Commerce de gros hors intermédiaires (9)	0,9	1,9	2,4	-0,6	0,2	4,2	637,7	83,4
Intermédiaires du commerce	2,3	3,2	0,9	-3,0	0,7	5,3	126,6	16,6
dont centrales d'achats	3,2	3,3	0,0	-2,5	0,8	4,7	109,5	14,3
Commerce de gros et intermédiaires	1,1	2,1	2,2	-1,0	0,3	4,4	764,2	100,0

(1) Fleurs et plantes, animaux vivants, cuirs et peaux.

(2) Fruits et légumes, viandes et produits à base de viande, produits laitiers, œufs, huiles, poissons, crustacés et mollusques.

(3) Sucre, chocolat, confiserie, café, thé, cacao, épices, produits surgelés, tabac manufacturé...

(4) Textile, habillement, chaussure, électroménager, vaisselle, verrerie, parfumerie, meubles, tapis, appareils d'éclairage, horlogerie, bijouterie...

(5) Mobilier de bureau, autres machines et équipements de bureau.

(6) pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

(7) Bois, matériaux de construction, appareils sanitaires, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage...

(8) Minerais, métaux, produits chimiques...

(9) Le commerce de gros non spécialisé n'apparaît pas dans ce tableau

(p) provisoire, (sd) semi-définitif

Source : Insee – Comptes du commerce.

Pour la troisième année consécutive, le secteur du commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication est le plus dynamique, avec une hausse de ses ventes en volume de + 6,9 %. L'activité des grossistes d'autres équipements industriels et des autres commerces de gros spécialisés continue d'accélérer.

Tous les secteurs du commerce de gros enregistrent une croissance de leurs ventes en volume en 2017, à l'exception du commerce de gros de produits agricoles bruts (- 4,1 % après - 2,6 %). Malgré un essor des prix en 2017 (+ 2,6 %), après quatre années difficiles, ce secteur diminue à nouveau en valeur (- 1,6 % après - 8,2 %).

1 - Produits agricoles bruts : des remontées de prix qui ne compensent pas la baisse des ventes en volume

En 2017, les ventes des grossistes en **produits agricoles bruts** reculent à nouveau en volume (- 4,1 % après - 2,6 %). La remontée des prix et les bonnes récoltes, qualitativement et quantitativement, limitent la baisse des ventes en valeur, sans toutefois les accroître (- 1,6 % en 2017 après - 8,2 %).

Le secteur des produits agricoles bruts est essentiellement composé de grossistes en céréales et en animaux sur pieds. En raison de leur poids prédominant dans le secteur, les grossistes en céréales influencent fortement les évolutions de l'ensemble.

▪ Céréales et aliments du bétail : les mauvaises récoltes de 2016 encore très présentes

En 2017, les ventes des grossistes en **céréales et aliments pour bétail** enregistrent un recul en volume encore plus marqué qu'en 2016 (- 6,2 % après - 3,4 %). Néanmoins, côté production, les conditions météorologiques clémentes du printemps 2017 ont engendré une hausse conséquente des rendements par rapport à 2016, où les fortes précipitations avaient entraîné la prolifération des insectes et des maladies dans une période charnière de développement des cultures. En conséquence, les productions céréalières augmenteraient de 26 % en 2017. Les récoltes françaises de blé tendre, de blé dur, d'orge et de maïs augmenteraient respectivement de 36 %, 24 %, 17 % et 12 %. Dans le même sillon, la production d'oléagineux augmenterait de 18 % par rapport à 2016⁴.

Tous marchés confondus, et malgré une remontée des prix en moyenne sur l'année, les ventes en valeur diminuent de - 3,6 % en 2017 après - 10,5 %.

Par ailleurs, le commerce de céréales s'inscrit fortement dans un marché mondial. Sur ce plan, l'année 2017 s'est scindée en deux périodes bien distinctes :

Au premier semestre, la faible production française de 2016 a influencé les prix de ses exportations à la hausse. Cependant, par leur moindre qualité, ces dernières ont vu leur compétitivité export se dégrader.

Au second semestre, l'amélioration des récoltes françaises de l'été, mais surtout les récoltes historiquement abondantes en Russie et en Ukraine, ont entraîné les prix à la baisse.

Aussi, sur l'année 2017, les exportations de céréales se contractent en valeur de 12 % après une baisse de 22 % en 2016. Les exportations de blé tendre diminuent principalement vers le Maroc, l'Égypte, le Mexique et la Thaïlande. Celles d'orge diminuent à destination du Maroc et de la Chine. Enfin, les exportations de maïs diminuent vers l'Espagne, principal client de la France⁵.

▪ Autres produits agricoles bruts : les ventes d'animaux vivants retrouvent leur élan

Les ventes en gros **d'autres produits agricoles bruts** augmentent de 2,1 % en volume et de 4,3 % en valeur. Ces hausses sont à mettre au crédit du secteur des *animaux vivants*.

En effet, les ventes de ce dernier s'accroissent de 2,4 % en volume et de 5,0 % en valeur. Ceci s'explique par la remontée des prix du marché, + 2,5 % après - 1,5 %, et la bonne tenue des échanges extérieurs vers l'Union européenne (Italie surtout)⁵.

Le commerce de gros des *fleurs et plantes* repart timidement à la hausse en volume (+ 0,3 % après - 4,2 %) pénalisé par un ralentissement notable des prix (- 0,3 % après + 5,1 %).

Quant aux grossistes en *peaux et cuirs*, leurs ventes en volume et en valeur continuent de se dégrader parallèlement en 2017 (respectivement - 7,4 % et - 7,0 % en 2017 après - 13,0 % et - 12,8 % en 2016).

⁴ Agreste Panorama, Bilan conjoncturel 2017, décembre 2017.

⁵ Agreste Synthèses, Commerce extérieur agroalimentaire, avril 2018.

2 - Produits alimentaires : progression des ventes en volume et remontée des prix

En 2017, les ventes du commerce de gros de **produits alimentaires** poursuivent leur accélération en volume (+ 3,6 % après + 2,7 %). Contrairement à leur neutralité de 2016, les prix soutiennent les ventes en valeur en 2017 (+ 5,0 % après + 2,8 %). Avec près de 143 milliards d'euros en 2017, les grossistes en produits alimentaires, de boissons et de tabacs représentent un peu moins de 20 % du commerce de gros (intermédiaires compris). Dans tous les secteurs du commerce de gros de produits alimentaires, à l'exception notable de ceux des fruits et légumes et de l'alimentaire spécialisé divers, les prix sont orientés à la hausse. La hausse des prix la plus importante est celle du commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières comestibles (+ 7,0 % par rapport à 2016).

En 2017, les échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires progressent tant en exportations qu'en importations (+ 6,0 %). En conséquence, l'excédent commercial progresse. Par ailleurs, ce dernier s'améliore avec les pays tiers tandis qu'il se dégrade avec l'Union européenne⁶.

▪ Produits frais : entraînés par les produits laitiers, les œufs et les fruits et légumes, les ventes en volume accélèrent

Les ventes en volume des grossistes en **produits frais** accélèrent en 2017 (+ 3,7 % après + 1,7 %). Contrairement à 2016, les ventes en valeur sont soutenues par des prix redevenus dynamiques (+ 2,7 % après + 0,1 %). Toutefois, les grossistes en produits frais connaissent des évolutions contrastées.

En 2017, les ventes des grossistes en *fruits et légumes* s'accroissent de + 5,0 % en volume après + 3,1 %. Néanmoins, contrairement à l'année précédente, les prix sont en baisse et freinent les ventes en valeur (+ 2,5 % après + 7,2 %). Les conditions climatiques ont été relativement bénéfiques aux cultures de fruits et légumes, cependant des mises en marché de récoltes précoces, en même temps que des produits importés, ont rendu leurs ventes difficiles⁷.

Les ventes en volume des grossistes en *viandes de boucherie* se stabilisent en 2017 (+ 0,4 %) après leur repli de 2016 (- 1,6 %). En valeur, les ventes sont appuyées par la remontée des prix. Cette hausse des prix est contrebalancée par la diminution des abattages et par le recul continu de la consommation de viande de boucherie sur le marché intérieur⁷.

Le recul en volume des ventes des grossistes en *volailles et gibiers* se confirme en 2017 (- 4,2 % après - 1,9 %). Malgré la hausse des prix dans ce secteur en 2017, les ventes se contractent également en valeur (- 3,2 % après - 2,0 %). Ce recul intervient dans un contexte difficile pour la filière avicole, fortement perturbée par le deuxième épisode de l'épizootie d'influenza aviaire⁷.

En conséquence, les exportations de poulets diminuent, notamment à destination du Moyen-Orient, au contraire des importations qui augmentent en provenance de Pologne principalement. Concernant les dindes et les canards, les exportations sont en progression alors que les importations se stabilisent pour les dindes et reculent fortement pour les canards. Enfin, côté production et abattages, la filière du poulet se maintient tandis que celles des dindes et des canards se contractent sous l'effet de l'influenza⁸. La consommation des ménages de poulet reste relativement étale tandis que celles de dinde et surtout de canard régressent.

Les ventes en gros de *produits laitiers et œufs* connaissent une forte hausse en volume (+ 4,9 %). La hausse conséquente des prix (envolée du prix du beurre notamment) soutient solidement les ventes en valeur (+ 12,2 %). Côté production, combinée à un prix de production redevenu favorable et à une demande internationale dynamique, la collecte de lait progresse légèrement en 2017⁹.

De même, la production d'œufs de consommation ainsi que leurs exportations sont en hausse. Toutes les deux sont soutenues par une augmentation conséquente des prix, intimement liée au problème des œufs contaminés au fipronil : la France étant épargnée, le secteur a ainsi su profiter à l'export de la demande internationale¹⁰.

⁶ Agreste Infos Rapides, Commerce extérieur agroalimentaire, février 2018.

⁷ Agreste Panorama, Bilan conjoncturel 2017, décembre 2017.

⁸ Agreste Conjoncture, Aviculture, février et mars 2018.

⁹ Agreste Conjoncture, Lait, février 2018.

¹⁰ Agreste Panorama, Bilan conjoncturel 2017, décembre 2017.

En 2017, les ventes en volume des grossistes en *poissons et crustacés* se contractent (- 1,2 % après + 0,6 %). Néanmoins, portées par les prix, les ventes en valeur continuent de s'accroître (+ 2,5 %). De surcroît, la consommation des ménages et les exportations en produits de la mer connaissent également un recul en volume et un regain en valeur¹¹.

- **Boissons : encore en progression grâce aux ventes à l'exportation**

Les ventes des grossistes en **boissons** s'accroissent en 2017, en volume (+ 4,1 % après + 1,2 %) comme en valeur (+ 4,7 % après + 1,6 %).

Près des deux tiers des boissons commercialisées par les grossistes sont des boissons alcoolisées (hors cidre et bière qui représentent 10 %). Les évolutions sont donc déterminées en grande partie par le marché du vin et dans une mesure plus modeste par celui des boissons alcooliques distillées (e.g. cognac) et du champagne pour lesquels le commerce extérieur joue un rôle important.

En 2017, les exportations de vins s'accroissent aussi bien en volume qu'en valeur (respectivement + 3 % et + 7 %). Si les ventes vers l'Union européenne restent étales, la demande des pays tiers, aux Etats-Unis surtout, mais aussi en Asie de l'Est, reste le moteur de ces exportations¹².

Enfin, côté production, la récolte viticole est estimée à 36,8 millions d'hectolitres et chuterait de 19 % par rapport à 2016, en raison de conditions météorologiques défavorables (gel de printemps dans le bassin aquitain et sécheresse sur le pourtour méditerranéen)¹².

- **Augmentation des ventes en volume des autres produits alimentaires**

Les ventes des grossistes des **autres produits alimentaires** s'accroissent en volume en 2017, de façon un peu plus modérée qu'en 2016 (+ 3,2 % après + 4,8 %). Les ventes en valeur évoluent parallèlement aux ventes en volume (+ 3,3 % après + 4,5 %), les prix étant globalement stables. Cependant, les prix de ce secteur sont hétérogènes : alors que les prix à la production du sucre, café et thé connaissent un rebond marqué, tout comme ceux des produits surgelés, ceux des autres secteurs sont stables ou en baisse.

Après deux années consécutives de baisse, les grossistes en *sucre, chocolat et confiserie* enregistrent une croissance tant en volume (+ 0,7 %) qu'en valeur (+ 1,9 %). Concernant le sucre, les volumes exportés augmentent fortement. Sans tenir compte de la hausse du prix du sucre, ceci s'explique par la fin des quotas sucriers et la fin des limitations à l'export du sucre¹². L'histoire est toute autre pour le chocolat : en raison de la surabondance de l'offre par rapport à la demande mondiale, le cours du cacao fond.

Les grossistes en *café, thé, cacao et épices* subissent un net recul de leurs ventes, aussi bien en volume qu'en valeur (respectivement - 4,8 % et - 4,3 %). En dehors du cours du café qui reste légèrement en hausse sur l'année 2017, la forte baisse du cours du cacao a pesé sur les marchés.

Enfin, les ventes en volume des grossistes en *produits surgelés* continuent d'être sur courant alternatif (+ 2,0 % après - 3,1 %). Contrairement à 2016, les ventes en valeur augmentent (+ 3,6 % après - 0,4 %).

3 - Biens domestiques : ralentissement des ventes

En 2017, les ventes en volume des grossistes en **biens domestiques** ralentissent mais continuent de progresser (+ 1,0 % après + 2,7 %). Cette décélération est aussi observée en valeur, du fait des prix globalement stables en 2017. Le commerce de gros en biens domestiques constitue le plus gros secteur du commerce de gros (intermédiaires compris) avec 147 milliards d'euros, soit un peu moins de 20% de ce dernier.

- **Produits pharmaceutiques : la remontée des prix limite le ralentissement des ventes**

Après trois années très dynamiques, le commerce de gros de **produits pharmaceutiques** ralentit fortement mais continue de croître en volume (+ 0,8 % après + 4,3 %). Soutenues par des prix à la hausse pour la première fois depuis 2006, les ventes en valeur freinent plus modérément que celles en volume (+ 1,3 % après + 1,9 %). D'une part, le marché des médicaments génériques se stabilise selon le Gemme¹³ et, d'autre part, les prix des médicaments anticancéreux sont en hausse.

¹¹ FranceAgriMer, Données et bilans, Les filières pêche et aquaculture, Bilan 2017, mars 2018.

¹² Agreste Conjoncture, Panorama, mars 2018.

¹³ Association des industriels du médicament générique. Le marché des médicaments génériques entre en récession, février 2018.

En 2017, les exportations de produits pharmaceutiques accélèrent doucement (+ 0,9 % après + 0,3 %), montrant ainsi que le net ralentissement des grossistes proviendrait plutôt du marché intérieur. Au contraire, les importations se redressent fortement (+ 3,5 % après – 1,4 %), notamment soutenues par des achats de principes actifs à l’Autriche. Pour autant, l’excédent des échanges extérieurs se situe toujours au-dessus de la barre des 3 milliards d’euros¹⁴.

▪ **Autres biens domestiques : une croissance semblable à 2016**

En 2017, chez les grossistes des **autres biens domestiques**, les ventes en volume s’accroissent à un rythme assez semblable à 2016 (+ 1,1 % après + 1,5 %). Les prix se contractent légèrement (– 0,3 % après + 0,5 %). Néanmoins, les évolutions sont contrastées entre les sous-secteurs, tant pour les prix que pour les volumes.

Les ventes des grossistes en *habillement et chaussures* augmentent légèrement en volume en 2017 (+ 0,6 % après + 1,7 %). Dans ce sous-secteur, le recul des prix amène une quasi-stabilité des ventes en valeur (– 0,2 % après + 0,5 %). Les exportations d’habillement sont dynamiques (+ 4,6 %), notamment à destination de nos grands voisins européens, alors que les importations le sont beaucoup moins (+ 2,1 %). Néanmoins, le déficit commercial de l’habillement reste stable¹⁴.

Chez les grossistes en *textiles*, la tendance des ventes est à nouveau défavorable (– 0,8 % en volume et – 0,9 % en valeur). En 2017, les exportations de textiles reculent également (– 0,9 %) tandis que les importations progressent (+ 2,6 %), surtout en provenance de Chine et du Pakistan¹⁴.

En 2017, les volumes des ventes reculent dans le commerce de gros de l’*électroménager* (– 1,9 % après + 3,0 %). La baisse des prix se poursuit, conduisant à un recul des ventes en valeur plus prononcé (– 4,4 % après + 1,8 %). A l’inverse, les ventes des grossistes en *meubles, tapis et appareils d’éclairage* se redressent timidement en volume (+ 0,4 %) et en valeur (+ 0,5 %).

Les ventes de l’*horlogerie-bijouterie* reculent en volume en 2017 (– 3,7 % après + 1,9 %). La hausse des cours des métaux précieux ne suffit pas à accroître les ventes en valeur (– 1,1 %). La production de la bijouterie-joaillerie-orfèvrerie augmente de 7 % en 2017. De même, les exportations sont plus dynamiques pour les bijoux (joaillerie et fantaisie) que pour l’horlogerie. La bonne santé de ces exportations est à mettre au crédit des pays du Golfe, friands de bijoux et montres de luxe¹⁵.

Le commerce de gros de *parfumerie* bénéficie d’une bonne conjoncture internationale pour les produits liés à l’industrie du luxe. Ainsi, les exportations de parfums et cosmétiques augmentent significativement de + 11,0 %, notamment à destination de la Chine. Globalement, les prix sont stables et les ventes du secteur progressent de 2,0 % en volume et en valeur¹⁴.

4 - Équipements de l’information et de la communication : des ventes toujours très dynamiques

En 2017, la dynamique des ventes en volume des grossistes en **équipements de l’information et de la communication** est toujours aussi remarquable (+ 6,9 % après + 5,2 %). Le léger recul des prix n’altère en rien l’accroissement des ventes en valeur (+ 6,6 % après + 4,9 %). Ce fort dynamisme s’observe dans les deux sous-secteurs.

En effet, les ventes des grossistes en *ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels*, gagnent 7,6 % en volume et 7,8 % en valeur. Malgré un marché mondial en récession sur les ventes d’ordinateurs « classiques », les ventes ont progressé de + 0,5 % en France, exclusivement grâce aux achats des entreprises. Ces derniers font plus que compenser le net recul des achats des particuliers. En revanche, à destination des particuliers, les ventes d’ultramobiles premium¹⁶ sont en forte progression¹⁷.

Enfin, la tendance est aussi favorable pour les grossistes en *composants et équipements électroniques et de télécommunication* : leurs ventes s’accroissent de 5,7 % en volume et 4,3 % en valeur. L’effervescence du marché mondial dans les composants électroniques (puces électroniques, segment des semi-conducteurs, systèmes embarqués,...), catalysée par la multiplication des objets connectés et des applications électroniques (conduite autonome, drone, smartphone, data-centers, ...), booste les ventes

¹⁴ Le chiffre du commerce extérieur, Résultats 2017, février 2018 (<http://lekiosque.finances.gouv.fr>).

¹⁵ Comité Francéclat : les ventes d’horlogerie-bijouterie en France en 2017.

¹⁶ Les ultramobiles premium sont optimisés pour la consommation de supports, tout en conservant les capacités de traitement de données à grande échelle. Plus simplement, ils désignent des ordinateurs portables de tailles très réduites et de masse minimum.

¹⁷ <https://www.distributique.com/actualites/lire-le-marche-francais-des-pc-a-retrouve-une-legere-croissance-en-2017-27437.html>.

des grossistes de ce sous-secteur. En outre, la pénurie mondiale de composants électroniques induit les acheteurs à surévaluer leurs besoins¹⁸.

5 - Autres équipements industriels : augmentation marquée des ventes

Dans ce secteur, les trois quarts des ventes concernent des **équipements industriels** liés à la production, 21 % du matériel électrique et 4 % du mobilier et de l'équipement de bureau.

Pour satisfaire les besoins en biens d'équipement des entreprises en France, les grossistes en biens d'équipements industriels ont recours aux importations notamment pour les machines pour l'industrie et les équipements de bureau. En 2015, les importations représentent 38 % des achats des grossistes du secteur. La part des exportations dans les ventes de ces mêmes grossistes est moindre, à 17 %.

La reprise, entamée en 2015, se poursuit et le secteur accélère nettement en 2017. Les ventes en volume augmentent de 4,9 % après 1,5 % en 2016. La hausse des prix modérée, appuie la croissance des ventes en valeur (+ 5,3 % après + 1,7 %).

▪ Équipements de bureau en hausse ralentie

En 2017, l'activité des grossistes en *équipements de bureau* ralentit mais continue de croître. Avec une stabilité relative des prix, les ventes s'atténuent en volume (+ 0,7 % après + 2,3 %) et en valeur (+ 0,9 % après + 2,0 %).

▪ Matériel électrique dynamique

Dans le commerce de gros de *matériel électrique*, les ventes en volume s'intensifient en 2017 (+ 3,2 % après + 1,1 %). Avec une faible remontée des prix, cette accélération est plus nette en valeur (+ 3,8 % après + 0,6 %).

▪ Autres équipements : les ventes de machines en forte augmentation

En 2017, les ventes des grossistes en *autres biens d'équipement* sont nettement plus dynamiques. En effet, les ventes en volume et valeur sont en forte hausse (respectivement + 5,6 % en volume et + 5,9 % en valeur). Globalement, la hausse des prix est régulière et modérée sur les quatre dernières années. Ces fortes hausses des ventes sont générales à l'ensemble des sous-secteurs.

L'activité des grossistes en *matériel agricole* renoue avec la croissance en 2017, aussi bien en volume (+ 1,7 % après - 3,0 %) qu'en valeur (+ 2,2 % après - 2,7 %). Le climat mondial de l'agroéquipement redevient positif sous l'effet d'une reprise des marchés européens et états-uniens, et d'une croissance à nouveau porteuse dans les pays émergents (Chine et Inde surtout). Dès lors, les bons résultats des ventes à l'export des tracteurs, presses et matériels de fenaison, produits de manutention et matériels de vinification, ainsi que l'augmentation des ventes à destination de la Pologne, de la Russie, du Turkménistan, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, contribuent significativement à cette reprise des grossistes du secteur¹⁹. Par ailleurs, la diminution des importations (en provenance du Royaume-Uni, de la Belgique et de l'Italie principalement) améliore sensiblement le solde commercial²⁰. Néanmoins, cette baisse des importations ne fragilise pas le marché français qui repart à la hausse grâce à la production nationale.

Dans la lignée d'une excellente année 2016, les grossistes en *machines-outils* rééditent leurs performances sur leurs ventes en volume (+ 10,8 % après + 9,4 %). La stabilité des prix infère des évolutions assez semblables en valeur. Dans un climat mondial très favorable, tant au niveau de la production industrielle que du commerce mondial, les grossistes français en machines-outils profitent également de la reprise de l'investissement des entreprises françaises ainsi que de certaines mesures mise en œuvre par le gouvernement (suramortissement) et des taux d'intérêt historiquement bas²¹.

Cette conjoncture globale est également propice aux grossistes de *machines pour l'industrie textile et l'habillement*, dont les ventes s'intensifient (+ 8,1 % en volume et + 9,3 % en valeur).

De même, les ventes en gros de *matériel pour l'extraction, la construction et le génie civil* bénéficient de ce contexte porteur. Les mises en chantier de logements augmentent de manière significative en 2017 (+ 15,7 % après + 10,4 %). Par ailleurs, les mises en chantier de locaux non résidentiels suivent la même

¹⁸ ACSIEL, SNESE, SPDEI : Pénurie mondiale des composants électroniques : la filière crée un comité commun dédié.

¹⁹ AXEMA : agroéquipement : la reprise anticipée du marché en France et à l'international se confirme.

²⁰ Le chiffre du commerce extérieur, Résultats 2017, février 2018 (<http://lekiosque.finances.gouv.fr>).

²¹ Symop : 3^{ème} rencontre exclusive machines-outils.

tendance mais plus mesurée (+ 5,8 % par rapport à 2016). Aussi, les ventes des grossistes de ce secteur s'accroissent de 10,1 % en volume et 11,6 % en valeur²².

Les grossistes en *fournitures et équipements industriels divers*, et ceux en *fournitures et équipements divers pour le commerce et les services*, suivent les mêmes tendances et leurs ventes s'accroissent sensiblement en volume et en valeur (respectivement + 7,0 % et + 3,4 % en volume et + 7,2 % et + 4,0 % en valeur).

6 - Commerce de gros spécialisé : reprise confirmée, soutenue par les combustibles et les produits de la construction

Le secteur des **autres commerces de gros spécialisés** est composé essentiellement de grossistes en combustibles et en biens intermédiaires non agricoles.

En 2017, les ventes en volume de ce secteur accélèrent (+ 2,8 % après + 1,6 %). En baisse continue depuis 2013, les prix remontent vigoureusement, notamment ceux des combustibles, des minerais et métaux, des produits chimiques et des matières plastiques. Ainsi, ces remontées de prix dopent les ventes en valeur (+ 8,6 % après – 2,9 %).

▪ Combustibles et produits annexes : la fièvre de l'or noir dope la reprise

L'année 2017 est marquée par la remontée du cours du baril de Brent : passant en moyenne de 43,5 dollars en 2016 à 54,3 dollars en 2017, le cours du Brent remonte de 25 %²⁰. Cette poussée des prix de l'or noir soutient vivement les ventes en valeur des grossistes en *combustibles et produits annexes* (+ 14,0 % après – 8,4 %). Dans ce contexte, les ventes en volume entament une reprise (+ 1,1 % après – 0,8 %), ce qui n'avait plus été observée depuis 2012.

La facture énergétique du commerce extérieur se dégrade. Les importations d'hydrocarbures naturels et de produits pétroliers raffinés repartent fortement à la hausse, uniquement liée à cette remontée du cours du pétrole. Les approvisionnements de pétrole brut progressent particulièrement en provenance de la Russie (+ 107 %), du Kazakhstan (+ 53 %), ainsi que depuis l'Iran dont les exportations reprennent depuis la fin de l'embargo (+ 68 %)²³. Par ailleurs, les importations de gaz naturel, liquéfié ou gazeux progressent également, notamment en provenance de Norvège transitant par la Belgique²⁴.

Les exportations de produits énergétiques sont beaucoup plus faibles que les importations, elles repartent aussi fortement à la hausse, essentiellement à destination de nos proches voisins européens (notamment vers la Belgique et les Pays-Bas pour les produits de raffinage de pétrole, et vers l'Espagne et l'Italie pour le gaz)²³.

Cependant, ces progressions très fortes ne s'expliquent que par la forte hausse des prix, les quantités importées et exportées étant en légère baisse.

Au-delà du cours du pétrole, les remontées des prix s'observent également sur les autres énergies fossiles (gaz et charbon).

▪ Produits pour l'installation de l'habitat et la construction : accélération sensible des ventes

En 2017, les ventes des grossistes en *produits pour l'installation de l'habitat et la construction* accélèrent en volume (+ 4,8 % après + 1,4 %) et en valeur (+ 5,3 % après + 1,4 %). Ces deux évolutions s'observent dans les quatre sous-secteurs, même si elles sont plus mesurées pour les grossistes *d'appareils sanitaires et de produits de décoration*.

La conjoncture très favorable dans la construction entraîne l'accélération de l'activité de l'ensemble des grossistes en *produits pour l'installation de l'habitat et la construction*.

²² Commissariat général au développement durable : construction de locaux/logements – résultats à fin décembre 2017.

²³ Le chiffre du commerce extérieur, Résultats 2017, février 2018 (<http://lekiosque.finances.gouv.fr>).

²⁴ Les importations de gaz norvégien par gazoduc transitent par la Belgique, et c'est à ce titre et conformément aux règles en vigueur qu'elles entrent dans la comptabilisation des échanges franco-belges.

- **Autres produits intermédiaires : remontée notable des cours des minerais et métaux, et du prix des produits chimiques**

En 2017, les ventes en volume des autres grossistes en biens intermédiaires ralentissent (+ 1,9 % après + 4,5 %). En revanche, les importantes remontées des prix des produits chimiques et des minerais et métaux améliorent significativement les ventes en valeur (+ 7,6 % après – 2,8 %).

Les principaux débouchés des grossistes en *minerais et métaux* sont les branches productrices de ces produits elles-mêmes, ainsi que la construction automobile, la construction et la fabrication de matériel électrique.

En lien avec la forte progression de la production des produits métallurgiques, les ventes des grossistes en *minerais et matériaux* s'accroissent (+ 7,0 % en volume après + 1,8 %). La remontée globale des prix soutient les ventes en valeur (+ 13,5 % après – 1,9 %).

Les prix des produits métalliques importés et commercialisés par les grossistes sont globalement en très forte augmentation : le prix du minerai de fer en euros gagne 20,7 % en moyenne en 2017 après + 5,3 % ; celui des métaux non ferreux en euros gagne 21,6 % après – 5,4 % ; celui des métaux précieux en euros se stabilise à + 0,7 % après + 5,5 %. Enfin, le cours en dollars du nickel croît de 8,4 %, celui du cuivre gagne 26,7 % et celui du zinc gagne 38,2 % (après respectivement – 18,9 %, – 11,6 % et + 8,1 %).

Du fait de ces évolutions, les exportations et les importations de produits métallurgiques connaissent une reprise robuste (+ 12,7 % après – 6,3 % pour les exportations et + 12,9 % après – 4,3 % pour les importations). Le déficit commercial se détériore pour s'établir autour de 7,4 milliards d'euros.

Ces échanges extérieurs (exportations comme importations) ont été particulièrement actifs avec l'outre-Rhin, et dans une moindre mesure, avec la Belgique et nos voisins latins (Espagne et Italie)²³.

En 2017, les ventes en volume des grossistes de *produits chimiques* reculent légèrement (– 0,9 % après + 9,5 %). Là encore, le redressement des prix du secteur amène une amélioration notable des ventes en valeur (+ 5,1 % après – 3,2 %).

Les exportations de produits chimiques renouent avec la croissance (+ 8,3 % après – 4,5 %), tout comme les importations (+ 7,5 % après – 4,0 %). Les échanges extérieurs des produits chimiques ont été particulièrement actifs avec nos proches voisins européens dont les Pays-Bas, tant en exportations qu'en importations²⁵.

7 - Intermédiaires : le prix du pétrole soutient les ventes en valeur

Après quatre années dynamiques, les ventes de marchandises des **intermédiaires du commerce** ralentissent en volume en 2017 (+ 0,9 % après + 3,2 %). Ce ralentissement en volume, imputable à la forte hausse des prix du pétrole, contraste avec l'accélération des ventes en valeur (+ 5,3 % après + 0,7 %). En 2017, les ventes des intermédiaires s'établissent à 127 milliards d'euros, soit un sixième des ventes du commerce de gros.

L'activité des *centrales d'achat* reste éteinte en volume (0,0 % après + 3,3 %).

Parmi les *centrales d'achat non alimentaires*, les *centrales d'achat de carburant* s'inscrivent dans un marché aux contraintes et aux logiques spécifiques. Ainsi, à l'instar des échanges extérieurs des grossistes en combustibles et produits annexes, les *centrales d'achat de carburant* voient leurs ventes en volume diminuer (– 2,3 % après + 6,1 %), mais leurs ventes en valeur croître de façon marquée (+ 10,3 % après – 2,1 %).

Pour les *autres centrales d'achat non alimentaires*, les ventes restent en hausse aussi bien en volume qu'en valeur (respectivement + 2,8 % et + 4,0 %).

L'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires conduit à un accroissement moindre des ventes en volume des *centrales d'achat alimentaires* (+ 0,5 % après + 1,7 %), ainsi que de leurs ventes en valeur (+ 1,7 % après + 2,2 %).

Le secteur des *intermédiaires du commerce* est composé en majorité de petites entreprises. Toutefois, parmi elles, certaines sont filiales de groupes leaders dans l'agroalimentaire, la grande distribution, les produits pharmaceutiques ou encore l'électronique et l'informatique.

²⁵ Le chiffre du commerce extérieur, Résultats 2017, février 2018 (<http://lekiosque.finances.gouv.fr>).

Les intermédiaires mettent en rapport acheteurs et vendeurs, et exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises. Leur chiffre d'affaires se compose de commissions et de ventes de marchandises. Les centrales d'achat vendent principalement des marchandises (plus de 80 % de leur chiffre d'affaires en moyenne) alors que les autres intermédiaires facturent davantage de services commerciaux.

Aussi, en dehors des centrales d'achat, les ventes des intermédiaires accélèrent vivement en volume (+ 6,6 % après + 2,1 %). La remontée générale des prix (très prononcée dans les matières premières agricoles, métaux, minerais et produits chimiques) soutient fermement les ventes en valeur (+ 9,4 % après - 0,1 %).

Encadré : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros

Principes d'évaluation

Les résultats de l'activité des entreprises (ici, des unités légales) du commerce de gros sont présentés en les classant selon leur activité principale. Aussi, les évolutions économiques subissent les à-coups des modifications de structure mettant en jeu des entreprises de secteurs différents ou qui changent de secteur d'une année à l'autre, notamment lors de restructurations.

Les résultats de l'année 2015, définitifs, sont basés sur l'exploitation du système d'information sur la statistique d'entreprise Esane. Ceux de 2016 et de 2017, estimés, s'appuient sur les résultats définitifs 2015 et ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires rénovés calculés par l'Insee²⁶.

Les évolutions présentées pour 2016 et 2017 sont donc susceptibles d'être révisées. Elles sont issues des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculées par l'Insee à partir des déclarations CA3 que remplissent les grossistes pour le paiement de la TVA. Par construction, ces indices ne prennent que partiellement en compte les changements sectoriels. A partir des évolutions de chiffre d'affaires on détermine une évolution des ventes de marchandises par l'application d'un taux de vente (ventes de marchandises / chiffre d'affaires). Ce taux de vente est susceptible d'évoluer, en fonction d'informations annexes disponibles. L'évolution des ventes ne suit donc pas nécessairement celle du chiffre d'affaires.

Les données avant 2016 ont été exceptionnellement révisées en évolution à l'occasion de ce rapport, et les niveaux ont également été révisés, notamment pour tenir compte de l'intégration des stupéfiants (cf. avertissement).

Révision de l'évolution des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros (hors intermédiaires) (données provisoires et révisées)

		2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rapport de juin 2018 (base 2014)	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0	-0,6	+0,2 (sd)	+4,2 (p)
	en volume	+0,0 (r)	-0,8 (r)	+1,5 (r)	+0,9 (r)	+1,9 (sd)	+2,4 (p)
Rapport de décembre 2017 (base 2010)	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0	-0,6 (def)	+0,3 (p)	
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1	+0,9 (def)	+1,9 (p)	
Rapport de juin 2017 (base 2010)	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0	-0,8 (sd)	+0,2 (p)	
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1	+0,8 (sd)	+1,9 (p)	
Rapport de décembre 2016 (base 2010)	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0 (def)	-0,8 (p)		
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1 (def)	+0,7 (p)		
Rapport de juillet 2016 (base 2010)	en valeur	+2,4	-1,5	-1,3 (sd)	-0,9 (p)		
	en volume	+0,0	-1,1	+0,8 (sd)	+0,6 (p)		
Rapport de décembre 2015 (base 2010)	en valeur	+2,4	-1,5 (def)	-1,7 (p)			
	en volume	+0,0	-1,1 (def)	+0,3 (p)			
Rapport de juin 2015 (base 2010)	en valeur	+2,4	-0,2 (sd)	-1,7 (p)			
	en volume	+0,0	+0,1 (sd)	+0,3 (p)			
Rapport de décembre 2014 (base 2010)	en valeur	+2,4 (def)	-0,2 (p)				
	en volume	+0,0 (def)	+0,2 (p)				

(def) données devenues définitives (r) données révisées (sd) données semi-définitives (p) données provisoires
Source Insee - Comptes du commerce

²⁶ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/s1354>

CHAPITRE II : LE COMMERCE DE DÉTAIL

En 2017, les ventes **du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial** (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) s'élèvent à 506,3 milliards d'euros, toutes taxes comprises.

L'activité du commerce de détail est légèrement moins dynamique qu'en 2016 (+ 1,2 % en volume, après + 1,4 % en 2016). Les ventes augmentent de 2,0 % en valeur après + 0,9 % en 2016, en lien avec l'accélération des prix à la consommation (+ 1,0 % en 2017 après + 0,2 % en 2016).

Le commerce hors magasin continue de se développer nettement plus vite que le commerce traditionnel (+ 5,5 % contre + 0,2 %, en volume), sa croissance est tirée par l'essor de la vente à distance (notamment sur Internet).

Tableau 1 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial T.T.C.

Formes de vente	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant 2017p	
	2015	2016sd	2017p	2015	2016sd	2017p	en Md€	en %
ENSEMBLE du commerce alimentaire en magasin	0,8	0,2	-0,2	0,1	0,2	1,4	232,8	46,0
Alimentation spécialisée et artisanat commercial¹	3,6	5,1	3,9	4,1	5,6	5,3	48,8	9,6
Boulangeries-pâtisseries	0,0	5,7	4,3	0,5	5,9	5,1	14,2	2,8
Boucheries-charcuteries	7,7	1,3	0,2	8,0	1,6	1,2	8,5	1,7
Autres magasins d'alimentation spécialisée	4,2	6,1	4,9	4,9	7,0	6,8	26,1	5,2
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	-1,1	3,6	4,8	-0,8	4,2	5,9	13,8	2,7
Grandes surfaces d'alimentation générale	0,3	-1,3	-1,7	-0,8	-1,5	0,0	170,2	33,6
ENSEMBLE du commerce non alimentaire en magasin	1,1	1,5	1,8	-1,1	0,5	2,0	229,2	45,3
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	7,9	-0,9	7,0	7,6	-0,6	7,3	11,0	2,2
Magasins non alimentaires spécialisés (yc. pharmacie)	0,8	1,6	1,5	-1,5	0,5	1,8	218,2	43,1
Carburants	-1,6	-0,3	-0,9	-9,8	-4,2	7,0	15,5	3,1
Technologie de l'information et de la communication	1,1	6,9	4,6	-5,1	1,7	0,0	8,4	1,7
Équipement du foyer	2,7	3,7	1,5	1,7	3,0	0,5	50,5	10,0
Culture, loisirs	2,5	1,0	1,9	2,3	1,9	2,5	23,7	4,7
Autres commerce de détail en magasin spécialisé	0,0	0,8	1,5	-2,0	-0,3	1,7	120,1	23,7
Habillage-chaussures	-1,0	-2,5	-0,8	-1,8	-2,4	-0,4	37,2	7,3
Autres équip. de la personne	3,5	0,4	2,2	2,9	0,4	2,4	20,6	4,1
Pharmacies, articles médic. et orthopédiques	1,2	4,3	2,2	-2,1	1,2	0,2	37,6	7,4
Autres magasins spécialisés	-3,1	1,1	3,7	-6,0	0,4	6,9	24,6	4,9
ENSEMBLE du commerce hors magasin	8,0	7,9	5,5	6,7	7,1	5,0	44,3	8,7
Commerce sur éventaire ou marché	-6,3	-1,0	-1,1	-5,2	0,4	0,3	5,9	1,2
Ventes à distance et autres formes de commerce	10,9	9,4	6,5	9,1	8,3	5,7	38,4	7,6
ENSEMBLE COMMERCE DE DÉTAIL ET ARTISANAT COMMERCIAL	1,5	1,4	1,2	0,1	0,9	2,0	506,3	100,0
<i>dont : activités artisanales</i>	-0,3	4,9	3,7	0,1	5,1	4,6	15,8	3,1
<i>dont : commerce de détail (hors pharmacies²) et artisanat commercial</i>	1,5	1,2	1,1	0,3	0,8	2,1	468,6	92,6

Source : Insee - Comptes du commerce

(1) boulangeries, pâtisseries, charcuteries

(2) hors pharmacies : hors pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques

p : provisoire ; sd : semi définitif

Technologies de l'information et de la communication : ordinateurs, unités périphériques, logiciels, matériel de télécommunication, matériels audio et vidéo

Équipement du foyer : textile, quincaillerie, bricolage, revêtements de sols et murs, appareils électroménagers, meubles, autres équipements du foyer

Culture, loisirs : livres, journaux et papeterie, enregistrements musicaux et vidéo, articles de sport, jeux et jouets

Autres équipements de la personne : parfumerie et produits de beauté, optique, maroquinerie-articles de voyage, horlogerie-bijouterie

Autres magasins spécialisés : charbons et combustibles, biens d'occasion en magasins, autres commerces de détail spécialisés divers, plantes et animaux de compagnie...

Les ventes du **commerce à dominante alimentaire** diminuent de 0,2 % en volume. Cette atonie s'explique par la baisse de l'activité des grandes surfaces alimentaires alors que le dynamisme des ventes des petites surfaces alimentaires et des magasins de produits surgelés ne se dément pas.

Dans les **magasins non alimentaires**, l'augmentation des ventes de 1,8 % en volume est tirée par les ventes des détaillants spécialisés en équipement du foyer, ainsi que par celles des produits pharmaceutiques et des articles médicaux et orthopédiques en magasins spécialisés. En valeur, la croissance du commerce non alimentaire s'élève à + 2,0 %.

1 - Petit commerce alimentaire : des ventes en hausse

Le petit commerce alimentaire comprend l'alimentation spécialisée et l'artisanat commercial, ainsi que les petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés. Il représente 12 % du total des ventes du commerce de détail.

▪ L'activité de l'alimentation spécialisée et de l'artisanat commercial poursuit sa progression

En 2017 et pour la quatrième année consécutive, les ventes progressent dans le secteur de **l'alimentation spécialisée et de l'artisanat commercial** (+ 3,9 % en volume). Elles augmentent en valeur de 5,3 %. La hausse des prix des denrées alimentaires s'accroît en 2017 (+ 1,0 % après + 0,6 % en 2016 et + 0,5 % en 2015).

Le **commerce de détail de fruits et légumes** est particulièrement dynamique : ses ventes augmentent de 7,4 % en volume. La hausse des prix à la consommation, malgré une baisse des prix de production en raison de conditions climatiques favorables²⁷, entraîne une hausse encore plus vive des ventes de primeurs en valeur (+ 9,9 %).

Les ventes en commerce de détail de **boissons** en magasin spécialisé sont également florissantes (+ 6,8 % en volume).

L'activité des **débitants de tabac** augmente significativement (+ 3,6 % en volume et + 6,1 % en valeur).

A l'inverse, les ventes en **boucheries charcuteries** stagnent (+ 0,2 % en volume et + 1,2 % en valeur), alors que la consommation de viande baisse au même rythme que l'an passé. L'activité des **commerces de poissons, crustacés et mollusques** fléchit de 0,9 % en volume mais augmente de + 2,8 % en valeur.

▪ Des ventes très dynamiques pour les commerces d'alimentation générale

Les ventes des épiceries et petites surfaces alimentaires non spécialisées continuent de croître rapidement en 2017 (+ 4,8 % en volume et + 5,9 % en valeur). Leur dynamisme s'explique par l'expansion des **commerces d'alimentation générale** (+ 9,5 % en volume), tandis que les ventes en **commerce de détail de produits surgelés** baissent (- 1,5 % en volume).

2 - Baisse des ventes pour les grandes surfaces alimentaires (GSA)

En 2017, les ventes des grandes surfaces d'alimentation générale (GSA) poursuivent leur baisse en volume (- 1,7 %, après - 1,3 % en 2016) et elles stagnent en valeur. Les ventes de produits alimentaires stagnent (+ 0,6 % en valeur) dans les supermarchés et elles diminuent en hypermarchés (- 1,4 %)²⁸. Les ventes non alimentaires décroissent dans les deux formes de ventes (- 2,1 % dans les supermarchés et - 0,7 % dans les hypermarchés).

Depuis 2011, les GSA tendent à perdre du terrain par rapport aux autres formes de vente de commerce alimentaire. Alors qu'elles réalisaient, en 2011, 33 % des ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial, hors automobile, cette part n'est plus que de 29 % en 2017 (voir la partie sur les parts de marché). Parmi elles, les ventes des hypermarchés représentent 56 % de l'ensemble des GSA, celles des supermarchés 42 % (la part des ventes des magasins multi-commerces est de 2 %).

²⁷ Service de la statistique et de la prospective du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, SSP « AGRESTE Panorama, bilan conjoncturel 2017 »

²⁸ Emagsa (enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires)

3 - Regain d'activité pour les grands magasins

En 2017, les ventes réalisées par le commerce non alimentaire non spécialisé augmentent significativement (+ 7,0 % en volume et + 7,3 % en valeur). Les **grands magasins**, surtout implantés à Paris et dans les grandes villes, ont connu un regain d'attractivité (+ 4,2 % en volume et + 4,7 % en valeur). Les touristes étrangers y représentent une clientèle importante, en particulier en Ile de France. Leur fréquentation est repartie à la hausse en 2017 par rapport à l'année 2016, affectée par les attentats. Les **autres commerces non alimentaires non spécialisés** (magasins de type « bazar ») connaissent une forte augmentation du volume de leurs ventes, proche de celle de 2016 (+ 11,1 % en 2017 après + 11,8 % en 2016). Leurs ventes progressent de 11,2 % en valeur en 2017 après + 12,0 % en 2016. Ce dynamisme reflète l'intérêt des français pour les produits à bas coût.

4 - L'activité poursuit sa progression dans le commerce non alimentaire spécialisé

Les ventes du commerce non alimentaire spécialisé (y compris carburant et pharmacie) croissent en volume (+ 1,5 % en 2017 après + 1,6 % en 2016). Elles représentent 43 % des ventes du commerce de détail en 2017.

- **Léger ralentissement pour les détaillants en technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Le commerce de détail d'équipements des TIC regroupe la vente d'ordinateurs et d'équipements périphériques, d'équipements de télécommunication et de matériel audio et vidéo en magasin spécialisé.

Les ventes en volume progressent à un rythme moins soutenu en 2017 qu'en 2016 (+ 4,6 % après + 6,9 %). Les ventes du **commerce de matériel audio et vidéo** reculent légèrement en 2017 (- 0,4 % en volume après + 8,9 %). Par ailleurs, pour la deuxième année consécutive, le dynamisme des ventes d'**ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels** se confirme (+ 6,1 % en volume, après + 6,4 %). Les ventes du secteur du **matériel de télécommunication** ralentissent nettement : elles n'augmentent que de 1,0 % en volume après 7,6 % en 2016. Notamment, l'atonie des ventes de smartphones semblerait montrer un marché arrivant à saturation²⁹. Les ventes du secteur diminuent de 4,9 % en valeur, en raison de la baisse du prix des téléphones à qualité constante.

- **Ralentissement dans l'équipement du foyer**

Le **commerce de détail d'équipement du foyer** comprend le commerce de détail d'équipements ménagers, tels que textiles, quincaillerie, tapis, appareils électriques et électroménager ou meubles, en magasins spécialisés. Pour la troisième année consécutive, les ventes augmentent en volume (+ 1,5 % en 2017 après + 3,7 % en 2016).

Après avoir progressé régulièrement depuis 2011, les ventes des magasins d'**électroménagers** diminuent de 0,2 % en volume (- 3,4 % en valeur). Globalement les achats d'électroménagers ont cependant été très dynamiques (+ 3,2 % en valeur³⁰), mais elles n'ont pas compensé la baisse marquée des ventes de télévision. Cette baisse peut s'expliquer par le niveau exceptionnellement élevé des ventes en 2016, année de coupe d'Europe de football et de changement de norme TNT, et par la concurrence d'autres écrans dans la maison comme ceux des PC, des tablettes ou des smartphones³¹.

Après une embellie en 2016 (+ 3,8 % en volume) suivant cinq années difficiles, le commerce de **meubles** progresse peu (+ 0,3 % en 2017). Pourtant les ventes de meubles, et en particulier des meubles de cuisine, de literie et de canapés, restent dynamiques en 2017, mais elles ne profitent que peu aux entreprises du secteur, en lien avec la montée en puissance des ventes en ligne de ces produits³².

Dans le commerce de **textiles** (tissus, fils à tricoter, articles de mercerie,...), les ventes repartent à la hausse (+ 1,9 % en volume) après avoir stagné en 2016 et diminué tous les ans depuis 2009.

²⁹ Institut GfK (Gesellschaft für Konsumforschung : société pour la recherche sur la consommation) : Bilan 2017 - équipement de la maison

³⁰ GIFAM « Groupement Interprofessionnel des Fabricants d'Appareils d'Équipement Ménager » - Communiqué du 8 février 2018

³¹ Institut GfK (Gesellschaft für Konsumforschung : société pour la recherche sur la consommation)

³² FNAEM « Fédération française du Négoce de l'Ameublement et de l'Équipement de la Maison »

Dans le secteur du **bricolage**, les ventes augmentent plus fortement en petites quincailleries qu'en grandes surfaces de bricolage (respectivement + 5,9 % et + 1,1 % en volume).

Depuis 2016, l'activité est stable dans les commerces spécialisés en **revêtements de sols et murs**.

- **Les ventes de biens culturels et de loisirs sont bien orientées**

L'activité des **magasins dans le secteur culturel et récréatif** progresse avec des ventes en hausse de 1,9 % en volume et de 2,5 % en valeur. Elle bénéficie des bons résultats depuis cinq ans de la vente **d'articles de sport** (+ 4,7 % en volume et + 4,1 % en valeur).

La situation se dégrade, en revanche, pour le **commerce de livres en magasin spécialisé**. Les ventes continuent de fléchir (- 0,8 % en volume en 2017, après 0,4 % en 2016). En effet, les librairies doivent faire face à la concurrence croissante de la vente de livres réalisée sur des sites Internet. Parallèlement, le développement du marché du livre numérique se poursuit (+ 9,0 %). Toutefois le livre physique conserve une part de marché très largement prépondérante (95 %, en volume comme en chiffre d'affaires)³³.

Depuis 2013, la vente de **jeux et jouets** par les enseignes spécialisées fléchit (en 2017, - 2,8 % en volume et - 3,8 % en valeur). L'âge d'or des années 1980 et 1990 pour les « grands » spécialistes du jouet semble se terminer. Ils s'étaient développés au détriment des petites boutiques traditionnelles. Ils sont à leur tour fragilisés par la concurrence des sites Internet. Toutefois, ils écoulent encore 41% des jouets vendus en France.

- **Diminution des ventes au détail de carburants en volume**

En 2017, les ventes de carburants diminuent en volume (- 0,9 %) et augmentent fortement en valeur (+ 7,0 %), en lien avec la remontée des prix du pétrole.

- **Regain d'activité pour la maroquinerie et les articles de voyage**

En 2017, l'activité des **autres commerces de détail en magasin spécialisé** augmente de 1,5 % en volume et de 1,7 % en valeur. Sa croissance en volume est tirée par les pharmacies (+ 1,8 %). En valeur, les ventes de produits pharmaceutiques diminuent de 0,3 %, en raison de la baisse des prix des médicaments remboursables. Les ventes du commerce de détail de la **maroquinerie et des articles de voyage** rebondissent nettement : + 12,0 % en volume en 2017, après - 0,7 % en 2016.

Le secteur de **l'optique** ralentit (+ 0,4 % en volume, après + 2,9 % en 2016). Il commence à subir les effets de la législation d'avril 2015, qui a espacé les modalités de remboursement en cas de changement de lunettes (un an auparavant, deux ans dans les nouvelles dispositions). Ainsi, le délai entre deux achats s'allonge et affecte le marché des verres correcteurs qui est le plus gros segment de l'optique³⁴.

L'activité du commerce d'équipements de la personne en magasin spécialisé (habillement, chaussure, bijouterie...) diminue moins que sur l'année 2016, au cours de laquelle les ventes avaient souffert de l'impact des attentats. Ainsi, en 2017, l'activité des détaillants baisse en volume de 0,7 % pour **l'habillement**, - 1,7 % pour les **chaussures** et - 1,1 % pour **l'horlogerie et la bijouterie** (en 2016, respectivement : - 2,5 %, - 2,3 %, - 5,4 %). Pour l'habillement et la chaussure, les ventes en valeur ont également baissé (respectivement, - 0,2 % et - 1,9 %). En revanche, elles sont stables pour l'horlogerie et la bijouterie, l'horlogerie de luxe ayant été stimulée par le retour des touristes asiatiques³⁵.

Enfin, la progression des ventes du secteur de la **parfumerie et des produits de beauté** est quasi identique (+ 2,8 %) à celle de 2016, année où elle avait perdu un peu de ressort. En valeur, la progression des ventes s'élève à 2,5 % après + 2,0 % en 2016.

5 - La vente à distance reste dynamique

Le commerce hors magasin comprend le commerce de détail sur éventaires ou marchés, la vente à distance (par correspondance ou par Internet), la vente à domicile ainsi que par automate. L'activité du commerce hors magasin augmente de 5,5 % en 2017 après + 7,9 % en volume en 2016. En valeur, les ventes augmentent de 5,0 % après + 7,1 % en 2016.

En 2017, l'activité du **commerce sur éventaire ou marché** fléchit de 1,1 % en volume mais augmente de 0,3 % en valeur.

³³ Institut GfK (Gesellschaft für Konsumforschung : société pour la recherche sur la consommation)

³⁴ Institut GfK (Gesellschaft für Konsumforschung : société pour la recherche sur la consommation)

³⁵ L'officiel Horlogerie & Bijouterie

Le dynamisme de la **vente à distance et des autres formes de commerce hors magasin** se poursuit : les ventes augmentent de 6,5 % en volume (+ 9,4 % en 2016) et de 5,7 % en valeur (+ 8,3 % en 2016). En volume, les ventes à distance sur catalogue général progressent davantage (+ 10,3 %) que celles sur catalogue spécialisé (+ 4,1 %).

La progression du e-commerce (sur catalogue général ou spécialisé) l'emporte sur le déclin des formes traditionnelles de vente à distance. Avec l'offre croissante des boutiques en ligne, l'accès facilité au web et les offres de livraison plus variées, le e-commerce continue sa forte progression. Les ventes e-commerce depuis un terminal mobile (smartphone, tablette ou application) ont progressé de 38 % sur l'année 2017. Le Black Friday et le Cyber Monday, de plus en plus populaires en France, participent probablement à la hausse des achats en ligne en fin d'année³⁶.

Les ventes à domicile (+ 0,9 % en volume) et les ventes par automate et autres formes de vente (+ 2,3 %) ralentissent, comparées aux résultats de 2016 (respectivement + 6,4 % et + 4,4 % en volume).

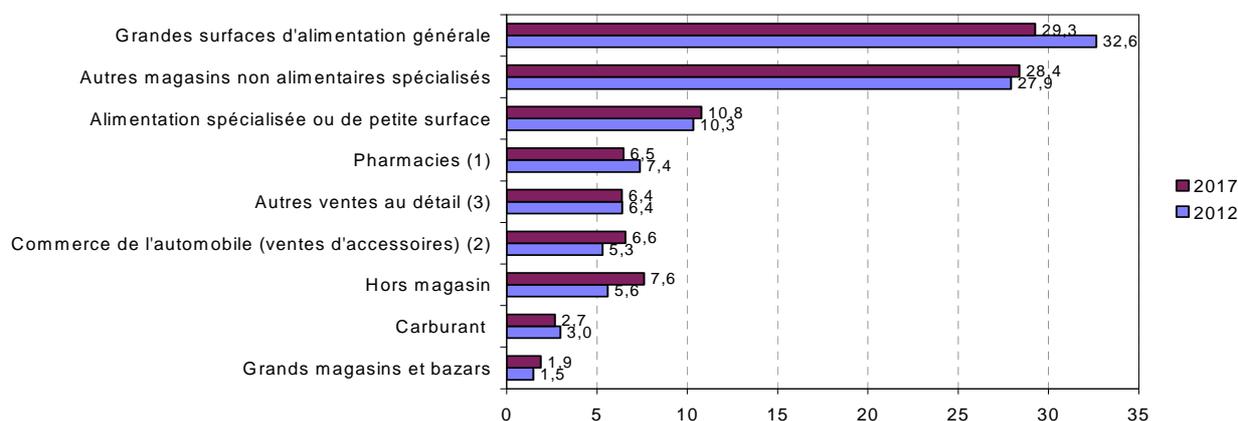
6 - Les parts de marché par forme de ventes

Pour l'ensemble des produits commercialisables (hors véhicules automobiles), les parts de marché évoluent peu en 2017, excepté pour les **grandes surfaces d'alimentation générale** qui perdent 0,6 point par rapport à 2016 pour s'établir à 29,3 %. 3,4 points ont été perdus depuis le point haut qu'elles ont atteint en 2012.

A l'inverse, la part de marché des **commerces alimentaires spécialisés et des petites surfaces** est en hausse et s'établit à 10,8 %.

Les **commerces non alimentaires spécialisés y compris les pharmacies** réalisent 37,5 % des ventes de l'ensemble du commerce de détail. Les pharmacies en réalisent 6,5 %. La part du commerce et réparation automobile gagne 0,2 point par rapport à 2016 et s'établit à 6,6 %.

Graphique 1 : Parts de marché en 2012 et 2017 - Ensemble des produits commercialisables hors véhicules automobiles (en %)



Source : Insee - Comptes du commerce

(1) Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques

(2) Y compris le commerce de véhicules automobiles, l'entretien et la réparation de véhicules automobiles, le commerce de détail et de gros d'équipements automobiles, le commerce et la réparation de motocycles

(3) Ventes au détail du commerce de gros, de divers prestataires de services et ventes directes des producteurs

³⁶ FEVAD (Fédération du e-commerce et de la vente à distance)

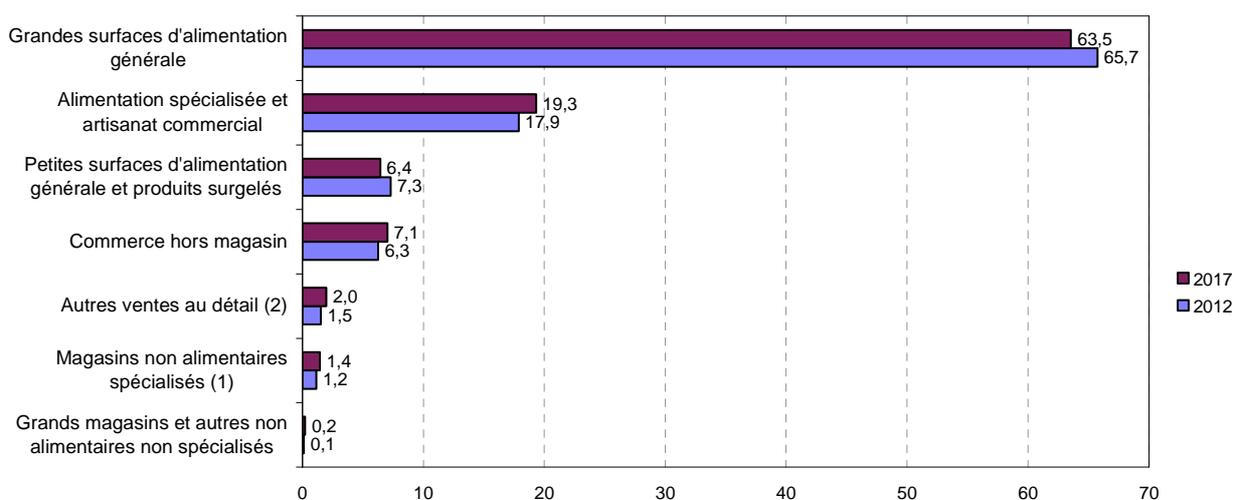
6.1 - Produits alimentaires

Les **grandes surfaces** d'alimentation générale³⁷ commercialisent près des deux tiers des produits alimentaires hors tabac, 63,5 % en 2017, en recul de 1,0 point par rapport à 2016 et de 2,2 points par rapport à 2012.

La part des **petites surfaces alimentaires** (supérettes, alimentations générales, commerces de surgelés) perd du terrain depuis 2012 et s'établit à 6,4 % en 2017. Celle des **commerces alimentaires spécialisés**, y compris l'artisanat commercial, s'élève à 19,3 % en 2017, en hausse de 0,7 point par rapport à 2012.

Les **ventes hors magasin** de produits alimentaires représentent 7,1 % des ventes totales de produits alimentaires en 2017, en augmentation de 0,8 point par rapport à 2012.

Graphique 2 : Parts de marché en 2012 et 2017 - Produits alimentaires hors tabac (en %)



Source : Insee - Comptes du commerce

(1) Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques

(2) Ventes au détail du commerce de gros, de divers prestataires de services et ventes directes des producteurs

6.2 - Produits non alimentaires

En 2017, la part de marché des **grandes surfaces d'alimentation** pour les produits non alimentaires s'élève à 12,8 %, en net recul par rapport aux années précédentes (- 4,9 points depuis 2012).

Le **commerce non alimentaire spécialisé** représente 57,0 % du marché des produits non alimentaires. Si on exclut les commerces de carburant et les pharmacies, la part du commerce non alimentaire spécialisé est de 42,9 %. Le développement de l'activité de ces commerces s'explique notamment par l'expansion des grandes surfaces spécialisées³⁸.

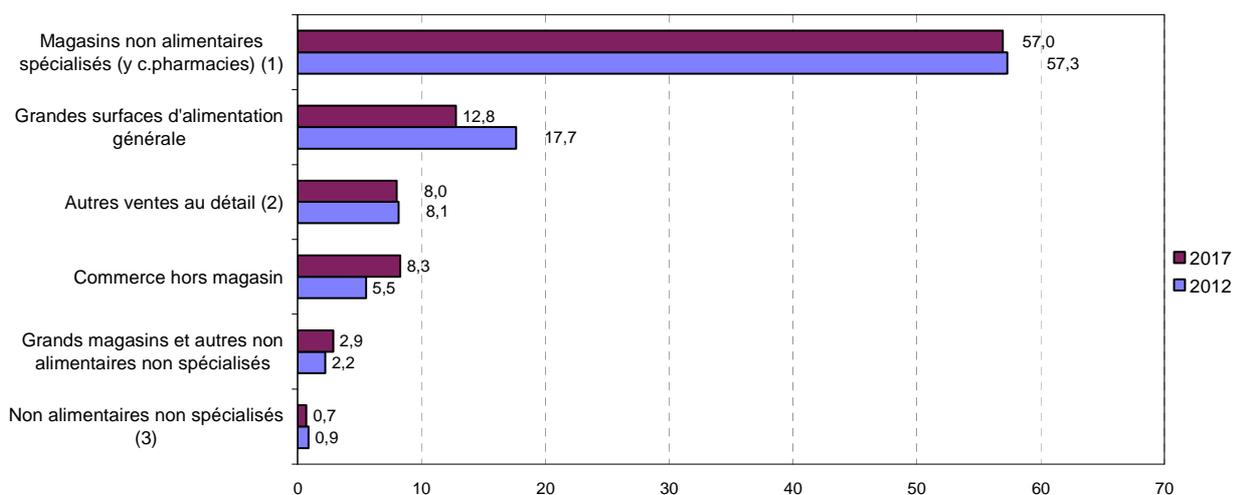
La part de marché de la **vente à distance**, principale composante du commerce hors magasin, poursuit sa progression (+ 1,9 point par rapport à 2012) et s'établit à 6,2 %. Cette part est encore modérée. La percée des ventes sur internet compense à peine le déclin de la vente par correspondance.

La part de marché des **grands magasins** pour les produits non alimentaires est stable par rapport à 2016. Elle a augmenté de 0,6 point par rapport à 2012 pour s'établir à 2,9 % en 2017.

³⁷ Les grandes surfaces d'alimentation générale comprennent les supermarchés, les magasins multi-commerces et les hypermarchés. Les magasins dits de hard-discount ne constituent pas une catégorie particulière dans les nomenclatures. Ils sont classés selon leur superficie en supérettes (moins de 1/3 d'entre eux) ou en supermarchés.

³⁸ La nomenclature ne permettant pas de les isoler directement, elles sont abordées avec une méthodologie différente dans la partie sur le grand commerce non alimentaire spécialisé

Graphique 3 : Parts de marché en 2012 et 2017 - Produits non alimentaires y compris produits énergétiques et liés à l'automobile, hors véhicules automobiles (en %)



Source : Insee - Comptes du commerce

(1) Pharmacie et commerce d'articles médicaux et orthopédiques

(2) Ventes au détail du commerce de gros, de divers prestataires de services et ventes directes des producteurs

(3) Alimentation spécialisée, artisanat commercial et petites surfaces d'alimentation générale

Encadré 1 : Passage du chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation automobile à la consommation commercialisable des ménages en 2017

La consommation commercialisable est une partie de la consommation des ménages. Elle comprend les produits vendus aux ménages par le commerce et les activités de réparation associées. Sont donc exclus les dépenses d'eau, de gaz naturel et d'électricité, ainsi que les services consommés par les ménages tels que les transports, la location immobilière, les services financiers, les services récréatifs et de soins personnels, l'éducation, l'action sociale...

milliards d'euros TTC

Formes de vente	a	b	c	d	e	f = a+b+c+d+e	g	h	i = f+g+h	j	k = i - j
	Commerce d'alimentation spécialisée et de petite surface (1)	Grandes surfaces d'alimentation générale	Commerce non alimentaire non spécialisé	Commerce non alimentaire spécialisé	Commerce hors magasin	Total commerce de détail et artisanat	Commerce et réparation automobile	Ventes au détail des autres secteurs (2)	Total des ventes au détail (y.c. commerce automobile)	Correction (3)	Consommation commercialisable des ménages
Produits											
Ventes au détail de marchandises (hors auto)	62,6	170,2	11,0	218,2	44,3	506,2	38,2	37,1	581,5	81,1	500,5
Produits alimentaires	60,0	123,2	0,4	8,9	13,8	206,4	0,0	7,7	214,1	16,4	197,8
Produits non alimentaires	2,4	25,2	10,5	194,0	30,4	262,6	1,2	27,9	291,6	49,2	242,4
Produits liés à l'automobile	0,2	21,7	0,0	15,2	0,1	37,3	37,0	1,5	75,8	15,5	60,3
Vente et réparation automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,7	1,0	91,7	38,2	53,5
Total des ventes au détail et des ventes et réparation automobile en forme de vente (4)	62,6	170,2	11,0	218,2	44,3	506,3	128,9	38,1	673,3	119,3	554,0
Valorisation des commissions en ventes - ventes des activités secondaires (restauration, réparation hors automobile, commerce de gros ...) (5)	7,5	-30,2	-0,7	-18,2	6,9	-34,6	-89,7				
Chiffre d'affaires en secteur d'entreprise (6)	55,1	200,4	11,6	236,3	37,4	540,8	218,7				

Source : Insee - Comptes du Commerce

Note : pour des raisons d'arrondi, la somme des montants peut différer légèrement de leur total.

- (1) Y compris boulangeries-pâtisseries et boucheries-charcuteries
- (2) Ventes au détail des grossistes, des prestataires de services et ventes directes des producteurs
- (3) Correction pour biens existants (antiquités, brocante, autres achats d'occasion) et pour ventes au détail à usage professionnel
- (4) Ventes au détail et vente et réparation auto = (5) + (6)
- (5) Commissions perçues par les commerçants transformées en ventes - ventes relevant d'activités secondaires (hors commerce de détail, par exemple : restauration dans les magasins de meubles)
- (6) Chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation automobile comptabilisant la valeur des commissions perçues (tabac, presse) et non la valeur des ventes correspondantes

Lecture :

a) Les **ventes au détail** s'élèvent à 506,3 milliards d'euros (4). Elles sont obtenues à partir du **chiffre d'affaires total du commerce de détail et de l'artisanat** (colonne f, ligne 6), auquel sont retirées les ventes qui ne relèvent pas du commerce de détail (commerce de gros, ventes de services, ventes de biens) et est rajoutée la valorisation des ventes de produits sur lesquelles les professionnels du commerce ne perçoivent que des commissions. Les ventes en secteur d'entreprise sont transformées en ventes en secteur d'établissement (ou forme de vente) à l'aide d'une matrice de passage.

b) Les 128,9 milliards des *ventes et réparations du secteur du commerce et réparation automobile* et les 38,1 milliards de *ventes au détail des autres secteurs* sont ajoutés aux 506,3 milliards d'euros de *ventes au détail* des secteurs du commerce de détail et de l'artisanat commercial. On obtient ainsi l'ensemble des ventes au détail de tous les secteurs de l'économie, soit 673,3 milliards.

c) L'ensemble de la **consommation commercialisable**, de 554,0 milliards, s'obtient en retranchant à la totalité des 673,3 milliards d'euros de *ventes au détail réalisées par l'ensemble des secteurs de l'économie*, 119,3 milliards de ventes correspondant soit aux *achats effectués au détail par des utilisateurs professionnels*, soit à la *correction appliquée pour les biens existants*. Les biens d'occasion, en effet, ne sont comptabilisés en consommation des ménages que pour la seule valeur de la marge commerciale perçue par l'opérateur commercial.

Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations. Les évolutions des ventes au détail présentées sur les années 2016 et 2017 sont provisoires. Elles sont issues de la version semi-définitive ou provisoire de la consommation commercialisable et des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA.. Les évolutions de 2015 sont définitives. Elles reprennent les chiffres d'affaires calculés par l'Insee à partir des déclarations fiscales des entreprises et de leur réponse à l'enquête structurelle annuelle (ESA).

Du fait du passage à la base 2014 des comptes nationaux, les données 2015 ont été exceptionnellement révisées en évolution à l'occasion de ce rapport, et les niveaux ont également été révisés, notamment pour tenir compte de l'intégration des stupéfiants (cf. avertissement page 9).

Évolution des ventes au détail des secteurs du commerce de détail et artisanat à caractère commercial

		2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rapport de juin 2018 (base 2014)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0	- 0,3	+ 0,1 (r)	+ 0,9 (sd)	+ 2,0 (p)
	en volume	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8	+ 1,5 (r)	+ 1,4 (sd)	+ 1,2 (p)
Rapport de décembre 2017 (base 2010)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0	- 0,3	+ 1,0 (def)	+ 0,9 (p)	
	en volume	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8	+ 2,3 (def)	+ 1,5 (p)	
Rapport de juin 2017 (base 2010)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0	- 0,3 (def)	+ 0,3 (sd)	+ 0,7 (p)	
	en volume	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8 (def)	+ 1,7 (sd)	+ 1,2 (p)	
Rapport de décembre 2016 (base 2010)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,3 (def)	+ 0,4 (p)		
	en volume	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,8 (def)	+ 1,8 (p)		
Rapport de juin 2016 (base 2010)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,3 (sd)	+ 0,3 (p)		
	en volume	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,9 (sd)	+ 1,8 (p)		
Rapport de décembre 2015 (base 2010)	en valeur	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,5 (p)			
	en volume	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,7 (p)			
Rapport de juin 2015 (base 2010)	en valeur	+ 1,9 (def)	- 0,2 (sd)	- 0,4 (p)			
	en volume	+ 0,0 (def)	- 0,2 (sd)	+ 0,8 (p)			
Rapport de décembre 2014 (base 2010)	en valeur	+ 1,9 (def)	- 0,5 (p)				
	en volume	+ 0,0 (def)	- 0,6 (p)				
Rapport de juin 2014 (base 2010)	en valeur	+ 1,4 (sd)	- 0,6 (p)				
	en volume	- 0,5 (sd)	- 0,7 (p)				

(def) données définitives (r) données révisées ou (sd) semi-définitives (p) données provisoires

7 - L'activité du grand commerce non alimentaire spécialisé tient la cadence

Avertissement : les données et analyses présentées dans cette partie concernent des *chiffres d'affaires* (et non pas seulement des ventes de marchandises au détail) en secteur d'entreprises (et non en secteur d'établissements ou formes de vente³⁹). Les évolutions ne sont donc pas parfaitement comparables aux parties précédentes sur le commerce de détail.

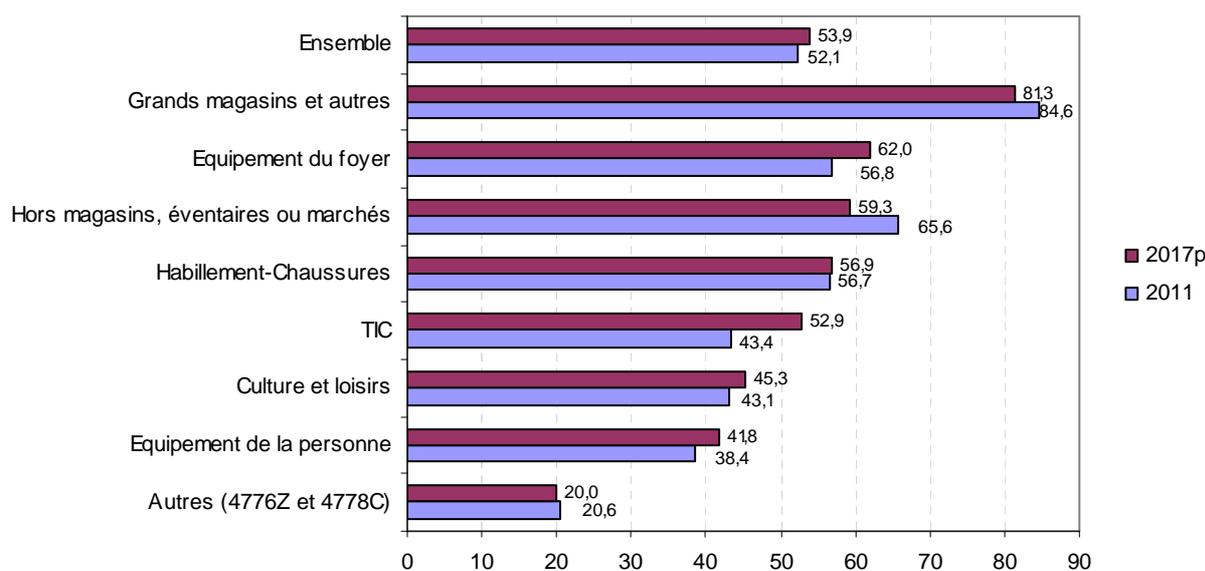
En 2017, le grand commerce non alimentaire en magasin spécialisé poursuit sa croissance soutenue, au même rythme qu'en 2016 en volume (+ 3,5 %) et un peu plus modéré en valeur (+ 3,1 % après + 3,5 %).

Comparées à celles de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé en 2017 (+ 4,0 % en volume et + 3,6 % en valeur), les évolutions du grand commerce sont légèrement moins dynamiques.

Franchissant, pour la première fois, la barre des 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017, le grand commerce représente toujours un peu plus de la moitié de l'activité du commerce non alimentaire en magasin spécialisé.

Du fait de son léger moindre dynamisme en 2017, la part du grand commerce s'élève ainsi à 53,9 % contre 54,2 % en 2016.

Graphique 4 : Part du chiffre d'affaires H.T. du « grand commerce au sens large » dans l'ensemble du commerce non alimentaire, par secteur, en 2011 et 2017 (en %)



Note de lecture : Le chiffre d'affaires des entreprises du grand commerce d'équipement du foyer équivaut à 62,0 % du chiffre d'affaires du secteur en 2017.

Source : Insee, Comptes du Commerce.

³⁹ Une même entreprise peut posséder plusieurs magasins (établissements) ayant des formes de vente différentes, par exemple superette et supermarché. Le secteur d'établissement correspond à la forme de vente alors que le secteur d'entreprise est déterminé par la forme de vente la plus importante.

Encadré 3 : Définition du grand commerce non alimentaire spécialisé

Le grand commerce non alimentaire spécialisé est défini⁴⁰ au sens strict comme l'ensemble des entreprises⁴¹ dont l'activité principale relève du commerce non alimentaire en magasin spécialisé (NAF 474, 475, 476, 477 hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion) et répondant à l'une des 3 conditions suivantes :

- employer 100 salariés ou plus ;
- employer 50 salariés ou plus, et exploiter 10 magasins ou plus
- employer 50 salariés ou plus, et exploiter au moins un magasin de 2 500 m² et plus de surface de vente.

Dans une acception plus large, il prend en compte deux secteurs supplémentaires :

- le commerce de détail hors magasins, éventaires ou marchés (479), dans lequel le commerce électronique occupe une place de plus en plus grande. On prend ici comme seul critère d'appartenance au grand commerce le fait d'employer 50 salariés ou plus.
- les grands magasins et autres commerces de détail en magasin non spécialisé (4719A et 4719B) sans changer les critères de nombre de salariés, nombre de magasins ou surface utilisée.

Tableau 2 : Chiffre d'affaires hors taxes du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé

	Secteurs	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant en Md€ 2017p
		2015	2016sd	2017p	2015	2016sd	2017p	
Grand commerce	TIC	9,4	5,3	7,5	1,4	0,6	2,7	3,6
	Équipement du foyer	3,3	3,4	1,6	3,2	3,7	1,1	30,9
	Culture et loisirs	4,1	0,4	3,9	3,4	1,0	3,0	8,1
	Habillement-chaussure	3,4	-0,8	-1,2	2,3	-0,5	-1,2	19,8
	Équipement de la personne	11,5	-0,1	5,4	11,6	0,3	5,8	7,9
	Autres (4776Z et 4778C)	11,5	3,3	3,2	5,1	1,5	3,0	3,3
	Grand commerce (sens strict)	5,2	1,8	1,8	3,8	1,6	1,3	73,6
	Grands magasins et autres	12,9	1,1	11,5	11,8	1,4	11,1	8,7
Hors magasin, éventaires ou marchés	9,9	13,8	7,2	9,4	13,7	7,0	17,8	
Grand commerce (sens large)	6,5	3,6	3,5	5,2	3,5	3,1	100,1	
Commerce à dominante non alimentaire	TIC	1,2	6,2	6,2	-6,2	1,5	1,4	6,8
	Équipement du foyer	2,9	3,8	1,9	2,8	4,0	1,4	50,1
	Culture et loisirs	5,0	2,8	4,5	4,3	3,3	3,6	17,9
	Habillement-chaussure	0,3	-1,9	0,5	-0,7	-1,6	0,5	34,8
	Équipement de la personne	4,8	1,0	3,2	4,9	1,4	3,7	18,9
	Autres (4776Z et 4778C)	4,2	6,2	6,6	-1,7	4,4	6,4	16,5
	Commerce non alimentaire spécialisé	2,8	2,2	2,7	1,4	2,1	2,3	145,0
	Grands magasins et autres	10,0	0,4	8,9	8,9	0,7	8,5	10,7
Hors magasin, éventaires ou marchés	17,8	12,2	9,0	17,4	12,1	8,8	30,1	
Commerce à dominante non alimentaire	5,1	3,6	4,0	3,8	3,4	3,6	185,8	

p : provisoire, sd : semi-définitif.

Champ : entreprises du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire en magasin spécialisé, hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion.

Source : Insee - Comptes du Commerce.

▪ **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : les ventes accélèrent grâce aux consoles de jeux vidéo**

Le grand commerce du secteur des TIC regroupe les grands magasins spécialisés dans la vente d'ordinateurs, d'équipements périphériques, d'équipements de télécommunication et de produits électroniques grand public. En 2017, le chiffre d'affaires du grand commerce des TIC croît de 7,5 % en volume après + 5,3 % en 2016, tiré substantiellement par la chute continue des prix sur le marché de l'électronique grand public (- 4,5 % en 2017 comme en 2016).

⁴⁰ Définition arrêtée par la Commission des comptes commerciaux de la nation en 1987, révisée en 1998.

⁴¹ Le terme d'« entreprise » utilisé ici recouvre les sociétés et les entreprises individuelles. Il désigne toute unité légale déclarée au répertoire Sirene.

Le secteur a notamment bénéficié de la sortie de consoles de jeux vidéo (Nintendo Switch[®] en mars et Xbox One X[®] en novembre), ainsi que du maintien des ventes de PlayStation4^{®42}. A l'opposé, l'atonie des ventes de smartphones, avec notamment le recul de la demande des consommateurs pendant les fêtes de Noël 2017, semblerait montrer un marché arrivant à saturation⁴³.

Les entreprises du grand commerce du secteur des TIC réalisent 52,9 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, il s'agit du secteur dans lequel la part du grand commerce a le plus augmenté en six ans.

▪ **Équipement du foyer : ralentissement dans l'électroménager et le meuble**

Le grand commerce spécialisé dans l'équipement du foyer est représenté essentiellement par les grandes surfaces de bricolage, d'ameublement et d'appareils électroménagers. Dans ce secteur, le grand commerce enregistre une croissance du chiffre d'affaires en volume de + 1,6 %, en net recul par rapport à 2016 (+ 3,4 % en volume), et une légère contraction des prix (- 0,5 % après + 0,2 %).

En 2017, si les grandes surfaces de bricolage évoluent de façon analogue à l'année précédente (+ 1,1 % après + 1,4 % en valeur), les grandes surfaces d'électroménager et d'ameublement marquent le pas après une excellente année 2016 (+ 1,0 % après + 4,8 % en valeur pour l'électroménager et + 1,4 % après + 6,4 % pour le meuble).

Cependant, en 2017, les grandes surfaces d'électroménager réalisent de très bons résultats sur le grand et le petit électroménager⁴⁴. Le ralentissement de leurs ventes pourrait être lié à la baisse des ventes de téléviseurs après le fort rebond observé en 2016, notamment grâce au championnat d'Europe de football⁴⁵ et au changement de norme des chaînes TNT.

De leur côté, les grandes surfaces de bricolage et d'ameublement peuvent compter sur les dynamiques des mises en chantier et des transactions dans l'immobilier ancien⁴⁶.

Le grand commerce réalise 62,0 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur de l'équipement du foyer.

▪ **Culture et loisirs : les articles de sports gardent la forme, les jeux et jouets s'essouffent**

Ce secteur regroupe les magasins spécialisés d'articles de sport, les librairies-papeteries-journaux, les magasins spécialisés dans les jeux et jouets. En 2017, le chiffre d'affaires du grand commerce de ce secteur s'accroît de 3,9 % en volume après + 0,4 % en 2016. Les prix retrouvent une tendance baissière (- 0,9 % après + 0,6 %).

Le dynamisme de ce secteur est majoritairement porté par les grandes enseignes spécialisées dans le sport dont le chiffre d'affaires augmente de + 4,1 % en valeur, après + 3,2 % en 2016. L'engouement des français pour la pratique du fitness⁴⁷, mais aussi leur rapport à la pratique sportive en général⁴⁸, n'est pas étranger à ces évolutions.

Confronté à l'évolution des pratiques numériques, le grand commerce des livres-papeteries-journaux voit ses ventes augmenter grâce au développement des livres numériques (+ 5,3 % en valeur en 2017 après + 3,3 %)⁴⁹.

Le grand commerce des jeux et jouets est, quant à lui, en nette difficulté. Le chiffre d'affaires baisse à nouveau fortement en 2017 (- 5,5 % après - 10,5 %). Le secteur fait face à la forte concurrence des achats en ligne et également, dans une moindre mesure, du marché de l'occasion et des grandes surfaces alimentaires⁵⁰.

En 2017, dans le secteur de la culture et des loisirs, les entreprises du grand commerce réalisent 45,3 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur.

⁴² LSA : Le jeu vidéo atteint son meilleur niveau depuis 2010.

⁴³ GFK : Bilan 2017 - équipement de la maison.

⁴⁴ GIFAM : Bilan 2017 - électroménager.

⁴⁵ GFK : Bilan 2017 - équipement de la maison.

⁴⁶ IPEA : Résultats du Marché 2017.

⁴⁷ Union Sport Cycle : la France adepte du fitness : 1 français sur 3 l'a pratiqué en 2017.

⁴⁸ Union Sport Cycle : le sport et les français.

⁴⁹ GFK : les français ont acheté plus de 350 millions de livres en 2017.

⁵⁰ LSA : les français de plus en plus exclusifs au Net pour leur achats de jouets.

▪ **Habillement-chaussure : deuxième année consécutive de baisse**

Le chiffre d'affaires des magasins du grand commerce spécialisé dans l'habillement-chaussure, se contracte à nouveau en 2017 en volume (- 1,2 % après - 0,8 %). Ce recul n'est pas plus marqué en valeur, en lien avec la stabilité des prix (après + 0,3 % en 2016).

Dans l'habillement, le grand commerce effectue une seconde année en léger retrait (- 0,8 % après - 0,2 % en valeur). La hausse des ventes en ligne pourrait expliquer ce recul. Néanmoins, les réseaux physiques, ayant pris la tête des ventes en ligne, profitent également de cette forme de vente grandissante⁵¹.

Dans la chaussure, le grand commerce s'amointrit à nouveau en 2017 (- 4,4 % après - 3,5 % en valeur). Contrairement à l'habillement, les réseaux physiques ont plus de mal à se rattraper sur les ventes en ligne, celles-ci étant dominées par les pure players⁵².

En 2017, les grandes enseignes de l'habillement-chaussure réalisent 56,9 % du chiffre d'affaires du secteur.

▪ **Équipement de la personne (hors habillement-chaussure) : les produits de beauté continuent de séduire, la maroquinerie et l'horlogerie-bijouterie retrouvent leur éclat**

Le grand commerce spécialisé dans les secteurs des équipements de la personne (parfumerie et produits de beauté, horlogerie et bijouterie, maroquinerie et articles de voyages, optique) rebondit en 2017 (+ 5,4 % en volume après - 0,1 % en 2016). Ce rebond est aussi observé en valeur, du fait de la relative stabilité des prix (+ 0,4 % en 2017 après + 0,3 %).

Le grand commerce des produits de beauté continue sa progression et accélère en 2017 (+ 4,8 % en valeur après + 3,8 %). L'anticipation des grands enseignes de produits de beauté, lors du Black Friday 2017, a eu un effet bénéfique sur leurs ventes de novembre⁵³. De surcroît, le contrat de distribution sélective⁵⁴, limitant l'entrée des pure players dans ce secteur, minimise la concurrence des ventes en ligne et bénéficie à ces grandes enseignes mais aussi, plus largement, à ce secteur en général.

Porté par le retour de nombreux touristes en France, les grandes enseignes de la maroquinerie connaissent un très fort regain de croissance en 2017 (+ 17,8 % en valeur après - 2,9 %). Le rayonnement des enseignes de luxe à l'international est sans doute un élément générateur de leur croissance⁵⁵.

Le grand commerce de l'horlogerie-bijouterie connaît également une reprise en 2017, mais nettement plus modérée (+ 1,3 % en valeur après - 4,0 % en 2016). Là encore, le retour de la clientèle étrangère, chinoise notamment, favorise ce climat de reprise. En outre, le développement des ventes en ligne par les réseaux physiques ainsi que l'engouement pour les montres connectées et pour les bijoux fantaisie, portés par les « millénials »⁵⁶, apportent leur contribution à ce redressement⁵⁷.

En 2017, concernant le secteur de l'équipement de la personne, la part du chiffre d'affaires des entreprises du grand commerce s'élève à 41,8 % de l'ensemble du secteur.

▪ **Autres (jardineries, autres magasins spécialisés divers) : un secteur toujours florissant**

Le grand commerce « autres » regroupe les magasins spécialisés dans les fleurs, plantes, animaux de compagnie et les autres commerces spécialisés divers. Dans ce secteur, le grand commerce enregistre une croissance du chiffre d'affaires similaire à celle de l'année 2016 (+ 3,2 % en volume après + 3,3 %). Comme lors des années passées, les prix se replient à nouveau en 2017 (- 0,2 % après - 1,8 %). Toutefois, cette contraction des prix ne s'observe pas dans le secteur des fleurs, plantes et animaux de compagnie.

⁵¹ Les échos de la franchise : le marché de l'habillement : les chiffres du secteur.

⁵² Terme générique pour désigner des acteurs exerçant leur activité commerciale uniquement sur internet.

⁵³ LSA : le Black Friday 2017 a déjà commencé pour les enseignes de beauté.

NPD group : l'effet "Black Friday" sur le marché de la beauté sélective.

⁵⁴ FFPS : Principes du sélectif.

⁵⁵ Conseil national du cuir : toujours en progression régulière : + 7 % à l'export pour la filière française du cuir en 2017.

⁵⁶ Appelés aussi « Génération Y » ou « digital natives ». C'est un terme pour désigner l'ensemble des personnes nées entre le début des années 80 et jusqu'à la fin des années 90.

⁵⁷ Comité Francéclat : les ventes d'horlogerie-bijouterie en France en 2017.

Dans les jardinerie (fleurs, plantes et animaux de compagnie), les ventes du grand commerce s'accroissent de + 4,0 % en valeur après + 2,6 % en 2016. La météo clémente du printemps 2017 a favorisé les ventes de végétaux (d'extérieur et d'intérieur) et celles liées au marché du jardin. A l'inverse, les ventes de l'alimentation animale doivent faire face à la concurrence grandissante du e-commerce⁵⁸.

Le grand commerce « autres » réalise 20,0 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de ce secteur.

▪ **Grands magasins et bazars : une dynamique retrouvée dans les grands magasins, les bazars continuent leur croissance à deux chiffres**

En 2017 les ventes réalisées par les grandes enseignes des grands magasins et des bazars croissent de 11,5 % en volume après + 1,1 % en 2016. Cet accroissement, comparable à l'année 2015, s'observe également en valeur, ceci émanant de la relative stabilité des prix (- 0,3 % en 2017 après + 0,3 %).

Le retour des touristes a stimulé la reprise des ventes des grands magasins (+ 6,1 % en valeur après - 8,3 % en 2016). Ces touristes constituent entre un tiers et la moitié de la clientèle des grands magasins parisiens. Par ailleurs, l'ouverture du dimanche a aussi pu contribuer à cette reprise.

Du côté des bazars, les ventes des grandes enseignes continuent leur forte progression (+ 19,3 % en valeur après + 22,3 % en 2016). Ces grandes enseignes sont notamment dopées par les français en quête de pouvoir d'achat, attentifs aux promotions de déstockage et aux achats bon marché. Ce développement est aussi à mettre au crédit de leur stratégie commerciale, fondée sur le maintien de prix bas et l'ajout de produits tendance.

En 2017, les grandes enseignes des grands magasins et bazars réalisent 81,3 % du chiffre d'affaires du secteur. Le secteur des grands magasins est celui où la part du grand commerce est la plus élevée.

▪ **Commerce de détail hors magasins, éventaies ou marchés : la vente à distance poursuit sa forte ascension⁵⁹**

Le commerce de détail hors magasins, éventaies ou marchés, regroupe essentiellement la vente à distance (par internet ou par correspondance). La vente à domicile figure également dans cette catégorie.

En 2017, le chiffre d'affaires du grand commerce de ce secteur augmente de + 7,2 % en volume après + 13,8 % en 2016. Du fait de l'invariabilité des prix, (- 0,1 % en 2017 après 0,0 %), les évolutions en valeur sont semblables à celles en volume.

Dans la vente à distance, le grand commerce décélère en 2017 mais reste à un niveau de croissance très élevé (+ 8,2 % en valeur après + 14,0 % en 2016). Propulsée par les ventes internet sur mobile en lien avec l'adoption des smartphones, mais aussi par les ventes sur internet plus généralement, la vente à distance gagne des parts de marchés sur les réseaux physiques dans le commerce de détail⁶⁰.

En outre, l'augmentation du nombre de sites marchands et la multiplication des supports mobiles (ordinateurs, mobiles, tablettes) engendrent des effets catalyseurs en harmonie avec le comportement multicanal et multi-écrans des consommateurs.

Les grandes enseignes du secteur du commerce de détail hors magasins, éventaies ou marchés, réalisent 59,3 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur.

⁵⁸ FNMJ : Fédération Nationale des métiers de la jardinerie. Les jardinerie retrouvent la croissance.

⁵⁹ Ce secteur regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est la vente à distance. Ne sont pas comptabilisées les entreprises ayant une autre activité principale et un site de vente en ligne à titre d'activité secondaire.

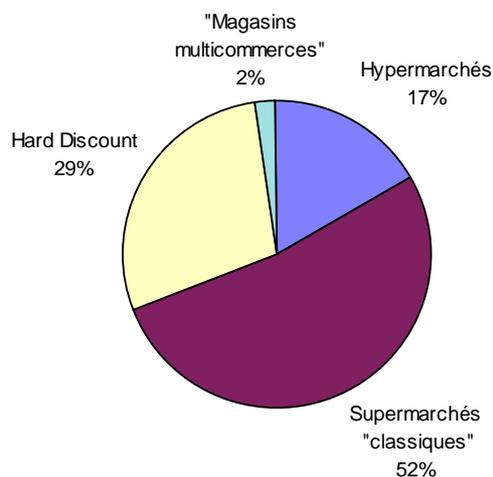
⁶⁰ FEVAD : chiffres clés 2016-2017.

Autres sources : GFK, Nielsen.

8 - L'implantation des grandes surfaces en 2017

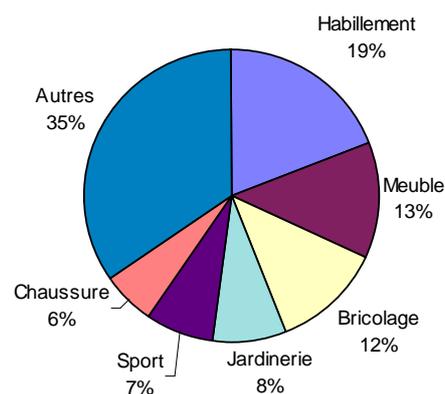
Les grandes surfaces sont les magasins dont la surface de vente est supérieure ou égale à 400 m². Les grandes surfaces alimentaires sont classées en 4 catégories, en fonction de leur surface de vente et de la part de leurs ventes en produits alimentaires : hypermarchés, supermarchés « classiques », hard discount et « magasins multicommerces ».

Graphique 5 : Répartition des grandes surfaces alimentaires



Source : Insee - DGFip

Graphique 6 : Répartition des grandes surfaces non alimentaires

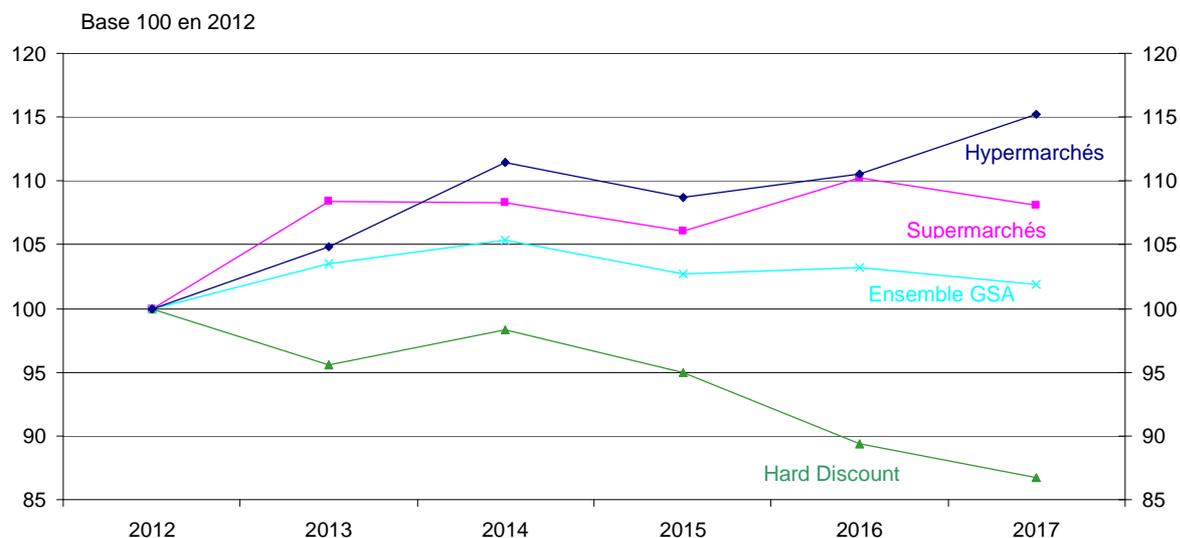


Source : Insee - DGFip

Au premier janvier 2017, on dénombre environ 13 000 grandes surfaces alimentaires en France. La part des magasins de hard-discount dans la répartition des grandes surfaces alimentaires a perdu 5 points en 5 ans. Leur nombre s'élève à presque 3 700 en 2017, soit 550 établissements de moins qu'en 2012. Les hypermarchés et les supermarchés « classiques » ont, quant à eux, gagné respectivement 286 et 531 établissements sur les 5 dernières années.

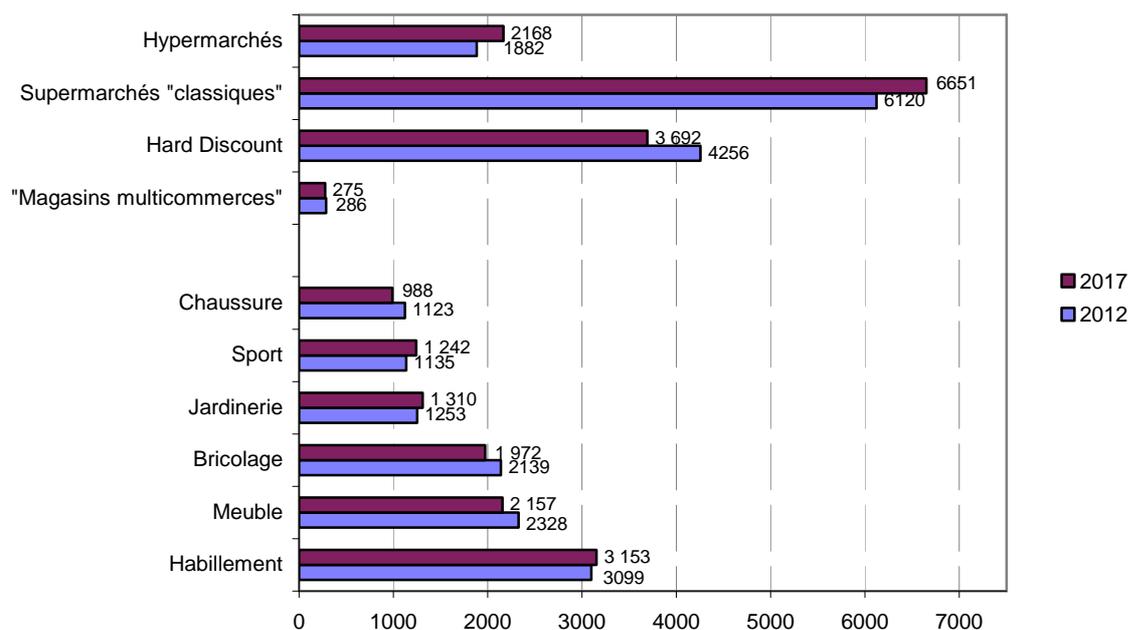
L'habillement, la chaussure, le sport, le bricolage, le jardinage et les meubles représentent les deux tiers des 16 500 grandes surfaces non alimentaires en France début 2017.

Graphique 7 : Evolution du nombre de grandes surfaces alimentaires entre début 2012 et début 2017



Source : Insee – Comptes du commerce

Graphique 8 : Nombre de grandes surfaces alimentaires et non alimentaires en 2012 et 2017



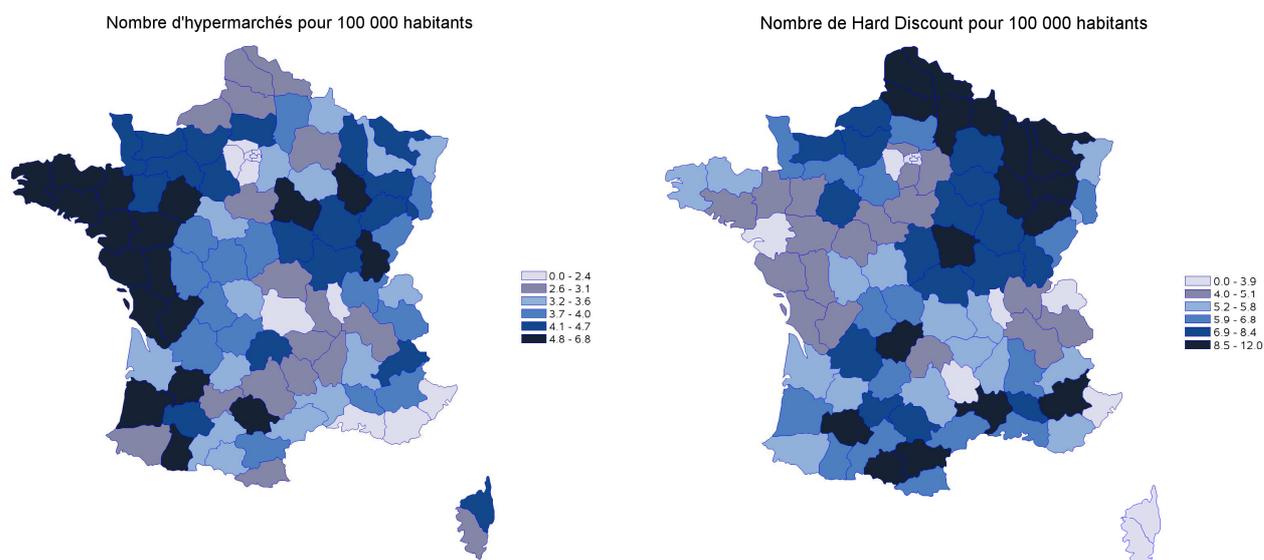
Source : Insee – Comptes du commerce

Les grandes surfaces de sport ont gagné plus de 100 établissements en 5 ans, alors que les magasins de meubles et de bricolage ont vu leur nombre baisser de 170 unités chacun. Le secteur de la chaussure souffre le plus de la diminution de ses grandes surfaces avec 12 % d'établissements en moins en 2017 par rapport à 2012. Ce secteur est particulièrement affecté par la montée des ventes en ligne et par l'augmentation de l'offre de chaussures des magasins de mode.

En France entière, le nombre des grandes surfaces non alimentaires pour 100 000 habitants est en moyenne de 5 établissements dans le secteur de l'habillement, contre 2 dans le domaine du sport.

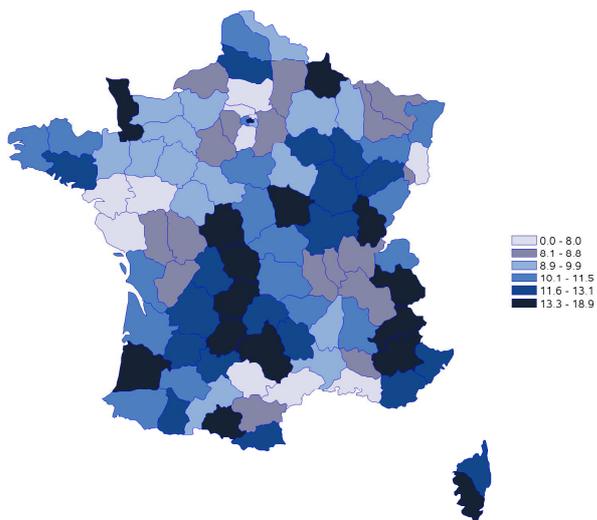
La répartition des hypermarchés reste très marquée sur la façade ouest de la France, dans les régions Bretagne et Pays de la Loire, avec 5 établissements pour 100 000 habitants, alors que l'implantation des hard-discount est toujours plus forte dans le Nord et l'Est de la France où ils sont au nombre de 9 pour 100 000 habitants.

Graphique 9 : Densité de grandes surfaces alimentaires et non alimentaires par département

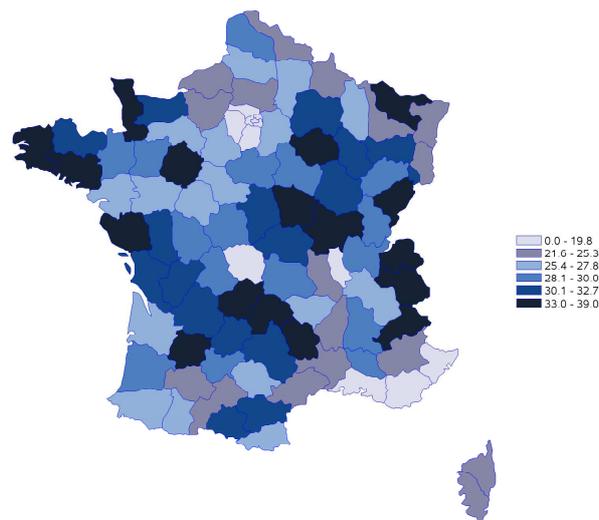


Source : Insee – Comptes du commerce

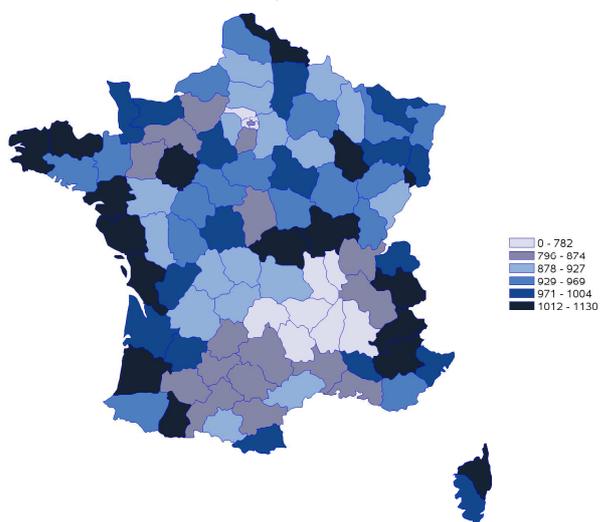
Nombre de supermarchés pour 100 000 habitants



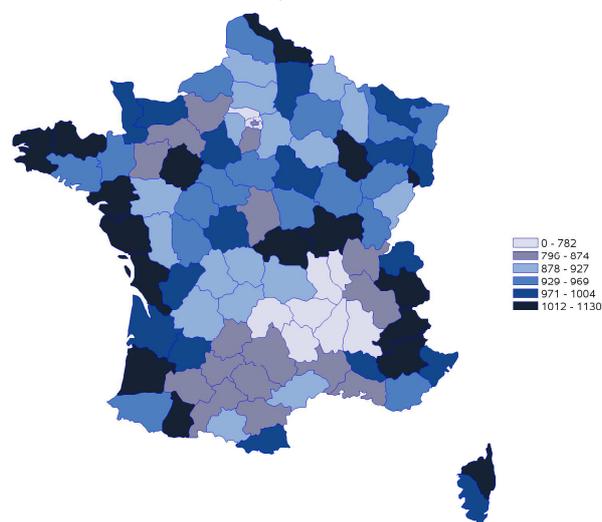
Nombre de GSNA pour 100 000 habitants



Salariés de GSA pour 100 000 habitants



Salariés de GSA pour 100 000 habitants



Source : Insee – Comptes du commerce

Encadré 4 : Estimation du nombre de grandes surfaces

Le nombre de grandes surfaces alimentaires et non alimentaires est estimé pour 85 % à partir des fichiers issus de la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) ; le fichier de 2017 donnant une photographie du parc début 2017 est utilisé en premier lieu. Cette taxe ne s'appliquant que sous certaines conditions d'imposition, le fichier n'est pas tout à fait exhaustif. Il est complété par le répertoire Sirene, les données DADS agrégées au niveau établissements, l'enquête Point de vente 2014 et les "contours de réseaux" constitués à la division Commerce de l'Insee.

Les chiffres dans les tableaux 3 et 4, présentés selon la région d'implantation du magasin, doivent être considérés comme des estimations.

Le nombre d'hypermarchés, de supermarchés, de hard-discount et l'ensemble des grandes surfaces non alimentaires a été rapporté à la population par département pour obtenir les cartes qui représentent la densité en nombre de magasins pour 100 000 habitants. Le nombre de salariés des GSA et GSNA pour 100 000 habitants est cartographié pour prendre en compte l'hétérogénéité de la taille des magasins dans le calcul de la densité en grandes surfaces.

Tableau 3 : Nombre de grandes surfaces alimentaires par région

Régions	Total	Nombre de grandes surfaces alimentaires			
		Hypermarchés	Supermarchés	Hard Discount	"Magasins multicommerces"
Auvergne-Rhône-Alpes	1 372	222	754	368	28
Bourgogne-Franche-Comté	687	124	343	213	7
Bretagne	706	182	349	164	11
Centre-Val de Loire	504	95	262	141	6
Corse	68	13	55	n.s	n.s
DOM	220	31	189	n.s	n.s
Grand Est	1 231	211	535	476	9
Hauts-de-France	1 321	191	576	542	12
Île-de-France	1 930	200	1 239	360	131
Normandie	699	130	321	242	6
Nouvelle-Aquitaine	1 249	254	646	337	12
Occitanie	1 220	208	590	401	21
Pays de la Loire	660	193	294	165	8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	918	114	498	282	24
Total	12 785	2 168	6 651	3 691	275

Sources : Tascom, Sirene, DADS, Calculs Insee
n.s : non significatif

Tableau 4 : Nombre de grandes surfaces non alimentaires par région

Régions	Total	dont : nombre de grandes surfaces non alimentaires en :					
		Habillem [†]	Meuble	Bricolage	Jardinerie	Sport	Chaussure
Auvergne-Rhône-Alpes	2 114	345	278	246	157	187	138
Bourgogne-Franche-Comté	920	132	116	123	87	59	62
Bretagne	1 050	205	167	117	94	76	41
Centre-Val de Loire	720	111	92	97	71	46	54
Corse	73	7	12	16	n.s	4	n.s
DOM	253	46	36	53	n.s	22	n.s
Grand Est	1 538	273	197	159	109	104	112
Hauts-de-France	1 521	294	179	143	161	99	113
Île-de-France	2 048	622	216	163	111	128	116
Normandie	915	195	122	131	70	54	41
Nouvelle-Aquitaine	1 729	292	231	252	152	140	101
Occitanie	1 528	250	186	222	116	135	91
Pays de la Loire	1 091	184	169	143	104	80	56
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 068	197	156	107	64	108	57
Total	16 568	3 153	2 157	1 972	1 310	1 242	988

Sources : Tascom, Sirene, DADS, Calculs Insee
n.s : non significatif

CHAPITRE III : LE COMMERCE ET LA REPARATION D'AUTOMOBILES

Le bilan 2017 est à nouveau très positif **pour le commerce et la réparation d'automobiles** dont les ventes en volume augmentent de 5,1 % (après + 6,5 % en 2016, + 3,8 % en 2015). Ces trois années favorables font suite à trois années de baisse de l'activité. Les ventes du secteur progressent en valeur de 5,9 % en 2017 **pour atteindre 128,6 milliards d'euros**.

Le **commerce de véhicules automobiles** tire l'ensemble du commerce et de la réparation automobile : ses ventes progressent à nouveau (+ 5,2 % en volume en 2017, après + 7,5 % en 2016).

Les ventes du **commerce de détail d'équipements automobiles** augmentent de 10,1 % en volume.

Les prix repartent à la hausse en 2017 (+0,8 % après -0,2 %), après une baisse en 2016, inédite depuis au moins le début des années 2000⁶¹.

1 - La reprise du commerce de véhicules automobiles se confirme

La reprise du **commerce de véhicules automobiles** se confirme depuis 2014. Toutefois, les ventes de véhicules ralentissent légèrement (+ 5,2 % en volume, après + 7,5 % en 2016). Les immatriculations de voitures particulières neuves sont plus nombreuses de 4,8 % en moyenne annuelle en 2017⁶². En outre, celles de véhicules utilitaires neufs bondissent de 7,0 %.

Comparée à 2016, la répartition des ventes est globalement stable selon la gamme (économique inférieure, moyenne supérieure et supérieure et luxe)⁶³. Selon les types de carrosserie, les véhicules tout terrain/tout chemin continuent de gagner des parts de marché. Ils représentent 32 % des ventes en 2017 (+ 4 points).

En 2017, les groupes français profitent de l'expansion du marché au détriment des groupes étrangers (+ 6,7 % contre + 2,4 %, pour les voitures particulières neuves).

En 2017, les véhicules diesel continuent de perdre du terrain et ne représentent plus que 47 % du marché (contre 52 % en 2016 et 73 % en 2012), du fait de l'alignement des fiscalités entre diesel et essence. Les véhicules hybrides ne représentent encore que 3,9 % des immatriculations (2,9 % en 2016).

Les ventes de voitures d'occasion sont nettement plus importantes que celles de voitures neuves, puisqu'il s'échange environ 3 véhicules d'occasion pour une voiture neuve vendue. Mais les transactions de voitures anciennes sont principalement réalisées par les ménages et ne transitent pas par un circuit de commercialisation.

2 - Bilan toujours positif dans l'entretien-réparation et dans l'équipement automobile de détail

Les ventes d'entretien et de réparation automobile ralentissent en 2017 (+ 2,9 % en volume, après + 4,3 % en 2016). Elles augmentent de 4,4 % en valeur (+ 3,9 % en 2016). Ces deux années de croissance font suite à sept années consécutives de baisse d'activité.

L'activité du **commerce de détail d'équipements automobiles** connaît un essor important avec un accroissement des ventes de 10,1 % en volume.

Les professionnels classés dans le **commerce de détail d'équipements automobiles** (centres-autos) sont souvent au croisement de la distribution de pièces et de la pose et l'entretien des véhicules les plus anciens, alors que l'entretien-réparation des véhicules de moins de deux ans est essentiellement réalisé par les entreprises des réseaux constructeurs, classées plus souvent dans le secteur du commerce de véhicules automobiles.

⁶¹ Depuis le début des séries des comptes du commerce

⁶² Données du Service de la donnée et des études statistiques du ministère de la Transition Écologique et Solidaire, Sdes

⁶³ Comité des constructeurs français automobiles (CCFA)

3 - Les ventes de motocycles continuent de progresser

Le secteur du commerce et de la réparation de motocycles continue sa progression (+ 2,7 % en volume, après + 4,1 % en 2016). Avec le passage à la norme anti-pollution Euro4 au 1^{er} janvier 2017, un afflux d'immatriculations d'Euro3 a été enregistré fin 2016. Si l'Euro4 est définitivement imposé aux véhicules neufs le 1^{er} janvier 2017, les constructeurs pourront encore vendre des machines Euro3 jusqu'au 31 décembre 2018, ce qui a permis à de nombreux consommateurs d'anticiper une réglementation plus contraignante sur les émissions de CO₂. Ainsi, les ventes ont poursuivi leur augmentation jusqu'en novembre 2017 puis se sont stabilisées en décembre⁶⁴.

Encadré : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation automobile

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations.

Les évolutions des ventes au détail présentées pour l'année 2016 et 2017 sont susceptibles d'être révisées. Elles sont issues de la version semi-définitive ou provisoire de la consommation commercialisable et des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA. Par construction, le traitement des restructurations pour ces indices au moment des évaluations provisoires diffère légèrement du traitement effectué *in fine* sur les déclarations fiscales.

Les évolutions de 2015 sont **définitives**. Elles reprennent les chiffres d'affaires calculés par l'Insee à partir des déclarations fiscales des entreprises et de leur réponse à l'Enquête structurelle annuelle (Esa).

Du fait du passage à la base 2014 des comptes nationaux, les données 2015 ont été exceptionnellement révisées en évolution à l'occasion de ce rapport (changement de base), et les niveaux ont également été révisés.

Évolution des ventes du commerce et de la réparation d'automobiles (données provisoires et révisées)

		2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rapport de juin 2018 (base 2014)	en valeur	- 4,3	- 2,0	+ 1,0	+ 4,5 (def)	+ 6,3 (sd)	+ 5,9 (p)
	en volume	- 6,3	- 3,4	- 0,4	+ 3,8 (def)	+ 6,5 (sd)	+ 5,1 (p)
Rapport de décembre 2017 (base 2010)	en valeur	- 4,3	- 2,0	+ 1,0	+ 4,4 (def)	+ 6,5 (p)	
	en volume	- 6,3	- 3,4	- 0,4	+ 3,5 (def)	+ 6,6 (p)	
Rapport de juin 2017 (base 2010)	en valeur	- 4,3	- 2,0	+ 1,0	+ 4,6 (sd)	+ 6,5 (p)	
	en volume	- 6,3	- 3,4	- 0,4	+ 3,8 (sd)	+ 6,7 (p)	
Rapport de décembre 2016 (base 2010)	en valeur	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,0	+ 4,7 (p)		
	en volume	- 6,3	- 3,4 (def)	- 0,4	+ 3,8 (p)		
Rapport de juin 2016 (base 2010)	en valeur	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,4 (sd)	+ 4,6 (p)		
	en volume	- 6,3	- 3,4 (def)	+ 0,0 (sd)	+ 3,7 (p)		
Rapport de décembre 2015 (base 2010)	en valeur	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,4 (p)			
	en volume	- 6,3	- 3,4 (def)	- 0,1 (p)			
Rapport de juin 2015 (base 2010)	en valeur	- 4,3 (def)	- 1,9 (sd)	+ 1,6 (p)			
	en volume	- 6,3 (def)	- 3,2 (sd)	+ 0,1 (p)			
Rapport de décembre 2014 (base 2010)	en valeur	- 4,3 (def)	- 2,0 (p)				
	en volume	- 6,3 (def)	- 3,3 (p)				
Rapport de juin 2014 (base 2010)	en valeur	- 4,6 (sd)	- 1,9 (p)				
	en volume	- 6,6 (sd)	- 3,3 (p)				

(def) données définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires

Tableau 1 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles T.T.C., évolution en volume et en valeur

Activités	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant 2017p	
	2015	2016sd	2017p	2015	2016sd	2017p	en Md€	en %
Commerce de véhicules automobiles	6,4	7,5	5,2	7,2	7,3	5,9	92,0	71,6
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-0,4	4,3	2,9	-0,5	3,9	4,4	22,1	17,1
Commerce de gros d'équipements automobiles	0,5	2,9	7,1	2,1	2,4	7,0	1,9	1,5
Commerce de détail d'équipements automobiles	-5,6	4,0	10,1	-4,4	3,4	9,8	8,7	6,7
Commerce et réparation de motocycles	-3,7	4,1	2,7	-3,6	4,8	4,2	4,0	3,1
ENSEMBLE COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	3,8	6,5	5,1	4,5	6,3	5,9	128,6	100,0

p : provisoire ; sd : semi-définitif

Source : Insee - Comptes du commerce

⁶⁴ Données du site Internet.Motoservices.com

CHAPITRE IV : DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

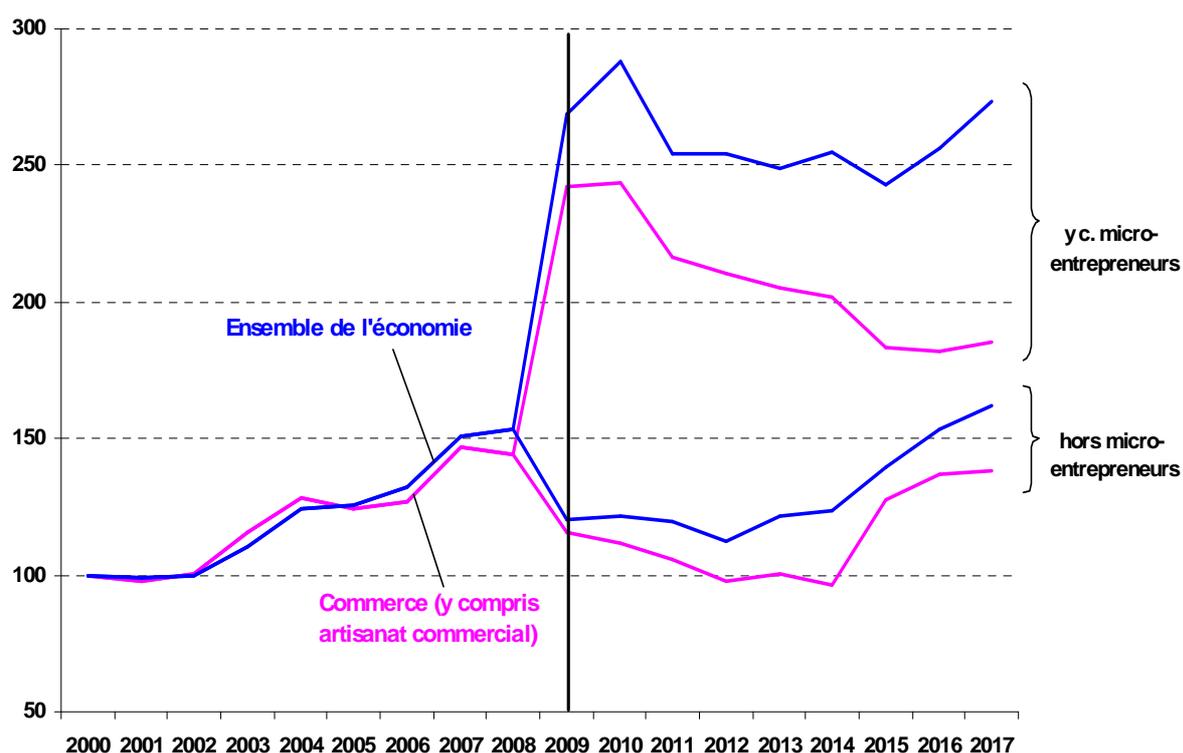
Après six années de repli, les créations d'entreprises⁶⁵ dans le commerce repartent timidement à la hausse en 2017 dans un contexte général de croissance soutenue des créations. Stables dans le commerce de détail, elles progressent dans le commerce et la réparation d'automobiles et le commerce de gros.

Les immatriculations de micro-entrepreneurs⁶⁶ cessent de chuter deux ans après la réforme du régime de l'auto-entrepreneur et croissent légèrement, excepté dans le commerce et la réparation d'automobiles.

Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises progressent également modérément, freinées par le recul du commerce de détail. Les créations d'entreprises individuelles se stabilisent après deux années de forte croissance. Les créations de sociétés par actions simplifiées (SAS et SASU) continuent à se développer dans tous les secteurs du commerce au détriment des créations de sociétés et entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (SARL et EURL), de moins en moins nombreuses.

Pour la quatrième année consécutive, les défaillances d'entreprises régressent en 2017 dans les secteurs commerciaux.

Graphique 1 : Créations d'entreprises de 2000 à 2017 (base 100 en 2000)



Champ : France entière

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

⁶⁵ Les créations d'entreprises correspondent aux immatriculations des unités légales au répertoire Sirene.

⁶⁶ Le régime du micro-entrepreneur succède au régime de l'auto-entrepreneur depuis la mise en application le 19 décembre 2014 des dispositions de la loi Pinel du 18 juin 2014.

1 - Hausse timide des créations d'entreprises dans le commerce

1.1 - Les créations d'entreprises commerciales restent à la traîne

Au 31 décembre 2016, la France compte 4,5 millions d'entreprises, dont 848 000 entreprises commerciales et 45 000 entreprises d'artisanat commercial.

Après six années consécutives de baisse, les créations d'entreprises dans le commerce repartent à la hausse en 2017 : 100 800 entreprises sont créées dans les secteurs du commerce et de l'artisanat commercial après 99 300 en 2016 (+ 1,6 %). Mais cette hausse reste timide dans un contexte général de croissance des créations (+ 6,7% dans l'ensemble de l'économie) et le commerce fait partie, comme lors des années précédentes, des secteurs les moins dynamiques. En 2017, le commerce perd son rang habituel de premier secteur en nombre de créations au profit des activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Au sein du commerce, les créations d'entreprises sont stables dans le commerce de détail et progressent dans les autres secteurs. La hausse est la plus marquée dans le commerce de gros (+ 5,2 %).

Tableau 1 : Créations d'entreprises y compris micro-entrepreneurs, évolution (en %) et nombre

Secteurs	2013	2014	2015	2016	2017	Nombre de créations en 2017
Commerce de détail	- 3,6	- 2,1	- 13,1	- 2,3	0,0	58 500
Commerce de gros	- 2,7	- 5,2	- 0,6	2,4	5,2	23 400
Commerce et réparation d'automobiles	3,1	4,9	- 4,9	1,2	2,3	16 700
Commerce	- 2,5	- 1,7	- 9,3	- 0,7	1,6	98 600
Artisanat commercial	6,0	6,0	- 6,7	- 0,8	3,3	2 200
Commerce et artisanat commercial	- 2,3	- 1,6	- 9,2	- 0,7	1,6	100 800
Ensemble de l'économie française	- 2,1	2,3	- 4,7	5,5	6,7	591 300

Champ : France entière

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

1.2 - Les immatriculations de micro-entrepreneurs ne chutent plus

Après deux années de forte chute, les immatriculations de micro-entrepreneurs dans le commerce renouent avec une légère croissance en 2017 (+ 2,4 %) et ne tirent plus les créations d'entreprises à la baisse. Ces immatriculations continuent à reculer dans le commerce et la réparation d'automobiles mais repartent à la hausse dans le commerce de gros et dans le commerce de détail, sous l'impulsion des intermédiaires du commerce de gros (+ 22 %) et de la vente à distance (+ 51 %). La baisse se poursuit en revanche dans le commerce de détail sur éventaires et marchés (- 15 %)

Tableau 2 : Immatriculations de micro-entrepreneurs, évolution (en %) et nombre

Secteurs	2013	2014	2015	2016	2017	Nombre de créations en 2017
Commerce de détail	- 6,3	- 1,8	- 51,3	- 14,9	3,5	18 200
Commerce de gros	- 10,2	9,4	- 25,9	- 33,0	12,9	3 100
Commerce et réparation d'automobiles	- 5,3	5,7	- 40,3	- 20,8	- 8,8	3 900
Commerce	- 6,6	0,4	- 47,1	- 18,4	2,4	25 200
Artisanat commercial	- 0,2	24,8	- 42,6	- 20,9	- 7,8	200
Commerce et artisanat commercial	- 6,5	0,6	- 47,0	- 18,4	2,3	25 400
Ensemble de l'économie française	- 10,6	3,1	- 21,2	- 0,3	8,5	241 800

Champ : France entière

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

La part des immatriculations de micro-entrepreneurs dans les créations d'entreprises du commerce se stabilise en 2017 à 25 % après avoir atteint 53 % en 2014. La réforme du régime de l'auto-entrepreneur par la loi Pinel fin 2014 pourrait expliquer en grande partie la chute des immatriculations constatée en 2015 et 2016 et la baisse de leur part au sein des créations d'entreprise. En effet, le régime de la micro-entreprise impose des obligations nouvelles, dont celle de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers pour les artisans⁶⁷, ou encore d'avoir un compte bancaire dédié à l'activité professionnelle. Il supprime également des exonérations de taxes dont bénéficiaient auparavant les auto-entrepreneurs (cotisation foncière des entreprises et taxe pour frais de chambre consulaire).

1.3 - Des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs en faible croissance

Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises dans le commerce et l'artisanat commercial ne s'accroissent que de 1,4 % en 2017, moins rapidement que dans l'ensemble de l'économie (+ 5,5 %). Freinée par le commerce de détail, tiré à la baisse par le commerce sur éventaires et marchés, la progression des créations d'entreprises commerciales classiques est soutenue par le commerce et la réparation d'automobiles et le commerce de gros.

Tableau 3 : Créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs, évolution (en %) et nombre

Secteurs	2013	2014	2015	2016	2017	Nombre de créations en 2017
Commerce de détail	1,0	- 2,7	47,8	4,3	- 1,6	40 300
Commerce de gros	- 0,3	- 9,4	8,1	10,8	4,2	20 300
Commerce et réparation d'automobiles	14,7	4,1	35,8	12,3	6,2	12 800
Commerce	2,3	- 4,0	33,2	7,2	1,3	73 400
Artisanat commercial	7,7	1,1	4,9	2,7	4,8	2 000
Commerce et artisanat commercial	2,4	- 3,9	32,2	7,1	1,4	75 400
Ensemble de l'économie française	8,6	1,5	12,9	9,8	5,5	349 500

Champ : France entière

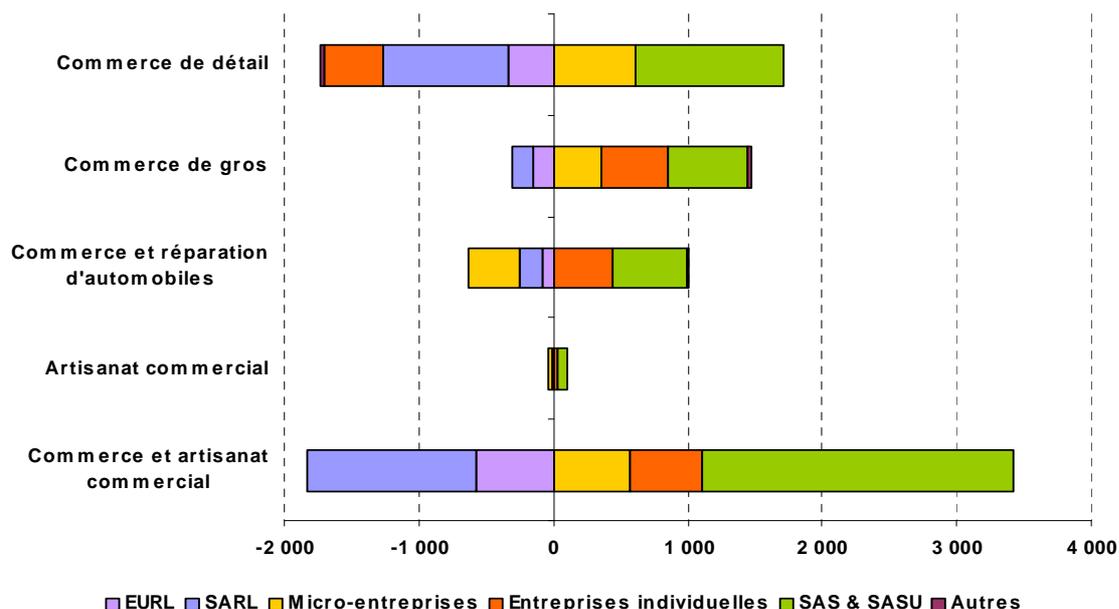
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Un peu plus d'un tiers (37 %) des entreprises créées dans le commerce en 2017 sont des entreprises individuelles classiques, contre 14 % en 2014. La substitution de la création d'entreprises individuelles classiques à l'immatriculation de micro-entrepreneurs, massive en 2015 après les réformes introduites par la loi Pinel, se stabilise en 2017. Après avoir doublé en 2015 dans le commerce (et presque triplé dans le commerce de détail), les créations d'entreprises individuelles classiques ne progressent plus que de 1 % en 2017 après 10 % en 2016. Elles reculent même légèrement dans le commerce de détail (- 2 %), particulièrement dans le commerce sur éventaires et marchés (- 8 %).

Les créations de sociétés par actions simplifiées (SAS et SASU) continuent à progresser (+ 11 % après + 23 % en 2016). Cette forme juridique remporte un succès toujours croissant avec 23 % de l'ensemble des créations d'entreprises en 2017 contre 17 % en 2015 et seulement 1 % en 2008. Ce succès, dû notamment aux règles juridiques plus souples dont bénéficient ces sociétés, se fait au détriment des créations de sociétés et entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (SARL et EURL), aux statuts plus contraignants, en baisse de 11 % en 2017 comme en 2016. Ces dernières ne représentent que 14 % des créations d'entreprises commerciales en 2017 contre 44 % en 2008.

⁶⁷ Les artisans ont également obligation de suivre un stage préalable à l'installation.

Graphique 2 : Variations du nombre de créations d'entreprises selon la catégorie juridique entre 2016 et 2017



Champ : France entière

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Lecture : En 2017, il y a eu 600 micro-entreprises créées de plus qu'en 2016 dans le commerce et l'artisanat commercial.

2 - Les défaillances d'entreprises à nouveau moins fréquentes en 2017

Encadré 1 : Définition des défaillances

La notion de défaillance ne doit pas être confondue avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise). Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Pour la quatrième année consécutive, les défaillances d'entreprises reculent en 2017 dans le commerce (- 4 %), un peu moins que dans l'ensemble de l'économie (- 6 %). 12 000 entreprises commerciales ont fait défaut en 2017 (14 100 en 2013).

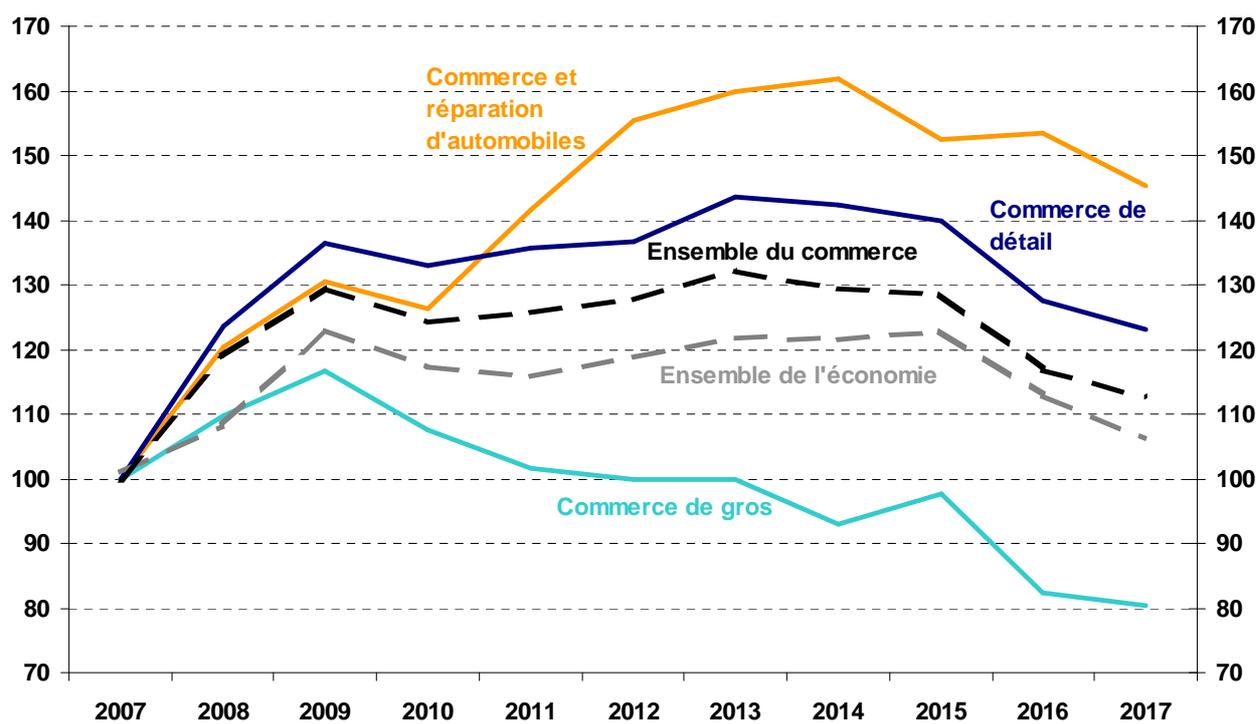
Les défaillances diminuent dans les trois secteurs commerciaux. Elles se replient significativement chez les intermédiaires du commerce de gros et dans le commerce de détail spécialisé non alimentaire. Elles progressent en revanche chez les détaillants du commerce alimentaire spécialisé.

Tableau 4 : Défaillances d'entreprises en date de jugement, évolution (en %) et nombre

Secteurs	2013	2014	2015	2016	2017	Défaillances en 2017
Commerce de détail	5,0	- 0,8	- 1,8	- 8,8	- 3,4	7 400
Commerce de gros	- 0,1	- 7,0	5,1	- 15,7	- 2,6	2 600
Commerce et réparation d'automobiles	2,8	1,3	- 5,8	0,7	- 5,4	2 000
Total commerce	3,4	- 1,9	- 0,9	- 9,0	- 3,6	12 000
Ensemble de l'économie française	2,4	- 0,2	1,0	- 8,0	- 5,8	54 600

Source : Banque de France

Graphique 3 : Défaillances d'entreprises de 2007 à 2017 (base 100 en 2007)



Source : Banque de France

CHAPITRE V : EMPLOI ET SALAIRES

En 2017, 3,6 millions de personnes⁶⁸ travaillent dans les secteurs commerciaux⁶⁹. Parmi eux, un peu plus de cinq sur six sont salariés.

La hausse des effectifs salariés entamée en 2015 se poursuit en 2017. L'emploi salarié dans le commerce augmente de 0,8 % entre décembre 2016 et décembre 2017. Pour la première fois depuis 2002, les effectifs s'accroissent dans les trois secteurs commerciaux. Cette progression est cependant, comme en 2016, moins soutenue que celle de l'emploi salarié de l'ensemble du tertiaire marchand. Si le commerce de détail est un peu moins dynamique en 2017 qu'en 2015 et 2016, la reprise du commerce et de la réparation d'automobiles se confirme et le commerce de gros accroît ses effectifs salariés pour la première fois depuis 2011.

Le commerce continue à augmenter son recours à l'intérim en 2017, mais bien moins fortement que les deux années précédentes. Le nombre d'intérimaires atteint 66 000 fin 2017. Il progresse dans les trois secteurs commerciaux.

Les effectifs non salariés du commerce se contractent à nouveau en 2015 après avoir déjà reculé en 2013 et en 2014. Parmi les non-salariés, le nombre de micro-entrepreneurs continue à croître, mais à un rythme qui se ralentit nettement en 2015 après la réforme du régime de l'auto-entrepreneuriat. Fin 2015, l'emploi non salarié du commerce est estimé à 440 200 personnes, dont un quart sont micro-entrepreneurs.

Dans le commerce, la structure de l'emploi est assez comparable à celle de l'ensemble de l'économie, mais elle est très différenciée selon le secteur. Dans le commerce de gros, la part des non-salariés est plus faible, les actifs y sont plus qualifiés et plus âgés. Le commerce de détail se singularise par une proportion plus importante de femmes et davantage d'emplois à temps partiel, l'artisanat commercial par des actifs plus jeunes et moins qualifiés. Le commerce et la réparation d'automobiles emploie principalement des hommes.

Si neuf salariés du commerce sur dix sont en CDI, les plus jeunes et les femmes sont plus souvent en contrat court et à temps partiel.

Le travail le samedi est très répandu dans l'artisanat commercial et le commerce de détail, mais le travail dominical reste très minoritaire, excepté dans un petit nombre de secteurs.

Parmi les actifs employés à temps partiel du commerce, un sur trois souhaiterait travailler plus.

Les rémunérations des salariés sont un peu moins élevées en 2015 dans le commerce que dans les autres secteurs. Le salaire brut horaire moyen s'élève à un peu moins de 18 euros de l'heure. Au sein des secteurs du commerce, il est plus élevé dans le commerce de gros. Les hommes, quelle que soit la catégorie professionnelle, perçoivent un salaire horaire moyen supérieur à celui des femmes.

Avertissement sur les sources : les sources statistiques exploitées dans ce chapitre sont d'origines diverses et ne sont pas toutes disponibles aux mêmes dates.

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié pour le secteur privé sont élaborées par l'INSEE à partir des déclarations de cotisations sociales des entreprises aux URSSAF. Elles sont diffusées par l'INSEE deux mois et demi après la fin du trimestre.

L'emploi intérimaire trimestriel, évalué depuis 2017 à partir de la DSN (déclaration sociale nominative), est publié par le ministère du Travail (DARES) deux mois et demi après la fin du trimestre.

L'estimation de l'emploi non salarié annuel (hors agriculture) est réalisée par l'INSEE⁷⁰ à partir de données fournies par l'ACOSS⁷¹. L'estimation de l'emploi non salarié de l'année N est disponible à la fin de l'année N+2.

Les statistiques sur les salaires sont élaborées par l'INSEE en exploitant les DADS (déclarations annuelles de données sociales) puis, à partir de 2016, la DSN. Les données de l'année N sont disponibles au second semestre de l'année N+2.

⁶⁸ En France hors Mayotte

⁶⁹ Ensemble des établissements classés dans le commerce hors artisanat commercial

⁷⁰ Base non-salariés, Estel (Estimations d'emploi localisées)

⁷¹ Agence centrale des organismes de sécurité sociale

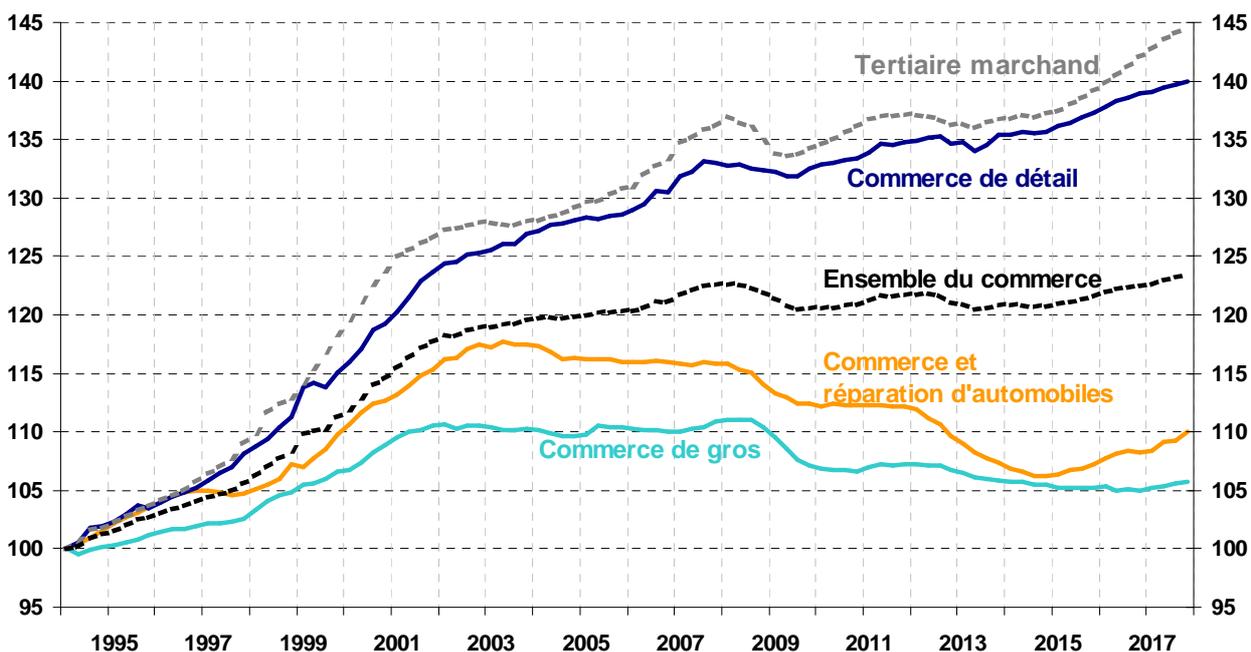
1 - La croissance de l'emploi salarié du commerce se poursuit en 2017

3,1 millions de salariés travaillent dans le commerce hors artisanat commercial fin 2017, soit 20 % des salariés de l'ensemble des secteurs principalement marchands⁷². Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et près d'un tiers dans le commerce de gros.

La hausse de l'emploi salarié du commerce se poursuit en 2017 au même rythme que les deux années précédentes. Le secteur gagne ainsi 25 900 emplois salariés en 2017, soit + 0,8 %, et 70 400 emplois salariés depuis 2015.

L'emploi salarié commercial est cependant moins dynamique que celui du tertiaire marchand (+ 1,5 %) et, contrairement à l'ensemble des secteurs marchands, n'accélère pas en 2017.

Graphique 1 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (base 100 au 1er trimestre 1994)



Champ : France (hors Mayotte)
Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi salarié est bien orienté en 2017 dans les trois secteurs du commerce, ce qui ne s'était plus produit depuis 2002. Il ralentit dans le commerce de détail, qui ne tire plus la hausse à lui seul, rebondit dans le commerce de gros et accélère dans le commerce et la réparation d'automobiles.

Les effectifs du commerce de détail continuent à croître mais à un rythme moins rapide, avec une hausse de 0,7 % (+ 13 300 salariés) après + 1,2 % en 2015 et en 2016.

L'emploi salarié du commerce de gros progresse en revanche pour la première fois depuis 2011 (+ 0,7 % et + 6 400 salariés) après avoir perdu 54 000 salariés depuis fin 2007.

La reprise de l'emploi salarié dans le commerce et la réparation d'automobiles initiée en 2015 s'amplifie en 2017 avec une croissance de 1,6 % et un gain de 6 100 salariés. Le secteur avait auparavant perdu près de 10 % de ses salariés entre 2002 et 2014.

⁷² Les secteurs principalement marchands excluent l'agriculture ainsi que l'administration publique, l'enseignement (public et privé), la santé humaine et l'action sociale (publiques et privées).

Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim au 31/12 (en milliers) et part (en %)

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	Part en 2017 (en %)
Commerce de détail	1 733	1 737	1 758	1 778	1 792	11
Commerce de gros	969	965	963	962	968	6
Commerce et réparation d'automobiles	371	367	371	374	380	2
Total commerce	3 073	3 069	3 092	3 114	3 140	20
Tertiaire marchand	11 002	11 044	11 145	11 299	11 469	72
Secteurs principalement marchands⁷³	15 662	15 623	15 654	15 769	15 970	100

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017(p)	variation en 2017 (en milliers)
Commerce de détail	0,5	0,2	1,2	1,2	0,7	14
Commerce de gros	- 0,8	- 0,4	- 0,2	- 0,2	0,7	6
Commerce et réparation d'automobiles	- 2,0	- 1,1	1,0	0,9	1,6	6
Total commerce	- 0,2	- 0,1	0,7	0,7	0,8	26
Tertiaire marchand	0,1	0,4	0,9	1,4	1,5	170
Secteurs principalement marchands	- 0,4	- 0,2	0,2	0,7	1,3	201

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

2 - L'intérim progresse moins rapidement en 2017

Comme l'ensemble du tertiaire marchand, le commerce emploie 2 % de ses salariés en intérim, soit 66 000 intérimaires fin 2017. Ce recours à l'intérim est modéré comparativement à l'industrie dans laquelle près de 9 % des salariés sont intérimaires. Un peu plus de la moitié des intérimaires du commerce sont employés par le commerce de gros. Le taux de recours plus élevé de ce secteur à l'intérim (3,6 % fin 2017) est lié à la plus forte volatilité de son activité.

Tableau 3 : Nombre d'intérimaires au 31/12 (en milliers) et part (en %)

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	Part en 2017 (en %)
Commerce de détail	19,3	19,5	21,3	23,5	24,4	3
Commerce de gros	29,4	29,4	31,1	34,5	36,0	5
Commerce et réparation d'automobiles	3,3	3,7	4,3	5,3	5,5	1
Total commerce	51,9	52,6	56,7	63,3	66,0	9
Tertiaire marchand	179,6	185,6	208,5	250,0	281,1	39
Secteurs principalement marchands	523,3	521,5	574,7	669,6	724,3	100

Champ : France hors Mayotte

Source : Dares

⁷³ Hors intérim

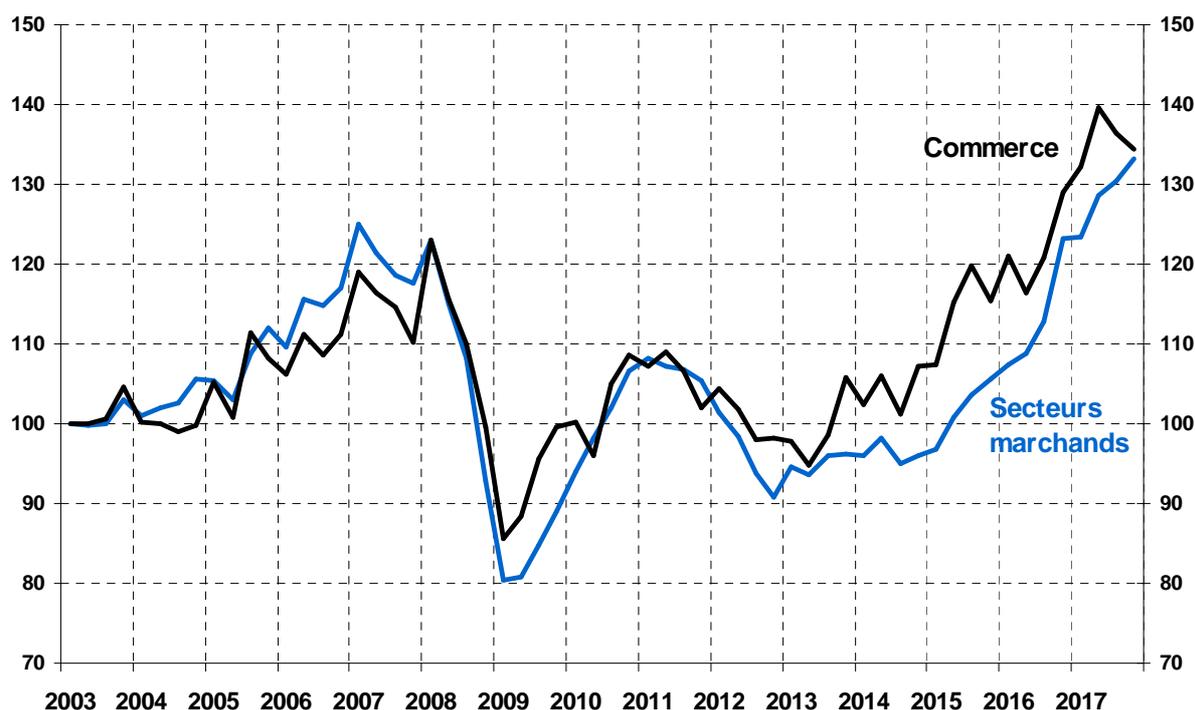
Le nombre d'intérimaires continue à progresser dans le commerce en 2017 (+ 4,2 %) à un rythme cependant moins élevé qu'en 2015 et 2016 du fait d'une baisse des effectifs au deuxième semestre. Les trois secteurs du commerce emploient au total 2 600 intérimaires supplémentaires fin 2017 (6 500 fin 2016). Depuis fin 2012, 17 800 intérimaires de plus (+ 37 %) sont employés par le commerce et 230 800 par l'ensemble des secteurs marchands (+ 47 %).

Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	variation en 2017 (en milliers)
Commerce de détail	12,4	1,2	9,3	10,1	3,9	0,9
Commerce de gros	5,6	0,3	5,5	11,1	4,4	1,5
Commerce et réparation d'automobiles	2,6	11,2	17,3	24,0	4,3	0,2
Total commerce	7,8	1,3	7,7	11,7	4,2	2,6
Tertiaire marchand	6,3	3,4	12,3	19,9	12,4	31,1
Secteurs principalement marchands	6,1	- 0,4	10,2	16,5	8,2	54,7

Champ : France hors Mayotte
Source : Dares

Graphique 2 : Effectif intérimaire trimestriel (base 100 au 1er trimestre 2003)



Champ : France hors Mayotte
Source : Dares

3 - L'emploi non salarié se contracte à nouveau en 2015

3.1 - Le commerce perd 8 600 non-salariés

Fin 2015⁷⁴, l'emploi non salarié du commerce est estimé à 440 200 personnes. Les effectifs diminuent de 1,9 %, soit 8 600 emplois, par rapport à fin 2014 (après - 1,3 % entre fin 2014 et fin 2013). Cette baisse est plus marquée que celle de l'emploi non salarié de l'ensemble du tertiaire marchand. Au sein du commerce, le commerce de détail recule plus fortement. Seul le commerce et la réparation d'automobiles enregistre une légère hausse.

Tableau 5 : Effectifs non salariés au 31/12 (en milliers) et évolution (en %)

Secteurs d'activité	2014	2015	2015/2014
Agriculture	426,6	418,0	- 2,0
Industrie	147,9	146,6	- 0,9
Construction	334,1	329,4	- 1,4
Tertiaire marchand	1 431,0	1 427,5	- 0,2
dont : Commerce	448,8	440,2	- 1,9
dont : Commerce de détail	315,2	307,4	- 2,5
Commerce de gros	73,0	72,0	- 1,3
Commerce et réparation d'automobiles	60,7	60,8	0,2
Tertiaire non marchand	498,4	526,1	5,6
Emploi non salarié total	2 838,0	2 847,7	0,3

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi localisées, base non salariés

Avertissement : Les estimations d'emploi non salarié sont désormais fournies pour la France entière (hors Mayotte) et non plus sur le champ de la France métropolitaine.

3.2 - La progression du nombre de micro-entrepreneurs continue à s'effriter en 2015

Depuis la création du régime de l'auto-entrepreneur⁷⁵, devenu à partir de fin 2014 celui du micro-entrepreneur, les effectifs des micro-entrepreneurs actifs⁷⁶ du commerce progressent fortement. Ils sont 112 100 fin 2015. Près de six micro-entrepreneurs sur dix exercent dans le commerce de détail hors magasin.

En 2015, le nombre de micro-entrepreneurs du commerce continue à croître alors que l'ensemble de l'emploi non salarié du secteur recule. Cette progression de 4,3 % (+ 4 600) est cependant moins soutenue qu'en 2014 (+ 6,9 %) et qu'en 2013 (+ 15,7 %). Les nouvelles immatriculations de micro-entrepreneurs ont en effet sévèrement chuté en 2015⁷⁷ (- 47 %), ce qui pourrait s'expliquer par les obligations nouvelles imposées par le régime du micro-entrepreneur à compter de l'entrée en vigueur de la loi Pinel fin 2014.

La croissance du nombre de micro-entrepreneurs reste plus rapide dans le commerce de gros (au sein des intermédiaires du commerce principalement) et le commerce et la réparation d'automobiles.

⁷⁴ Les données d'emploi non salarié ne font pas l'objet d'une estimation conjoncturelle et sont donc disponibles plus tardivement que les données d'emploi salarié

⁷⁵ Régime mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009. La loi Pinel du 18 juin 2014 entrée en vigueur le 19 décembre 2014 réforme ces dispositions et réalise la fusion du régime de l'auto-entrepreneur avec celui du micro-entrepreneur. On continue à utiliser l'appellation d'auto-entrepreneur lorsque l'immatriculation précède 2015.

⁷⁶ Ne sont comptabilisés ici que les micro-entrepreneurs présumés actifs. Un micro-entrepreneur est considéré comme économiquement actif s'il a déclaré un chiffre d'affaires strictement positif sur l'année ou, pour un micro-entrepreneur nouvellement affilié, au cours des 4 trimestres suivant son assujettissement, soit éventuellement l'année suivante.

⁷⁷ Cf tableau 2 page 51

Tableau 6 : Effectifs non salariés micro-entrepreneurs actifs au 31/12 (en milliers) et évolution (en %)

Secteurs d'activité	2014	2015	2015/2014
Commerce de détail	83,5	86,0	3,0
Commerce de gros	12,6	13,7	9,1
Commerce et réparation d'automobiles	11,4	12,4	8,9
Total commerce	107,4	112,1	4,3

Champ : France hors Mayotte
Source : Insee, base non-salariés

Sept ans après la création du régime de l'auto-entrepreneur, les micro-entrepreneurs représentent fin 2015 un quart des non-salariés du commerce, et 28 % des non-salariés du commerce de détail.

Tableau 7 : Part des micro-entrepreneurs actifs au sein des non-salariés (en %)

Secteurs d'activité	2014	2015
Commerce de détail	26	28
Commerce de gros	17	19
Commerce et réparation d'automobiles	19	20
Total commerce	24	25

Champ : France hors Mayotte
Source : Insee, estimations d'emploi localisées, base non-salariés

4 - Une structure d'emploi très contrastée selon le secteur

Environ 3,8 millions de personnes travaillent dans le commerce et l'artisanat commercial⁷⁸. Ces salariés et non salariés représentent un cinquième des actifs occupés de l'ensemble des secteurs principalement marchands.

4.1 - 14 % des actifs occupés du commerce sont non-salariés

Parmi les actifs occupés du commerce, 14 % sont des non-salariés en 2017. L'artisanat commercial se distingue par une part élevée de non-salariés. Les non-salariés sont également proportionnellement plus nombreux dans le commerce et la réparation d'automobiles et le commerce de détail que dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Ils sont moins présents en revanche dans le commerce de gros (tableau 8).

Tableau 8 : Part des salariés et non-salariés dans le commerce et l'artisanat commercial (en %)

Secteurs d'activité	Salariés	Non salariés
Artisanat commercial	81	19
Commerce de détail	84	16
Commerce de gros	91	9
Commerce et réparation d'automobiles	83	17
Total commerce	86	14
Secteurs principalement marchands	87	13
Ensemble de l'économie	88	12

Champ : France hors Mayotte
Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

⁷⁸ Dans cette partie, l'artisanat commercial est inclus, contrairement aux parties précédentes.

4.2 - De fortes disparités sectorielles dans la répartition des actifs occupés

Globalement, la composition des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial par sexe, âge et catégorie socio-professionnelle ne diffère que peu de celle observée dans l'ensemble de l'économie. À l'inverse, les disparités sont fortes au sein des différents secteurs du commerce.

Parmi les actifs occupés de l'artisanat commercial et du commerce dans son ensemble, les hommes sont légèrement majoritaires. Les emplois du commerce de gros et surtout du commerce et de la réparation d'automobiles sont pour une large part occupés par des hommes. À l'inverse, ce sont les femmes qui sont fortement majoritaires au sein du commerce de détail.

Tableau 9 : Répartition des actifs occupés par sexe et âge (en %)

Secteurs d'activité	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +
Artisanat commercial	53	47	26	51	23
Commerce de détail	40	60	12	63	25
Commerce de gros	67	33	5	63	32
Commerce et réparation d'automobiles	82	18	12	63	25
Total commerce	53	47	10	63	27
Secteurs principalement marchands	61	39	8	63	29
Ensemble de l'économie	52	48	7	62	31

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

L'artisanat commercial se singularise au sein du commerce en employant des actifs plus jeunes, souvent apprentis et occupant plus fréquemment des fonctions d'ouvriers. Dans le commerce de détail, près d'un actif sur deux est un employé et un sur quatre travaille à temps partiel. Les actifs du commerce de gros sont les plus âgés. Près des deux tiers d'entre eux sont indépendants, cadres ou professions intermédiaires.

Tableau 10 : Répartition des actifs occupés par catégorie socio-professionnelle et temps de travail (en %)

Secteurs d'activité	Indépendants, cadres et professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Temps complet	Temps partiel
Artisanat commercial	22	32	46	84	16
Commerce de détail	42	47	11	75	25
Commerce de gros	63	15	22	93	7
Commerce et réparation d'automobiles	50	13	37	92	8
Total commerce	49	33	17	83	17
Secteurs principalement marchands	51	22	27	84	16
Ensemble de l'économie	51	29	21	81	19

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

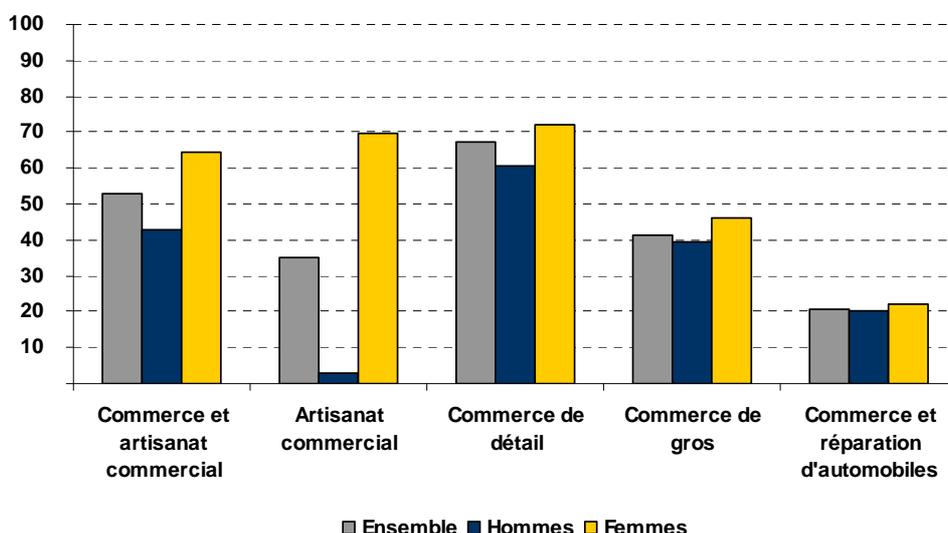
Encadré : Les métiers spécifiques au commerce

Parmi l'ensemble des professions occupées par les actifs du commerce et de l'artisanat commercial, certaines ont un caractère plus spécifiquement lié à l'activité commerciale et sont ainsi dénommées « métiers du commerce ». Ces professions appartiennent à quatre catégories : les commerçants indépendants, les cadres commerciaux, les professions intermédiaires commerciales et les employés de commerce.

Un peu plus de la moitié (53 %) des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial exercent ces professions spécifiquement commerciales. Cette proportion varie significativement selon les secteurs ; elle est de plus des deux tiers dans le commerce de détail, qui compte de très nombreux vendeurs et caissiers, mais d'un cinquième seulement dans le commerce et la réparation d'automobiles où exerce une forte part d'artisans et d'ouvriers mécaniciens.

Dans l'ensemble des secteurs commerciaux, 65 % des femmes ont une profession commerciale, contre 43 % des hommes. Cette spécialisation féminine pour les métiers du commerce est particulièrement marquée dans l'artisanat commercial, dans lequel les femmes assument en général des fonctions de vente et les hommes des activités de fabrication (boulangier, boucher, charcutier).

Graphique 3 : Part des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier spécifique au commerce (en %)



Champ : France hors Mayotte
Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

La moitié des actifs du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier du commerce sont des employés de commerce et un peu moins d'un quart ont une profession intermédiaire. Les trois quarts des employés sont des vendeurs, dont neuf sur dix dans le commerce de détail. Les professions intermédiaires sont occupées pour moitié par des techniciens commerciaux chargés de prospecter la clientèle, plus souvent dans le commerce de gros.

Un peu plus d'un quart des actifs ayant un métier commercial sont commerçants indépendants, principalement détaillants ou grossistes, ou cadres commerciaux. Plus de la moitié de ces derniers travaillent dans le commerce de gros.

Tableau 11 : Répartition par profession des actifs du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier spécifique au commerce

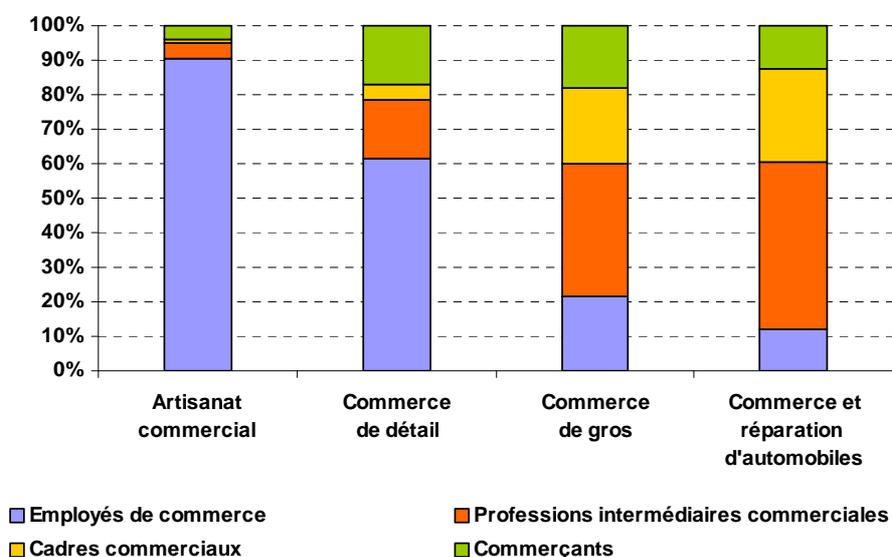
Métiers spécifiques au commerce	Actifs occupés (en %)
Commerçants	17
<i>dont Grossistes et intermédiaires du commerce</i>	4
<i>dont Détaillants</i>	12
Cadres commerciaux	9
Professions intermédiaires commerciales	23
<i>dont Chefs de petites surfaces de vente et responsables d'exploitation des magasins de vente</i>	7
<i>dont Techniciens commerciaux, représentants</i>	12
Employés de commerce	51
<i>dont Employés de libre service du commerce et magasiniers</i>	4
<i>dont Caissiers de magasin</i>	9
<i>dont Vendeurs</i>	38
Ensemble des métiers spécifiques au commerce	100

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

Ayant pour activité la vente aux particuliers, le commerce de détail et l'artisanat commercial sont caractérisés par une forte proportion d'employés de commerce et un nombre réduit de cadres. À l'inverse, le commerce de gros et le commerce et la réparation d'automobiles emploient une forte majorité de cadres.

Graphique 4 : Répartition par secteur et profession des actifs du commerce et de l'artisanat commercial exerçant un métier spécifique au commerce (en %)



Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

4.3 - Neuf salariés du commerce sur dix en CDI

Les formes d'emploi des salariés des secteurs du commerce sont proches de celles de l'ensemble de l'économie, avec neuf salariés sur dix en CDI.

La part de CDI est en revanche moins élevée dans l'artisanat commercial, qui emploie une proportion nettement supérieure d'apprentis.

Tableau 12 : Répartition des salariés par formes d'emploi (hors interim) (en %)

Secteurs d'activité	Apprentis	CDD	CDI
Artisanat commercial	17	8	76
Commerce de détail	3	10	87
Commerce de gros	1	5	94
Commerce et réparation d'automobiles	5	5	90
Total commerce	3	8	89
Secteurs principalement marchands	2	8	90
Ensemble de l'économie	2	11	87

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

4.4 - Les jeunes et les femmes plus souvent salariés, en CDD et à temps partiel

De manière similaire aux autres secteurs marchands, les statuts des emplois occupés dans le commerce et l'artisanat commercial sont différenciés selon le sexe et l'âge.

Près des deux tiers des non-salariés sont des hommes et près de la moitié ont plus de 50 ans. Les actifs les plus jeunes sont pratiquement absents de cette catégorie.

Les hommes représentent également près des deux tiers des apprentis (qui ont pour la quasi totalité d'entre eux moins de 25 ans).

Les emplois en CDD sont par contre majoritairement occupés par des femmes. Les moins de 25 ans y sont par ailleurs très largement sur-représentés et occupent 39 % des CDD alors qu'ils ne représentent que 11 % des actifs.

Enfin, si les emplois en CDI sont occupés à parité par les hommes et les femmes, les moins de 25 ans y sont également sous-représentés.

Tableau 13 : Répartition par sexe et âge des actifs occupés du commerce et de l'artisanat commercial par formes d'emploi (hors interim) (en %)

Sexe	Non salariés	Apprentis	CDD	CDI	Ensemble
Hommes	64	63	40	52	53
Femmes	36	37	60	48	47
15-24 ans	1	92	39	7	11
25-49 ans	53	8	51	67	62
50 ans et +	46	0	9	26	27

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

La proportion d'actifs travaillant à temps partiel est équivalente dans le commerce et dans les autres secteurs de l'économie. Comme ailleurs, les femmes et les actifs les plus jeunes travaillent plus souvent à temps partiel (trois sur dix en moyenne). Le travail à temps partiel est le plus répandu dans le commerce de détail (un actif sur quatre).

Tableau 14 : Part des actifs occupés à temps partiel selon leur sexe et leur âge (en %)

Secteurs d'activité	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +	Ensemble
Artisanat commercial	5	27	15	15	17	16
Commerce de détail	12	33	39	21	26	25
Commerce de gros	3	15	9	6	9	7
Commerce et réparation d'automobiles	4	25	6	6	11	8
Total commerce	7	29	30	15	18	17
Secteurs principalement marchands	7	28	24	13	19	16
Ensemble de l'économie	8	30	26	16	22	19

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

4.5 - Les actifs de l'artisanat commercial et du commerce de détail travaillent souvent le samedi et le dimanche

Le travail durant le week-end dans les secteurs commerciaux concerne principalement les actifs de l'artisanat commercial et du commerce de détail.

D'après les enquêtes emploi de 2016 et 2017, plus des trois quarts des actifs occupés du commerce de détail et près de neuf actifs de l'artisanat commercial sur dix ont travaillé au moins un samedi pendant une période de quatre semaines⁷⁹, soit nettement plus que dans l'ensemble des secteurs principalement marchands (39 %). Ce jour de la semaine correspond à un pic d'activité pour le commerce de détail. D'après l'enquête emploi du temps de 2010⁸⁰, les ménages privilégient en effet le samedi pour faire leurs courses usuelles. En revanche, seuls 41 % des actifs du commerce et de la réparation d'automobiles et un quart des actifs du commerce de gros ont déclaré avoir travaillé le samedi.

Tableau 15 : Part des actifs occupés ayant travaillé le samedi⁸¹ et le dimanche⁸² (en %)

Secteurs d'activité	Travaille le samedi	Travaille le dimanche
Artisanat commercial	88	65
Commerce de détail	79	24
Commerce de gros	25	8
Commerce et réparation d'automobiles	41	7
Total commerce	58	17
Secteurs principalement marchands	39	17
Ensemble de l'économie	39	21

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

⁷⁹ L'enquête emploi portant sur le trimestre, une telle interrogation ne permet donc pas de comptabiliser certains travailleurs très occasionnels

⁸⁰ Cécile Brousse, Aline Ferrante, Laure Turner « Le temps des courses : de moins en moins fréquentes mais toujours plus longues le samedi » Insee Première N° 1533 - janvier 2015

⁸¹ Ayant travaillé ou non au moins un samedi pendant les 4 semaines s'achevant par la semaine de référence

⁸² Ayant travaillé ou non au moins un dimanche pendant les 4 semaines s'achevant par la semaine de référence

Si on considère l'ensemble du commerce, les actifs ne travaillent pas plus le dimanche que dans l'ensemble des secteurs principalement marchands (17 %). Mais, comme pour le samedi, la fréquence du travail dominical varie très fortement selon le secteur : marginal dans le commerce de gros et le commerce et la réparation d'automobiles, où il concerne moins d'un actif sur dix, le travail dominical est plus courant dans le commerce de détail (près d'un actif sur quatre) et très fréquent dans l'artisanat commercial, particulièrement dans les activités de boulangerie-pâtisserie, où deux actifs sur trois travaillent le dimanche.

Au sein du commerce de détail, le travail le dimanche est majoritaire dans quelques secteurs, employant 7 % des effectifs : le commerce spécialisé de poissons, de fleurs et de carburants, la vente sur les marchés et les supérettes. Près d'un actif sur deux travaille également le dimanche dans les commerces d'alimentation générale et de viandes. Parmi les secteurs aux effectifs les plus élevés du commerce de détail, le travail dominical concerne un actif sur trois dans les supermarchés, et à peine plus d'un actif sur dix dans les hypermarchés, les pharmacies, les magasins d'habillement ou de bricolage.

Dans les autres secteurs de l'économie, le travail le dimanche est particulièrement développé dans l'hébergement et la restauration ainsi que dans l'agriculture, où il concerne un actif occupé sur deux. Le quart des actifs des industries agro-alimentaires, des administrations et services publics et des transports travaillent également le dimanche.

4.6 - 6 % des actifs du commerce sont en situation de sous-emploi

Le sous-emploi⁸³ dans le commerce est aussi fréquent que dans l'ensemble de l'économie.

En 2017, 6 % des actifs occupés du commerce se déclarent en sous-emploi. Le taux de sous-emploi est plus élevé chez les femmes et chez les actifs les plus jeunes, en particulier dans le commerce de détail, en raison d'un taux d'emploi à temps partiel supérieur.

Tableau 16 : Part des actifs occupés se déclarant en sous-emploi selon leur sexe et leur âge (en %)

Secteurs d'activité	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +	Ensemble
Artisanat commercial	2	9	6	6	4	5
Commerce de détail	5	11	17	8	6	9
Commerce de gros	1	3	3	2	1	2
Commerce et réparation d'automobiles	2	5	3	2	2	2
Total commerce	3	9	13	5	4	6
Secteurs principalement marchands	3	9	11	5	6	6
Ensemble de l'économie	4	9	12	6	6	6

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

Parmi les actifs employés à temps partiel dans le commerce, un tiers se déclare en situation de sous-emploi. Ce taux de temps partiel subi⁸⁴ est plus élevé chez les hommes : ceux-ci travaillent moins souvent que les femmes à temps partiel mais sont proportionnellement plus nombreux à souhaiter travailler plus. La part du temps partiel subi est également plus élevée chez les actifs les plus jeunes.

⁸³ Le sous-emploi comprend les personnes actives occupées au sens du BIT qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- Elles travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage pendant la période de référence utilisée pour définir l'emploi, et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent activement un emploi ou non ;
- Elles travaillent à temps partiel (et sont dans une situation autre que celle décrite ci-dessus) ou à temps complet, mais ont travaillé moins que d'habitude pendant une semaine de référence en raison de chômage partiel, ralentissement des affaires, réduction saisonnière d'activité ou mauvais temps.

⁸⁴ Rapport du nombre d'actifs à temps partiel en situation de sous-emploi au nombre total d'actifs à temps partiel

Tableau 17 : Part des actifs occupés en temps partiel se déclarant en sous-emploi (en %)

Secteurs d'activité	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +	Ensemble
Commerce	41	31	42	36	21	33
Secteurs principalement marchands	43	31	45	38	34	34
Ensemble de l'économie	40	30	45	35	25	32

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee - Enquêtes emploi de 2016 et 2017

Lecture : 41 % des hommes travaillant à temps partiel dans le commerce déclare ce temps partiel subi

5 - Des salaires plus élevés dans le commerce de gros

Le salaire brut horaire moyen s'élève dans le commerce à un peu moins de 18 euros en 2015. Il est moins élevé que dans l'industrie, la construction ou les services en raison notamment d'une plus forte proportion d'employés et de jeunes salariés dans les secteurs du commerce.

Tableau 18 : Salaires bruts horaires moyens dans le commerce, l'industrie, la construction et les services en 2015 (en €)

Secteur d'activité	Temps complet	Temps partiel	Ensemble
Commerce de détail	15,2	14,0	14,9
Commerce de gros	22,0	20,8	21,9
Commerce et réparation d'automobiles	16,7	16,6	16,7
Total commerce	18,0	15,3	17,6
Industrie	21,4	23,1	21,5
Construction	18,6	18,7	18,6
Services	23,0	18,0	22,2

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, DADS 2015

Des disparités importantes de salaire existent entre les trois grands secteurs du commerce. C'est dans le commerce de gros, où les salariés sont plus âgés et les cadres proportionnellement plus nombreux, que le salaire brut horaire moyen est le plus élevé. Dans tous les secteurs, et quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, les hommes ont un salaire horaire moyen brut supérieur à celui des femmes.

Tableau 19 : Salaires bruts horaires moyens des salariés du commerce selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015 (en €)

Secteur d'activité	Cadres ⁸⁵	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Hommes				
Commerce de détail	31,0	17,6	13,2	13,6
Commerce de gros	39,8	20,7	16,9	15,1
Commerce et réparation d'automobiles	32,9	21,1	15,4	13,9
Femmes				
Commerce de détail	26,3	15,8	12,5	12,5
Commerce de gros	33,7	20,2	15,7	13,4
Commerce et réparation d'automobiles	27,9	18,6	13,5	13,1

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, DADS 2015

⁸⁵ Y compris chefs d'entreprises salariés. Pour les salariés au forfait, le nombre d'heures est imputé.